



# SafeVeg Evaluation Finale

## Rapport définitif



**MDF**  
EMPOWERING PEOPLE,  
CREATING IMPACT

Commandé par l'Ambassade du Royaume des Pays  
Bas au Benin

Date de publication : Le 3 novembre 2025

# SafeVeg Evaluation Finale

## Rapport définitif

### **Rapport rédigé par les membres de l'Equipe d'évaluation**

Saskia Brand, Cheffe d'équipe

Gifty Narh, Cheffe d'équipe adjointe

Dieudonné Diasso, Nutritioniste

Thiburce Sidoine Bokassa, Statisticien

Freddy Padonou, Chercheur Bénin

Dramane Keita, Chercheur Mali

Bruno Kaboré & Evelain Kaboré, Chercheurs Burkina Faso

Ingrid Plag, QA

MDF Training & Consultancy

Bennekomseweg 41

6717 LL Ede

The Netherlands

mdf@mdf.nl

+ 31 318 650060

Trade register 09073461



# Contents

<b>Abréviations .....</b>	<b>1</b>
<b>1 Résumé exécutif .....</b>	<b>2</b>
1.1 Contexte et objectifs du projet.....	2
1.2 Méthodologie de l'évaluation.....	2
1.3 Principaux constats et résultats.....	3
<b>2 Introduction .....</b>	<b>9</b>
2.1 Contexte du projet SafeVeg et justification de l'évaluation. ....	9
2.2 Objectifs et portée de l'évaluation (période, zones, thématiques). ....	9
2.3 Méthodologie : approches utilisées, sources de données, limites. ....	10
2.4 Limitations méthodologiques.....	10
<b>3 Présentation du projet SafeVeg.....</b>	<b>12</b>
3.1 Objectifs généraux et spécifiques.....	12
3.2 Théorie du Changement et logique d'intervention.....	12
3.3 Principaux acteurs impliqués.....	12
3.4 Composantes du projet.....	13
3.5 Contexte et localités de mise en œuvre du projet.....	13
<b>4 Constats et analyses par critère d'évaluation.....</b>	<b>16</b>
4.1 Contribution aux objectifs spécifiques de SafeVeg.....	16
4.2 Pertinence.....	26
4.3 Efficacité.....	31
4.4 Efficience.....	42
4.5 Durabilité et mise à l'échelle.....	53
4.6 Égalité de genre et inclusion des jeunes.....	57
4.7 Étude de la contribution au renforcement des capacités médiatiques et à la diffusion de messages nutritionnels.....	60
<b>5 Conclusions.....</b>	<b>67</b>
5.1 Changements observés.....	67
5.2 Facteurs facilitants et contraintes.....	67
5.3 Conclusion générale.....	68
<b>6 Recommandations.....</b>	<b>69</b>
6.1 Pour une éventuelle phase 2 et une extension régionale.....	69
6.2 Pour renforcer la durabilité et l'impact.....	71
<b>Annexe A : Appréciation des indicateurs SafeVeg.....</b>	<b>73</b>
Indicateurs d'Outcome.....	73
Work Package 1.....	74
Work Package 2.....	75
Work Package 3.....	77
Work Package 4.....	78
Work Package 5.....	79
Work Package 6.....	81
<b>Annexe B : Mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du projet SafeVeg .....</b>	<b>82</b>
<b>Annexe C : Théorie du Changement du projet .....</b>	<b>83</b>



<b>Annexe D : Liste des entretiens .....</b>	<b>84</b>
Mali	84
Bénin	86
Burkina Faso .....	88
6.3 Niveau International.....	89
<b>Annexe E : Outils de collecte et guides d’entretien .....</b>	<b>90</b>
<b>Annexe F : Documents consultés .....</b>	<b>91</b>
<b>Annexe G : Infographie de synthèse .....</b>	<b>98</b>



## Abréviations

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
COP	Conférence des Parties (à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques)
DeSIRA+	Development Smart Innovation through Research in Agriculture (initiative de l'UE)
GiZ	German Agency for International Cooperation
IER	Institut d'Économie Rurale (Mali)
INERA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (Burkina Faso)
INRAB	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
MACS	Initiative "Multi-Actor and Climate-Smart
MEL	Monitoring, Evaluation & Learning (Suivi, Évaluation et Apprentissage)
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial (World Food Programme)
PAVICC	Programme d'Adaptation des Villes au Changement Climatique
PMT	Project Management Team (Équipe de gestion du projet)
ProSol	Protection et Réhabilitation des So
ProFinA	Promotion du Financement Agricole
REM	Réseau d'Entreprises Maraîchères (terme parfois utilisé de façon interchangeable avec Village-Based Network, VBN)
RMP	Révision à Mi-Parcours
SC	Steering Committee (Comité de pilotage)
SNRA	Systèmes Nationaux de Recherche Agricole
ToC	Théorie du Changement
UE	Union Européenne
VBN	Village-Based Network (Réseaux d'Entreprises Maraîchères, terme parfois utilisé de façon interchangeable avec REM)
WP	Work Package (Lot de travail)
WUR	Wageningen University & Research
WorldVeg	World Vegetable Center

# 1 Résumé exécutif

## 1.1 Contexte et objectifs du projet

Le projet SafeVeg – Des légumes sains produits localement pour les consommateurs d'Afrique de l'Ouest est une initiative phare de l'Union européenne (UE) dans le cadre du programme DeSIRA, visant à relier la recherche scientifique et le développement rural pour favoriser des systèmes alimentaires durables. Mis en œuvre de 2020 à 2025 dans trois pays sahéliens – Bénin, Burkina Faso et Mali – SafeVeg a pour ambition de renforcer la production, la transformation et la consommation de légumes nutritifs et sûrs, tout en stimulant l'innovation agricole locale et en contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le projet est coordonné par le World Vegetable Center (WorldVeg) en partenariat avec le CIRAD, la Wageningen University & Research (WUR) et les instituts nationaux de recherche agricole (INRAB au Bénin, INERA au Burkina Faso et IER au Mali). Le budget total s'élève à 11,86 millions d'euros, financé conjointement par l'Union européenne (7,84 M€) et le Royaume des Pays-Bas (4,02 M€).

SafeVeg s'articule autour de six composantes (Work Packages, WP) :

1. Coordination, gestion et communication
2. Amélioration de la consommation et de la sécurité sanitaire des légumes
3. Développement de pratiques agroécologiques durables
4. Amélioration de la filière semencière locale
5. Renforcement des capacités de recherche et d'enseignement supérieur
6. Appui aux politiques publiques et au plaidoyer régional

Ces composantes sont interconnectées et visent à transformer le système maraîcher ouest-africain selon une approche systémique, intégrant à la fois la production, la transformation, la commercialisation et la consommation.

## 1.2 Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation finale a mobilisé une approche mixte combinant analyses qualitatives et quantitatives. La démarche qualitative repose principalement sur la méthode Outcome Harvesting, qui identifie et vérifie les changements effectivement observés dans les pratiques, comportements ou politiques attribuables au projet. Elle s'est appuyée sur de nombreux entretiens et ateliers avec les partenaires, les VBN (Vegetable Business Networks), les producteurs, les restauratrices de rue et les acteurs institutionnels.

En parallèle, l'équipe d'évaluation a conduit une enquête sur l'adoption de pratiques agroécologiques proposées par le WP3 (385 producteurs contactés, 249 réponses valides), ainsi qu'une étude sur la communication et la sensibilisation nutritionnelle menée auprès des médias et consommateurs urbains dans le cadre des activités du WP2.

La mission d'évaluation a rencontré quelques limites méthodologiques. D'abord, la vérification indépendante des deux études d'impact n'a pas pu être réalisée, en raison du temps considérable nécessaire pour traiter et analyser les bases de données concernées. L'équipe a donc préféré concentrer ses efforts sur des analyses complémentaires (Étude WP3 et WP2), offrant une perspective indépendante utile. Ensuite, l'analyse des effets de diffusion a été abandonnée, car la distinction pertinente ne portait pas sur bénéficiaires et non-bénéficiaires, mais sur l'appartenance aux VBN, et les données disponibles ne permettaient pas d'évaluer ces effets de manière probante. Enfin, la collecte de données a été limitée par des contraintes pratiques : restrictions sécuritaires au Mali, et disponibilité réduite de certains acteurs institutionnels dans les trois pays. Malgré ces contraintes, l'évaluation demeure robuste et équilibrée, fondée sur les données accessibles et le temps imparti.

## 1.3 Principaux constats et résultats

### 1.3.1 Amélioration de la productivité et des revenus

Le projet SafeVeg a travaillé avec 220 champions des VBN, regroupant environ 6 500 producteurs. Une étude d'impact menée en 2023-2024 montre une hausse du revenu agricole net de 11 à 20 % au Bénin et au Burkina Faso (données du Mali encore en cours). Environ 84 % des producteurs VBN déclarent une augmentation de revenu, mais l'équipe d'évaluation n'a pas pu vérifier ces chiffres.

Les résultats diffèrent selon les pays.

- Au Bénin, les producteurs rapportent une nette hausse des rendements grâce aux formations, semences améliorées, accès à l'eau et au crédit. Certaines femmes ont accru légèrement leurs économies, mais les effets restent inégaux ; les restauratrices impliquées n'ont pas toujours vu leurs ventes progresser, notamment à cause d'une faible demande pour certains légumes traditionnels.
- Au Burkina Faso, les producteurs membres des VBN constatent des améliorations de productivité et parfois des investissements accrus (achat de kits d'arrosage). Cependant, la hausse de revenus dépend de la stabilité des marchés : faute de débouchés institutionnels, la plupart vendent localement.
- Au Mali, la labellisation des légumes sains a renforcé la confiance des consommateurs et entraîné des hausses de revenus de 20 à 60 %, bien que l'expérience soit à petite échelle pour l'instant. Les gains ont parfois permis des investissements productifs, et les coopératives féminines tirent de modestes profits de la transformation.

Dans l'ensemble, l'effet de SafeVeg sur les revenus est positif mais variable : il dépend du contexte local, de la structuration des marchés, du coût des innovations et de l'accès à l'eau. Faute de données de référence exhaustives, certains résultats restent difficiles à vérifier.

### 1.3.2 Évolution de la consommation de légumes

Le projet SafeVeg a cherché à accroître la consommation de légumes par trois voies principales : l'ajout de légumes dans les repas des restauratrices de rue (Bénin, Burkina Faso), la labellisation de légumes sains pour renforcer la confiance des consommateurs (Mali, Bénin), et l'approvisionnement de cantines scolaires en partenariat avec le PAM. Ces actions ont été accompagnées de campagnes de sensibilisation et de communication locales.

Selon les indicateurs, environ 200 000 personnes auraient amélioré leur consommation de légumes, soit bien au-delà de la cible prévue (75 000), mais cette donnée est jugée peu fiable faute d'explications claires sur sa méthode de calcul. L'impact des cantines scolaires, non comptabilisé dans ces chiffres, représente pourtant une contribution significative, notamment avec 120 cantines partenaires au Bénin en 2025.

Les observations qualitatives confirment une hausse de la consommation dans les trois pays, portée par une meilleure connaissance nutritionnelle, une offre accrue de légumes frais et la confiance des consommateurs dans les produits labellisés. Au Bénin, l'amélioration des techniques de production a stimulé à la fois la disponibilité et l'autoconsommation. Au Burkina Faso, les campagnes de sensibilisation ont modifié les habitudes alimentaires, surtout chez les femmes et les enfants. Au Mali, la labellisation a entraîné une augmentation des ventes et une fidélisation des clients, malgré le faible nombre initial de vendeuses labellisées.

En conclusion, SafeVeg a contribué à renforcer durablement les capacités et les connaissances liées à la production et à la consommation de légumes sains. L'impact direct sur les comportements reste partiellement mesurable, mais le projet se distingue par son approche

systémique, alliant formation, diffusion scientifique et communication publique autour des bienfaits nutritionnels des légumes.

### 1.3.3 Adoption des pratiques agroécologiques

Le projet SafeVeg a favorisé une adoption notable de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, bien que leur ampleur varie selon les pays et les contextes. Les producteurs ont été formés et encouragés à utiliser des plantes de service (crotalaire, mucuna, gliricidia), des intrants biologiques (biofertilisants, biopesticides, compost, fumier organique) et des ennemis naturels des ravageurs. L'introduction de techniques comme la culture sur planches, la rotation des cultures, les engrais organiques et, dans certains cas, l'irrigation solaire ou les serres, a permis d'améliorer la gestion des sols, la conservation de l'eau et la résilience face au changement climatique.

D'après les indicateurs, environ 2 114 hectares de terres sont désormais exploités de façon plus écologique, dont les deux tiers au Bénin. L'adoption est équilibrée entre hommes et femmes, mais ces chiffres reflètent surtout une première utilisation des pratiques, sans garantie de durabilité à long terme.

Les résultats de l'Étude WP3, menée auprès de 249 producteurs, confirment ces tendances :

- Rotation des cultures (90 %) et variétés résistantes (86 %) sont très largement adoptées ;
- Filets anti-insectes (60 %) et extraits de plantes (52 %) le sont dans une moindre mesure ;
- Plus de 90 % des producteurs ont modifié leurs pratiques de fertilisation en faveur d'amendements organiques, indépendamment de leur participation directe aux formations ;
- La réduction de l'usage des pesticides est le résultat le plus marquant : 95 % des producteurs déclarent une baisse, et l'analyse statistique montre un effet direct et significatif des formations SafeVeg.

L'usage des équipements de protection individuelle (EPI) reste limité (40 % toujours, 26 % parfois), tandis que le respect du délai avant récolte (DAR) est largement observé (81 % toujours).

### 1.3.4 Création d'emplois et inclusion socio-économique

Le projet SafeVeg n'a pas suivi la création d'emplois de manière systématique, car cet aspect ne figurait pas parmi les indicateurs initiaux. Cependant, dans les trois pays, les acteurs s'accordent à reconnaître que le projet a généré de nouvelles opportunités économiques, surtout dans la production maraîchère, la transformation, la commercialisation et les services agricoles.

Les VBN bien structurés ont favorisé l'insertion de jeunes dans les chaînes de valeur locales (manutention, transport, transformation, gestion, vente), tandis que des femmes ont développé de micro-entreprises de séchage, conditionnement ou vente de légumes. Dans certains cas, des liens avec des programmes d'emploi et de financement (FAPE, FNFI au Burkina Faso, PSIE au Bénin) ont permis à des jeunes de créer leurs propres activités ou d'être recrutés pour des tâches logistiques. Les activités collectives au sein des coopératives et VBN ont également créé des emplois indirects, notamment dans la gestion, la comptabilité et la commercialisation.

Des contrats institutionnels (avec le PAM ou des cantines scolaires) ont contribué à stabiliser certains revenus et à générer une main-d'œuvre saisonnière. Toutefois, ces emplois restent souvent informels, précaires et saisonniers, et certains groupes, comme les restauratrices isolées, n'en ont pas bénéficié. Le manque d'équipements, de financement ou de coordination entre partenaires a parfois freiné la dynamique.

Les partenaires institutionnels soulignent enfin que les VBN représentent une base prometteuse de professionnalisation pour les jeunes, à condition de renforcer la structuration des filières, l'accès au marché, aux intrants et au foncier sécurisé, éléments clés pour garantir la durabilité de ces emplois.

### 1.3.5 Pertinence et alignement stratégique

Le projet SafeVeg s'avère globalement pertinent vis-à-vis des besoins du secteur maraîcher, des priorités nationales et des orientations de l'initiative DeSIRA.

SafeVeg a généré et diffusé de nombreuses connaissances techniques et scientifiques : formations sur les itinéraires de production, l'agroécologie et la transformation ; innovations partagées via les VBN (standardisation des planches, fertilisation organique, gestion de l'eau). Le projet a également encouragé la vulgarisation nutritionnelle et soutenu la recherche académique (9 doctorants et 42 masters, majoritairement au Bénin). Dix articles scientifiques ont été publiés.

L'étude WP3 confirme que la majorité des 249 producteurs interrogés a bénéficié d'appuis techniques (fertilisation, gestion des intrants, sécurité sanitaire). SafeVeg a joué un rôle catalyseur dans la diffusion horizontale des savoirs grâce aux démonstrations, à l'apprentissage entre pairs et à la structuration des VBN. Toutefois, la durabilité de l'adoption des pratiques reste freinée par le coût et la disponibilité des intrants écologiques.

Le projet a influencé plusieurs politiques sectorielles : inscription des semences homologuées dans les catalogues nationaux au Bénin et au Burkina Faso, élaboration d'une feuille de route nationale pour le sous-secteur maraîcher, et extension du partenariat avec le PAM à 120 écoles au Bénin. Bien qu'aucune réforme majeure n'ait encore été adoptée, SafeVeg a renforcé la visibilité institutionnelle des producteurs et contribué à leur reconnaissance comme acteurs des politiques alimentaires locales.

Le projet a levé plusieurs obstacles à la production (accès aux semences de qualité, formation, bio-intrants, structuration via les VBN, innovations techniques) et à la consommation (promotion des légumes sains, labellisation, cantines scolaires). Néanmoins, certaines faiblesses structurelles persistent : manque d'accès des femmes au foncier et à l'eau, coordination limitée entre work packages, absence de stratégie genre, faible articulation entre producteurs, restauratrices et vendeuses de légumes. L'impact sur la consommation est resté moindre que sur la production.

SafeVeg est bien aligné avec les objectifs DeSIRA — expérimentation, innovation et mise à l'échelle — et avec les priorités nationales en matière de durabilité, sécurité alimentaire et nutrition. Le projet a créé des synergies solides avec d'autres programmes (PADMAR, EJASA, PAVICC, ProSol, GIZ, PAM, FAO, CASCADE, SUSTLIVES), favorisant la complémentarité entre interventions.

Cependant, son ancrage institutionnel demeure limité : la mise en œuvre, portée surtout par des ONG et consultants, a parfois réduit la visibilité du projet auprès des autorités publiques. Le partenariat avec les instituts de recherche nationaux et le processus d'homologation des semences constituent les avancées les plus durables.

### 1.3.6 Efficacité de la mise en œuvre

SafeVeg a affiché une efficacité globalement forte mais inégale : il a dépassé ses cibles en consommation de légumes, revenus/productivité et renforcement de la recherche, tandis que l'adoption des pratiques agroécologiques progresse sans atteindre les cibles et que l'adoption des semences améliorées reste le maillon faible (retards d'homologation, mise à l'échelle tardive). Les hypothèses de la TdC sont partiellement confirmées : forte implication femmes/jeunes, disposition à payer pour des légumes sûrs dans certains segments, mais dépendance à des investissements externes et sensibilité à des facteurs contextuels (sécurité, climat, prix, adéquation produits-préférences).

La conception très orientée recherche et le fonctionnement en WPs ont d'abord créé des silos et freiné les synergies ; celles-ci se sont renforcées à partir de 2024 mais une approche intégrée fondée sur une TdC opérationnelle et l'implication d'un partenaire développement auraient accéléré l'impact. Les facteurs positifs incluent des partenariats étroits (recherche, publics, privés), l'effet levier des VBN et des espaces de concertation ;



les freins majeurs : retards et lourdeurs administratives/financières, pénurie de semences de base, ressources limitées, insécurité au Mali/Burkina, contraintes eau/foncier et labellisation à périmètre réduit.

Le dispositif S&E présente de grandes lacunes (indicateurs surtout d'activité, définitions absentes, données décentralisées, manque d'outcomes intermédiaires), limitant l'apprentissage et l'adaptation en cours de route. La révision à mi-parcours a été largement suivie, surtout pour le rapprochement des WPs ; en revanche, la clarification des indicateurs est restée insuffisante.

### 1.3.7 Efficience et gouvernance du projet

L'évaluation de l'efficience du projet SafeVeg montre une gestion financière globalement solide, mais marquée par des déséquilibres structurels et un modèle de coordination coûteux.

#### Utilisation des ressources

Le budget total du projet ( $\approx 11$  M€) est resté stable, mais la structure interne a évolué : une forte hausse du budget de coordination (+49 % pour le WP1, WorldVeg) a été compensée par des réductions dans les autres Work Packages gérés par la même institution. Cette révision, due à une sous-budgétisation initiale des coûts de gestion et de personnel, a été validée par le bailleur.

Les taux de décaissement sont élevés (75 % en 2024), avec une exécution particulièrement avancée des WP4 et WP5. L'investissement majeur dans les ressources humaines est jugé pertinent : il a permis de maintenir une forte capacité technique et d'obtenir des résultats visibles sur le terrain. Cependant, la ligne budgétaire « autres coûts », qui regroupe des dépenses opérationnelles, manque de transparence, et la part faible allouée aux instituts nationaux de recherche (4 à 8 %) contraste avec leur rôle stratégique prévu. Les retards de rapports financiers (CIRAD, WUR) ont aussi réduit la visibilité globale.

#### Valeur pour l'argent

Les rapports narratifs et financiers n'étant pas articulés, il est difficile de relier les dépenses aux résultats mesurés. Néanmoins, l'analyse qualitative montre que :

- Les investissements dans l'appui technique et humain ont été très productifs (résultats rapides et concrets pour les producteurs).
- Le diagnostic agronomique initial, bien que nécessaire scientifiquement, a retardé la mise en œuvre et absorbé beaucoup de ressources.
- La structuration des VBN représente une innovation prometteuse, mais encore fragile et dépendante du financement externe.

Les équipes techniques sont compétentes et engagées, mais la coordination centrale n'avait pas d'autorité hiérarchique sur les partenaires, ce qui a limité la cohérence du pilotage. Le turnover du personnel (dont le responsable MEL) a causé des retards et affaibli le suivi.

Les WP étaient bien définis scientifiquement, mais ont fonctionné en silos sans réelle stratégie commune. L'absence d'une Théorie du Changement intégrée et la multiplication des contrats bilatéraux ont limité les synergies. Les collaborations inter-WP observées restent ponctuelles.

Les allocations étaient faites par WP, non par pays, ce qui complique l'analyse comparative. Les dépenses apparaissent plus fortes au Bénin, mais cela s'explique par le rôle de coordination multi-pays basé à Cotonou. Aucune ventilation standard ne distingue les coûts de terrain des coûts de support, rendant impossible un calcul du « coût par résultat » par pays. La faible flexibilité budgétaire entre WP a aussi limité la réallocation vers les zones à fort potentiel.

### 1.3.8 Durabilité et perspectives de mise à l'échelle

Les acquis de SafeVeg présentent une forte probabilité de poursuite, bien que certaines conditions limitent leur durabilité à long terme.

- Au niveau politique, l'intégration de nouvelles variétés maraîchères homologuées dans les catalogues nationaux marque une appropriation institutionnelle notable, renforcée par la réglementation régionale sur la circulation des semences.
- Au niveau public, les services techniques décentralisés ont été impliqués dans les formations, garantissant la continuité de l'encadrement.
- Au niveau privé, les entreprises semencières poursuivent la multiplication et la diffusion des variétés introduites, tandis que les réseaux d'entreprises maraîchères (VBN) consolident les ventes groupées et la contractualisation. Des producteurs développent également des services annexes (biofertilisants, pépinières).

Les partenariats avec d'autres projets, comme la FAO au Burkina Faso, ont permis une diffusion élargie des variétés et des fiches techniques. La production scientifique (articles, mémoires, colloques) a renforcé la visibilité et la diffusion des connaissances. Cependant, l'opérationnalisation limitée des feuilles de route semencières et le faible ancrage politique restent des points faibles.

Les petits producteurs et coopératives disposent désormais d'une base solide en pratiques agroécologiques et en utilisation de semences certifiées. Les PME et semenciers sont bien positionnés pour poursuivre la production. Les instituts nationaux de recherche (INRAB, INERA, IER) remplissent des fonctions clés (homologation, production de semences de base), mais leur financement restreint réduit leur capacité à pérenniser les acquis.

L'insécurité foncière constitue le principal risque : sans garanties durables, les producteurs hésitent à investir dans les infrastructures ou à étendre leurs superficies. La sécurisation foncière est donc un levier essentiel pour la durabilité et la mise à l'échelle.

La durabilité limitée de certaines composantes provient aussi du manque de coordination entre Work Packages et de la faible intégration entre recherche et développement, qui ont freiné la convergence vers les VBN. Les futurs projets devraient renforcer la planification conjointe, l'implication budgétaire des instituts nationaux et l'accès durable à la terre, à l'eau et aux intrants.

Les VBN, dotés de statuts officiels, de mécanismes financiers internes et d'un accès au crédit, ont un fort potentiel de continuité, bien que leur solidité varie selon les pays.

Enfin, le ciblage hétérogène entre WP et les contraintes sécuritaires ont réduit la synergie et l'impact global. Une stratégie unifiée de ciblage centrée sur les zones sécurisées et les bénéficiaires prioritaires est recommandée pour une mise à l'échelle durable.

### 1.3.9 Inclusion de genre et jeunesse

SafeVeg a intégré la dimension de genre de manière pratique mais non stratégique. Environ un tiers des producteurs impliqués étaient des femmes (33–34 %), avec de fortes variations selon les pays et les Work Packages. Les vendeuses labellisées et restauratrices de rue étaient exclusivement féminines. Bien que les jeunes aient été impliqués, ils n'ont pas été suivis ni quantifiés dans le dispositif MEL.

Des efforts correctifs ont été faits pour améliorer la participation féminine, notamment des quotas dans les formations et la distribution de kits, et des adaptations organisationnelles (horaires, langues locales). Les femmes ont été particulièrement actives dans les VBN, où elles ont acquis des compétences en gestion, commercialisation et leadership. Dans le WP2, les restauratrices ont joué un rôle central dans la sensibilisation nutritionnelle, renforçant leur autonomie économique. Le projet a aussi facilité l'accès des femmes au crédit agricole et à la contractualisation, notamment avec le PAM.

Cependant, SafeVeg n'a pas mené d'analyse stratégique de genre : les critères de sélection excluaient souvent les femmes et jeunes sans accès à la terre ou à l'eau. Les cultures promues visaient surtout la rentabilité commerciale, alors que les femmes produisent majoritairement des légumes-feuilles à visée nutritionnelle. Le projet a donc soutenu l'inclusion sans réellement transformer les rapports de pouvoir dans la filière.

Les effets positifs observés – amélioration des revenus, reconnaissance accrue, participation à la gouvernance des VBN – résultent surtout d'initiatives locales plutôt que d'une stratégie GESI structurée. Aucune ligne de base ni indicateurs d'égalité n'ont été établis ; il est donc impossible de mesurer une progression réelle vers plus d'équité. L'inclusion des jeunes reste marginale et non documentée : aucune activité ciblée ni programme d'insertion spécifique n'a été développé.

Le renforcement des capacités a été notable, mais différencié :

- Au Burkina Faso, l'évolution des VBN a permis une plus forte représentation féminine et l'émergence de leaders femmes et jeunes.
- Au Bénin, les formations techniques, la transformation et la gestion collective ont consolidé l'autonomie économique des femmes.
- Au Mali, leur participation élevée tient davantage au contexte local qu'à une approche volontaire du projet.

En revanche, l'absence d'indicateurs désagrégés par âge empêche d'évaluer l'impact sur les jeunes, pourtant centraux pour la durabilité.

### **1.3.10 Renforcement des capacités médiatiques & diffusion des messages nutritionnels**

SafeVeg a formé 133 professionnels des médias (63 Béninois, 57 Burkinabè, 13 Maliens) issus de la presse, de la radio, de la télévision et des médias en ligne, sur la valeur nutritionnelle des légumes-feuilles, l'hygiène alimentaire et la communication pour le changement de comportement.

Les premières formations ont recruté les participants par cooptation, ce qui a facilité la mobilisation mais limité l'ancrage institutionnel. La deuxième cohorte est passée par les faïtières de la presse, favorisant une meilleure implication des rédactions.

Ces sessions ont produit au moins 115 contenus médiatiques (62 au Bénin, 31 au Burkina, 22 au Mali) : articles, émissions radio, reportages télévisés et billets de blog. Environ 45 % portaient sur la nutrition et la santé, 30 % sur les formations, 15 % sur les pratiques culinaires et 10 % sur la sensibilisation des consommateurs. Au Bénin, un concours a généré 45 productions, signe d'un intérêt croissant pour le sujet. Les radios communautaires ont permis de toucher les milieux ruraux, tandis que les médias en ligne ciblaient surtout les publics urbains.

L'équipe SafeVeg a aussi développé ses propres outils de communication : 40 vidéos YouTube, 32 articles d'information, 12 publications scientifiques et 3 notes de politique. Ces supports ont accru la visibilité du projet et valorisé la participation des femmes (restauratrices, commerçantes, productrices).

Cependant, l'analyse montre que près de 75 % des contenus ne font pas explicitement le lien avec la chaîne de valeur nutritionnelle. Le Bénin reste le plus actif et le plus complet dans sa couverture (production, transformation, consommation), alors que le Burkina et le Mali sont moins présents.

En conclusion, SafeVeg a renforcé les capacités médiatiques et la visibilité des messages nutritionnels, mais la stratégie de diffusion reste inégale : peu de contenus en langues locales, faible suivi d'impact, et intégration nutritionnelle insuffisante. L'effet sur les comportements alimentaires demeure difficile à mesurer, malgré une dynamique médiatique réelle et prometteuse.

## 2 Introduction

### 2.1 Contexte du projet SafeVeg et justification de l'évaluation.

Le projet **SafeVeg (Safe locally-produced vegetables for West Africa's consumers)** s'inscrit dans l'initiative **DeSIRA + (Development Smart Innovation through Research in Agriculture)**, lancée par l'Union européenne (UE) en 2018 pour renforcer le rôle de la recherche dans le développement agricole et les systèmes alimentaires durables. DeSIRA vise à « **mettre plus de science dans le développement** », en soutenant des innovations pertinentes face aux défis alimentaires, nutritionnels et climatiques auxquels font face les pays du Sud.

Ce projet s'ancre dans un ensemble d'engagements politiques et stratégiques pris par la communauté internationale et par l'UE. En 2015, la présidence allemande du G7 appelait à redoubler d'efforts pour améliorer l'accès des populations rurales pauvres à l'innovation et aux technologies. Le Conseil européen, en mai 2015 puis en juin 2016, a demandé à l'UE et à ses États membres de renforcer leur soutien à la recherche agricole, à la vulgarisation et à l'innovation pour les plus vulnérables, et de travailler davantage en partenariat avec les pays ACP. Le Consensus européen pour le développement souligne également que l'agriculture durable « reste un moteur essentiel de l'éradication de la pauvreté et du développement durable » et que la recherche et l'innovation figurent parmi les priorités d'investissement de l'UE.

Ces orientations s'inscrivent dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD). Or, les pays d'Afrique subsaharienne, dont le Bénin, le Burkina Faso et le Mali, connaissent des progrès limités : quelques avancées vers l'ODD 2 (*Faim zéro*), mais peu vers l'ODD 1 (*Pas de pauvreté*). Le projet SafeVeg contribue ainsi à remettre certains de ces objectifs sur la bonne trajectoire. Il répond aussi aux engagements de l'UE dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat (2015) et de la COP 23 (2017, Bonn), en promouvant des innovations agricoles intelligentes face au climat. Enfin, il s'inscrit dans la continuité de l'Accord de partenariat de Cotonou (UE-ACP), qui met l'accent sur l'éradication de la pauvreté, le développement durable inclusif, la résilience et la création d'emplois.

C'est dans ce cadre que SafeVeg a été lancé en novembre 2020 pour une durée de cinq ans, avec un financement de **11,86 millions d'euros** (7,84 M€ UE, 4 M€ gouvernement néerlandais). Coordonné par le **World Vegetable Center (WorldVeg)**, en partenariat avec le **CIRAD**, la **Wageningen University & Research (WUR)**, et les instituts nationaux de recherche (**INRAB** au Bénin, **INERA** au Burkina Faso, **IER** au Mali). SafeVeg promeut l'augmentation de la production et de la consommation de légumes grâce à des pratiques agroécologiques résistantes au climat et à l'amélioration des liens de la chaîne de valeur.

### 2.2 Objectifs et portée de l'évaluation (période, zones, thématiques).

La présente **évaluation finale** couvre l'ensemble des trois pays et vise à apprécier la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact du projet, tout en documentant les dynamiques de mise à l'échelle et les dimensions transversales (genre, jeunesse, climat).

Cette évaluation finale a deux objectifs primordiaux :

- 1) **La redevabilité** : Fournir des preuves crédibles de l'influence du projet sur les pratiques alimentaires, les revenus des petits exploitants et les cadres politiques, et déterminer clairement si ces résultats peuvent être maintenus et étendus aux pays voisins.
- 2) **Apprentissage** : Tirer les leçons de ce qui a fonctionné (et de ce qui n'a pas fonctionné), pour qui et dans quelles conditions, afin d'éclairer une éventuelle phase suivante et des stratégies horticoles plus larges dans la région.



## 2.3 Méthodologie : approches utilisées, sources de données, limites.

L'évaluation finale de SafeVeg a mobilisé une **approche mixte**, où la récolte des effets (Outcome Harvesting) a constitué l'axe principal, complétée par des études quantitatives et thématiques à visée de triangulation.

### 2.3.1 Approche qualitative (centrale)

La méthode de **récolte des effets (Outcome Harvesting)** a été au cœur de la démarche. Elle part des **changements observés** dans les pratiques, comportements ou relations des acteurs, pour ensuite analyser la contribution du projet à leur émergence. Cette approche met en évidence aussi bien les effets attendus qu'inattendus, positifs ou négatifs, et valorise la parole des bénéficiaires et partenaires.

La collecte s'est appuyée sur des **entretiens semi-directifs, des focus groups et des visites de terrain**, impliquant l'ensemble des composantes du projet : producteurs, VBN/REM, restauratrices de rue, vendeuses de légumes, entreprises semencières, chercheurs, institutions publiques, partenaires de mise en œuvre et consortium.

### 2.3.2 Approche quantitative

L'analyse quantitative se portait sur deux éléments :

#### 1. Les données fournies par SafeVeg

- Les données de suivi de SafeVeg
- Les deux études d'impact

#### 2. Études complémentaires :

Deux études complémentaires ont renforcé et triangulé les résultats qualitatifs :

- **Enquête quantitative WP3** : réalisée par téléphone auprès de 385 producteurs sélectionnés de façon aléatoire, dont 249 ont répondu (65 %), avec des taux variables selon les pays (Bénin : 37 %<sup>1</sup>, Mali : 83 %, Burkina Faso : 79 %). Elle a permis de mesurer l'adoption des pratiques de productions agroécologiques et climato-résilientes pour la production des légumes sains, et de comparer les résultats aux données de référence.
- **Étude sur le travail médiatique WP2** : Analyse de la contribution du projet SafeVeg à la promotion de la consommation de légumes sains avec deux composantes : (A) une analyse des publications et communications réalisées par l'équipe SafeVeg ainsi que (B) l'analyse des productions journalistiques (presse, radio, audiovisuel, plateformes en ligne) en relation avec les efforts de renforcement des capacités des journalistes.

## 2.4 Limitations méthodologiques

Comme toute évaluation, la présente mission comporte certaines limites méthodologiques qu'il convient de rappeler.

Premièrement, l'équipe d'évaluation avait annoncé qu'elle procéderait à une vérification des résultats des deux études d'impact menées par le projet, en exploitant directement la base de données produite à cet effet. Cette vérification n'a pas pu être réalisée dans le cadre du mandat. En effet, l'équipe du projet a mis plusieurs mois à traiter et analyser ces données, ce qui montre l'ampleur de la tâche et la technicité requise. Compte tenu du temps limité d'une évaluation

---

<sup>1</sup> Au Bénin une nouvelle politique avait été introduite juste avant l'enquête qui obligeait les gens à enregistrer leur numéro de téléphone. Pour ceux qui ne l'avaient pas fait à temps le numéro était supprimé. Cette situation a fait qu'on n'a pas pu joindre un grand nombre de producteurs.



externe, il n'aurait pas été réaliste — ni équitable — d'exiger de l'équipe d'évaluation qu'elle reproduise en quelques semaines un travail aussi long et complexe. Nous avons donc choisi d'orienter les ressources disponibles vers des analyses complémentaires, en particulier l'Étude WP3 (grande enquête auprès de 249 producteurs sélectionnés de façon aléatoire sur l'adoption des bonnes pratiques de production, la sécurité sanitaire et l'accès au marché) et les deux volets de l'Étude WP2 (analyse des productions médiatiques et des publications SafeVeg). Ces investigations ont permis d'enrichir substantiellement l'évaluation en apportant une perspective indépendante et directement liée aux questions d'évaluation.

Deuxièmement, l'équipe avait envisagé de consacrer une analyse spécifique aux effets de diffusion (spill-over effects). Dans d'autres programmes de chaînes de valeur agricole, ce type d'analyse s'est révélé pertinent, car des proportions notables du groupe de contrôle avaient été « contaminées positivement » par l'intervention. Dans le cas de SafeVeg, la distinction la plus pertinente pour l'adoption et l'accès aux marchés n'était pas entre bénéficiaires et non-bénéficiaires, mais entre producteurs membres ou non membres des VBN. Par ailleurs, les seules données avec groupe de contrôle disponibles étaient celles utilisées pour les études d'impact menées par le projet lui-même. Dès lors, mener une analyse spécifique des effets de diffusion n'aurait pas apporté d'éléments probants supplémentaires, et a été jugé moins pertinent dans ce contexte.

Troisièmement, certaines contraintes pratiques ont affecté la collecte des données :

- Dans les grands centres urbains de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, les focus groups distincts (femmes et hommes séparément) prévus spécifiquement pour le WP3 n'ont pas pu être constitués. Dans les communes périurbaines de Loumbila et de Pabré deux groupes mixtes ont été organisés. À Bobo-Dioulasso, les producteurs rencontrés dans le cadre des VBN (WP5) faisaient également partie des bénéficiaires ciblés par le WP3, ce qui a conduit à regrouper la collecte d'informations sur les deux volets au sein des mêmes discussions. Avec les VBN tous les FGD ont eu lieu comme prévu.
- Au Mali, le contexte sécuritaire a restreint l'accès direct à quelques sites dans la région de Sikasso et a imposé le regroupement d'acteurs en ville. En plus, la région de Ségou, malgré des résultats tangibles obtenus du projet n'a pas été concernée par les enquêtes de cette évaluation pour des raisons de menaces djihadistes
- Dans les trois pays, la disponibilité limitée de certains acteurs institutionnels a réduit la couverture des entretiens prévus.

Ces limites et choix méthodologiques n'affaiblissent pas la robustesse de l'évaluation, mais rappellent que celle-ci s'appuie sur un équilibre entre les données disponibles, le temps imparti et la valeur ajoutée attendue pour les parties prenantes.

## 3 Présentation du projet SafeVeg

### 3.1 Objectifs généraux et spécifiques

Le projet SafeVeg – Des légumes sains produits localement pour les consommateurs d'Afrique de l'Ouest (DeSIRA+) a pour objectif général de contribuer à la transformation durable des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest en augmentant la production, la disponibilité et la consommation de légumes nutritifs et sûrs.

Il poursuit **six objectifs spécifiques** :

1. **Accroître la consommation de légumes** nutritifs et sûrs, notamment dans les zones urbaines et périurbaines.
2. **Accroître l'utilisation de pratiques agricoles durables et intelligentes face au climat**, afin de renforcer la productivité et la résilience des exploitations.
3. **Renforcer les entreprises maraîchères**, en particulier à travers les **Réseaux d'Entreprises Maraîchères (REM/VBN)**, pour améliorer l'accès aux intrants, au financement et aux marchés.
4. **Renforcer la base de données probantes** pour éclairer les politiques publiques et guider les interventions futures dans le secteur maraîcher.
5. **Renforcer les capacités des systèmes nationaux de recherche agricole** (INRAB, INERA, IER) afin de soutenir l'innovation et la formation dans le domaine maraîcher.

### 3.2 Théorie du Changement et logique d'intervention

La **Théorie du Changement** (ToC) de SafeVeg repose sur l'idée qu'une amélioration durable du secteur maraîcher exige une action simultanée sur l'**offre**, la **demande**, et l'aspect institutionnel dont l'accès au **marché** et un **environnement politique propice**.

- **Demande** : Accroître la confiance et l'intérêt des consommateurs à travers la sensibilisation, les campagnes médiatiques et la mise en avant des atouts nutritionnels (WP2).
- **Offre** : Améliorer la productivité et la sécurité sanitaire grâce aux semences de qualité de variétés adaptées aux conditions locales, aux intrants biologiques et aux pratiques agroécologiques et climato-résilientes (WP3 et WP4).
- **Marchés et réseaux** : Renforcer les Réseaux d'Entreprises Maraîchères (REM/VBN) pour structurer la filière, améliorer l'accès aux marchés et réduire les pertes post-récolte (WP5).
- **Recherche et politiques** : Produire des données probantes et renforcer les capacités des systèmes nationaux de recherche agricole pour influencer les politiques et améliorer la gouvernance sectorielle (WP6).

### 3.3 Principaux acteurs impliqués

Le projet SafeVeg est mis en œuvre par un consortium international coordonné par le World Vegetable Center (**WorldVeg**), en partenariat avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (**CIRAD**) et la Wageningen University & Research (**WUR**).

Il s'appuie également sur les **instituts nationaux de recherche agricole** :

- **INRAB** (Institut National des Recherches Agricoles du Bénin),
- **INERA** (Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles, Burkina Faso),
- **IER** (Institut d'Économie Rurale, Mali).



Selon la conception du projet, les instituts nationaux de recherche étaient censés jouer un rôle clé de coordination scientifique et technique au niveau pays, en assurant la mise en œuvre opérationnelle, le suivi des activités de recherche-développement et l'ancrage du projet dans les politiques et stratégies nationales.

En complément, le projet associe plusieurs **institutions publiques** (ministères de l'Agriculture, de la Santé, de l'Environnement, services techniques déconcentrés, agences nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle et universités) et collabore avec des **acteurs privés** (ONG, semenciers, transformateurs et distributeurs).

### 3.4 Composantes du projet

Le projet est structuré en six « lots de travail » (Work Packages, WP), chacun géré par un membre du consortium :

<b>WP 1</b>	Gestion et coordination de l'action	WorldVeg
<b>WP 2</b>	Outils et politiques pour promouvoir la consommation de légumes	WUR
<b>WP 3</b>	Production maraîchère sûre et résiliente au climat et pratiques post-récolte	CIRAD
<b>WP 4</b>	Variétés maraîchères résilientes au climat	WorldVeg
<b>WP 5</b>	Renforcement des Réseaux d'Entreprises Maraîchères (REM/VBN)	WorldVeg
<b>WP 6</b>	Connaissances et données probantes pour l'élaboration de politiques	WorldVeg

### 3.5 Contexte et localités de mise en œuvre du projet

Le projet a évolué dans un contexte de forte insécurité au Mali, au Burkina Faso et au nord du Bénin. Cette situation a eu des conséquences pour la mise en œuvre du projet. Notamment, il y avait l'arrêt des activités sur le terrain suivant les coups d'état au Mali (2021) et au Burkina Faso (2022). Ceci explique le retard important dans la mise en œuvre de ces deux pays.

SafeVeg a été mise en œuvre dans 117 communes à travers les trois pays, dont la moitié est urbaine ou péri-urbaine, partant du fait que le problème du manque de consommation de légumes sains se pose surtout dans le milieu urbain.

Pays	Rurales	Péri-urbaines	Urbaines
Mali	32	7	19
Burkina Faso	12	7	7
Benin	15	12	6
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>26</b>	<b>32</b>

La répartition des communes est visible dans les figures suivantes.



Figure 1 : Répartition des communes au Bénin



Figure 2 : Répartition des communes au Burkina Faso

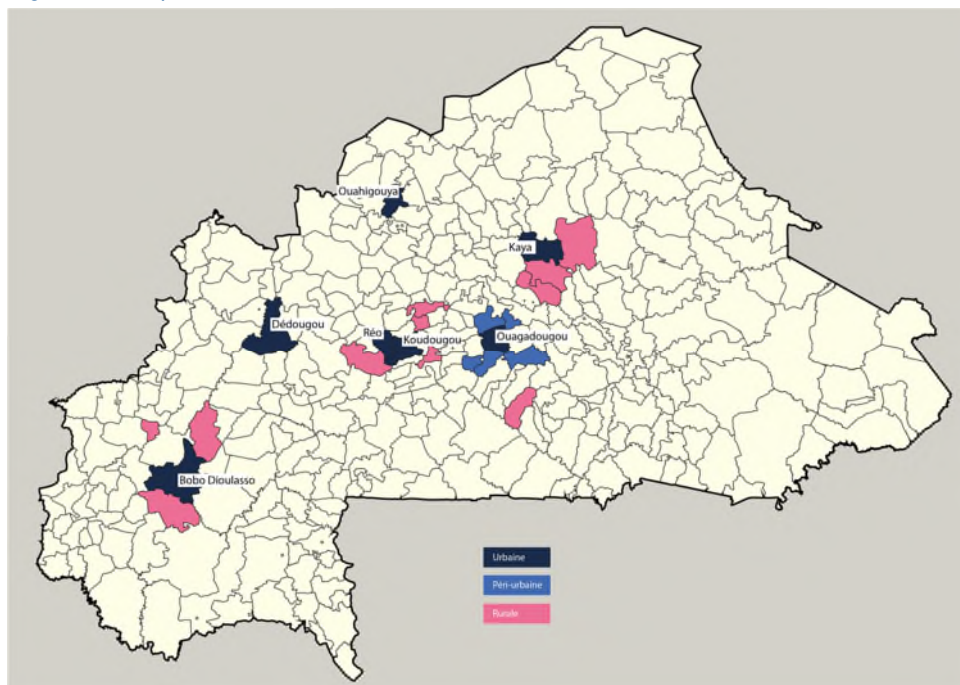
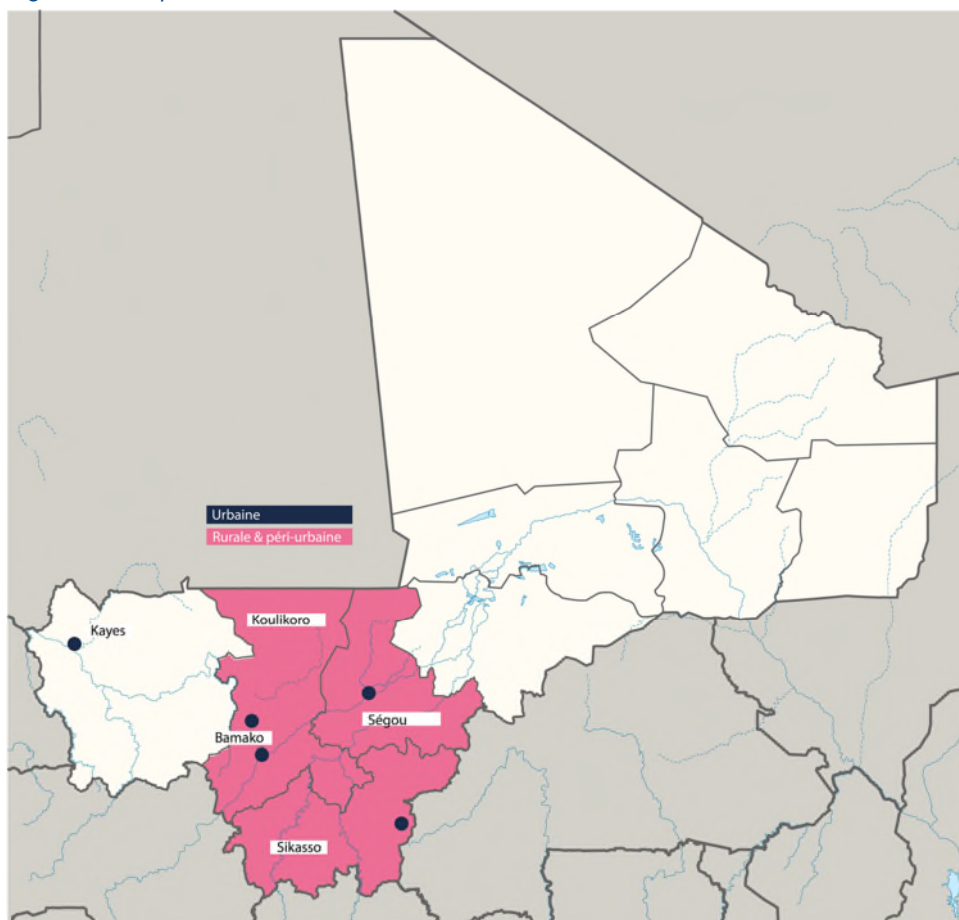


Figure 3 : Répartition des communes au Mali



## 4 Constats et analyses par critère d'évaluation

### 4.1 Contribution aux objectifs spécifiques de SafeVeg

*Cette section présente les changements observés sur le terrain et la contribution du projet à leur émergence. Certains indicateurs officiels du cadre logique y sont mobilisés pour illustrer ces changements, mais l'analyse ne se limite pas à la vérification des cibles. L'accent est mis sur les effets concrets constatés, attendus ou inattendus, et sur la manière dont SafeVeg y a contribué.*

#### 4.1.1 Contribution à l'augmentation de la productivité/revenu

SafeVeg a travaillé avec 220 champions des VBN (Réseaux d'Entreprises Maraîchers) répartis en trois cohortes, qui ont formé des réseaux de tailles variables, allant de 5 à plus de 50 membres. Au total, ces réseaux regroupent 6468 agriculteurs<sup>2</sup>. Le projet a mené un essai contrôlé randomisé par grappes dans les trois pays en 2023-2024, comparant notamment les revenus estimés des producteurs des VBN avant et après l'intervention, par rapport à un groupe témoin. L'étude a montré que les agriculteurs participant aux VBN ont enregistré une augmentation de 11 et 20 % de leur revenu agricole net au Bénin et au Burkina Faso (les analyses du Mali sont encore en cours)<sup>3</sup>.

L'indicateur de résultat 3.1 fait état de 5.429 producteurs (légèrement plus de femmes que d'hommes) ayant déclaré une augmentation de leurs revenus, ce qui représente près de 84 % de l'ensemble de la population des VBN. En plus, les résultats d'évaluation d'impact montrent qu'en moyenne les producteurs des VBN ont enregistré une augmentation de plus de \$1600 comparé aux producteurs n'ayant pas participé aux VBNs. Les listes comportent en moyenne 34% de femmes<sup>4</sup>, ce qui est bien en deçà de la moitié, et la proportion d'agriculteurs qui disent avoir augmenté leur revenu n'est pas connue de l'équipe d'évaluation<sup>5</sup>. Nous ne pouvons pas donc pas confirmer ou infirmer ce résultat.

En ce qui concerne les autres groupes cibles du projet (vendeuses de légumes labélisés, restauratrices de rue, producteurs ayant bénéficiés de semences ou de formations agroécologiques) nous n'avons pas de chiffres qui parlent de leur revenu. Les données de l'étude d'évaluation d'impact de la distribution des semences ont été collectées et les analyses sont en cours pour l'obtention des résultats.

Nos enquêtes sur le terrain, toutefois, ont permis d'avoir une idée des effets du projet sur les groupes cibles. Nous citons quelques exemples par pays.

Pays	Effets
<b>Benin</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans des zones comme Zagnanado, Bohicon et Djidja, les membres des VBN rapportent une hausse notable des rendements agricoles (par exemple, la grande morelle qui est passée de 7–8 à 17–18 kg par planche de six mètres carré (6m<sup>2</sup>)), grâce aux itinéraires techniques, à la formation, l'accès à de meilleures semences, à l'eau et au crédit.</li> <li>• Concernant les femmes, plusieurs témoignages indiquent qu'elles ont pu réaliser des économies modestes grâce à l'augmentation des ventes, ce qui leur a permis de mieux soutenir leur ménage. Toutefois, ces effets ne sont pas généralisés. Le cas d'une restauratrice de rue, par exemple, montre que</li> </ul>

<sup>2</sup> Ce chiffre est tiré des listes d'agriculteurs communiquées par le projet. Cependant, parmi ce total, 1.014 présentent des données incomplètes (le sexe n'est pas indiqué pour tous et, pour 673 d'entre eux, leur localisation et leurs coordonnées ne sont pas non plus mentionnées). Un chiffre plus fiable serait donc plutôt 5.795.

<sup>3</sup> Ogoudele S. Codjo et.al., Cost-Benefit and Impact of Business-Oriented Support for Smallholder Vegetable Farmers: Evidence from a Randomized Trial in Burkina Faso (under review).

<sup>4</sup> 59% au Mali, 22% au Burkina Faso et 33% au Bénin.

<sup>5</sup> Ce chiffre ne figure pas dans la publication résultante de l'étude (voir note 2).



	<p>malgré une formation nutritionnelle, ses ventes de plats à base de légumes ("Soman") restent faibles (deux ventes par mois), limitant fortement ses revenus. Des analyses causales plus approfondies permettent de noter que ce légume entrant dans la gamme des légumes négligés n'est très apprécié que par une catégorie restreinte de consommateurs, notamment les personnes âgées (+ 60 ans) qui en reconnaissent la qualité nutritionnelle, au détriment d'une grande frange des consommateurs qui ne le consomment pas. La faible adoption de la consommation de ce légume introduit dans le menu de la restauratrice par le projet pour les travaux du WP2, pourrait aussi révéler le besoin de renforcement de la communication et des sensibilisations à l'endroit des consommateurs sur les bienfaits des légumes en général.</p>
<p><b>Burkina Faso</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les répondants au Burkina Faso s'accordent sur une contribution positive du projet SafeVeg à l'augmentation de la productivité et, dans une moindre mesure, du revenu. Les producteurs membres des VBN rapportent des hausses de rendement notables grâce à l'introduction de bonnes pratiques agricoles, comme l'utilisation de planches, les semences de qualité, les biofertilisants et l'arrosage optimisé. Le VBN de Bobo-Dioulasso, par exemple, mentionne une productivité améliorée et une augmentation des surfaces cultivées. Cette amélioration a parfois été facilitée par l'accès à l'eau ou à des équipements simples (kits d'arrosage). Bien que le projet n'ait pas directement fourni de kits d'arrosage, l'augmentation des revenus issus de la production a permis à certains producteurs de s'en procurer par leurs propres moyens, traduisant ainsi un effet indirect positif du projet sur leurs capacités d'investissement.</li> <li>• Les acteurs institutionnels soulignent aussi que les résultats sont plus visibles dans les VBN bien encadrés et accompagnés, avec une implication active des membres et un appui technique cohérent.</li> <li>• Plusieurs répondants insistent sur le fait que l'amélioration de la productivité ne se traduit pas automatiquement par un revenu plus élevé, en l'absence d'un écosystème de commercialisation stable. La durabilité de ces gains dépend non seulement de la formation continue mais également de l'accès au marché et du lien entre production et débouchés institutionnels. Aucun acteur au Burkina Faso (ni producteurs ni structures de conseil) n'a évoqué de débouchés institutionnels au sens d'achats publics ou de contrats avec des programmes d'alimentation. Les bénéficiaires semblent surtout écouler leur production sur les marchés locaux — ménages, restaurants, marchés urbains, régionales — où la demande en légumes reste soutenue. Le seul cas ayant mentionné un « débouché institutionnel » concerne la commercialisation des semences maraichères.</li> </ul>
<p><b>Mali</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La labellisation des légumes sains a renforcé la confiance des consommateurs, élargi la clientèle et boosté les ventes. Les producteurs et vendeuses labellisés rapportent des hausses de revenus allant de 20 à 60 %, parfois investis dans des puits, terrains ou autres activités génératrices de revenus.</li> <li>• Des effets positifs sur les revenus sont mentionnés via la contractualisation de VBN avec des partenaires (ex. contrat de 20 millions de FCFA), et des producteurs observent des gains grâce à l'adoption de semences performantes.</li> <li>• Des coopératives féminines rapportent aussi des revenus, bien que modestes, liés à la transformation.</li> </ul>



Toutefois, l'effet sur les revenus n'est pas uniforme. Certains producteurs notent que l'absence de débouchés structurés ou les coûts de production encore élevés (notamment pour les intrants spécifiques de qualité) limitent l'impact financier réel. C'est le cas des producteurs ayant reçu les appuis du WP3 sur les innovations agroécologiques dont la répliquabilité a un coût financier relativement élevé. En outre, là où la structuration du marché reste faible ou les conditions climatiques défavorables (cas de l'accès difficile à l'eau au niveau de certains producteurs au Bénin par exemple), l'impact du projet sur la productivité et le revenu est jugé marginal. Certaines sources notent que ces résultats sont difficilement vérifiables faute de données de référence.

#### 4.1.2 Contribution à l'augmentation de la consommation de légumes

SafeVeg a cherché à accroître la consommation de légumes à travers trois interventions :

- Une concernant l'offre de légumes verts en proposant un supplément de légumes aux repas vendus par des restauratrices de rue (Benin et Burkina Faso)
- Une concernant la confiance des acheteurs en proposant des légumes de provenance sûre (Mali et Benin)
- Une concernant l'offre de légumes verts aux cantines scolaires en collaboration avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Autour de ces interventions il y a eu des sensibilisations et des communications de proximité.

#### Constats issus des indicateurs

L'indicateur du projet portant sur la consommation de légumes fournit une première image de l'évolution des comportements alimentaires (*Tableau 1*).

*Tableau 1. Nombre de personnes ayant amélioré leur consommation alimentaire (légumes)*

Pays	H	F	Total	Cible fin de projet	Écart cible-total
Benin	88.187	22.465	110.652		
Mali	1.070	7.330	8.400		
Burkina Faso	51.904	28.695	80.599		
<b>Total</b>	<b>178.661</b>	<b>95.990</b>	<b>199.651</b>		

Le total de 199.651 présenté dans le tableau soulève toutefois une interrogation. Ce total paraît élevé et n'a pas pu être pleinement expliqué ni justifié par l'équipe SafeVeg<sup>6</sup>. L'interprétation de cette donnée doit donc être faite avec prudence.

Le projet a estimé -sur la base de l'étude d'impact- le nombre de clients des restauratrices de rue et des vendeuses de légumes labellisés qui, neuf mois après l'intervention, continuent à consommer des légumes. Le nombre d'enfants ayant reçus des repas avec légumes verts à l'école n'a pas été pris en compte dans les indicateurs, mais constituent un facteur important, d'autant plus qu'en 2025 le nombre de cantines participantes a été élargi à 120 au Bénin.

#### Analyse qualitative des changements observés

Les informations qualitatives collectées sur le terrain indiquent une augmentation perceptible de la consommation de légumes, mais avec des différences selon les zones et les types d'acteurs. Du côté des producteurs Burkinabè, plusieurs témoignent d'une meilleure connaissance des

<sup>6</sup> La grande différence entre le Mali et les autres pays s'explique probablement en partie par la nature différente des activités du WP2 (la labélisation, qui comportait jusqu'en fin 2024 peu de bénéficiaires), mais vu le fait que le projet n'a pas pu expliquer la composition de ces chiffres, nous ne pouvons pas en dire plus. Le rapports narratifs ne donnent pas d'explication dans ce sens non plus.

bienfaits nutritionnels des légumes grâce aux séances de sensibilisation organisées par le projet. Cette sensibilisation a parfois débouché sur une consommation plus régulière au sein des ménages, notamment chez les femmes et les enfants. Dans plusieurs localités du Bénin (notamment Zagnanado, Djidja et Bohicon), l'amélioration des techniques de production a entraîné une hausse des rendements et une plus grande disponibilité de légumes frais sur les marchés locaux. Cette augmentation de l'offre a facilité l'autoconsommation au sein des ménages producteurs et stimulé l'intérêt des consommateurs urbains et périurbains pour les légumes sains. Au Mali, les producteurs ont signalé que l'adoption de semences adaptées et de bonnes pratiques a permis d'augmenter la production maraîchère et d'assurer des marchés stables. En outre, la labellisation des légumes sains a renforcé la confiance des consommateurs, élargi la clientèle et boosté les ventes, même si le nombre de vendeuses participantes était limité à quatre jusqu'à une date très récente (et élargi à 20 en 2025).

Dans les trois pays les représentants des VBN notent que la consommation de légumes s'est également accrue parmi leurs membres, car une partie de la production est dédiée à l'autoconsommation, notamment dans les périodes de surproduction. Cependant, cela reste souvent lié à la saisonnalité : en période sèche ou en cas de pénurie d'eau, la disponibilité des légumes diminue, ce qui affecte aussi la consommation.

## **Conclusion**

Dans son ensemble, SafeVeg a contribué de manière significative au renforcement des connaissances et des capacités autour de la production et de la consommation de légumes sains. Ces acquis se manifestent à différents niveaux : la formation et l'appui technique des producteurs, la génération et diffusion de savoirs scientifiques (étudiants MSc/PhD, publications, Policy briefs), ainsi que le développement de compétences médiatiques qui ont permis de porter les messages nutritionnels vers un public plus large. Si l'impact direct sur les comportements reste difficile à mesurer, l'ensemble de ces actions témoigne d'une approche systémique qui combine renforcement individuel, apprentissage collectif et mise à l'agenda public de la consommation de légumes sains.

### **4.1.3 Contribution à l'augmentation de l'emploi plus respectueux de l'environnement des terres agricoles**

La majorité des répondants dans les trois pays reconnaissent une avancée dans l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, bien que l'ampleur de cette transformation varie selon les acteurs et les zones.

Le projet SafeVeg a fortement promu l'utilisation de plantes de services (crotalaire, mucuna et gliricidia) et d'intrants biologiques (biofertilisants, les biopesticides, le compost, les micro-organismes bénéfiques et le fumier organique) et des ennemis naturels (acariens prédateurs) afin de réduire l'utilisation des produits chimiques. L'adoption de techniques agroécologiques comme la rotation des cultures, l'utilisation de compost, et les engrais organiques a aussi été mentionnée à plusieurs reprises par les producteurs enquêtés. Ces innovations visent à préserver la fertilité des sols et la biodiversité, limiter les bioagresseurs et la contamination par des résidus de produits chimiques et accroître la résilience des exploitations agricoles face aux changements climatiques. L'introduction de la technique de culture sur planches est également citée comme une innovation ayant permis une meilleure gestion de l'eau, une limitation de l'érosion des sols, et une optimisation de l'espace. Dans certaines zones, la rotation culturale a été réintroduite ou renforcée, favorisant la rupture des cycles de développement des bioagresseurs, la régénération des sols et la diversification des espèces cultivées. Enfin, l'utilisation de serres et de systèmes d'irrigation solaire dans certains sites pilotes montre une volonté de concilier productivité et durabilité.

Des partenaires techniques soulignent que l'agroécologie, bien qu'encore perçue comme expérimentale par certains, gagne du terrain, surtout lorsque les producteurs constatent une amélioration de la qualité des récoltes et une réduction des maladies. Cependant, plusieurs



producteurs précisent que le passage à des pratiques entièrement biologiques reste difficile sans appui externe, car les intrants écologiques coûtent cher ou sont difficiles à trouver localement. La recherche d'un impact environnemental fait certes partie intégrante de l'activité agricole, mais elle reste subordonnée à d'autres objectifs, tels que la productivité, les revenus et la consommation. L'effort vers des pratiques plus durables est bien amorcé, mais sa pérennisation dépendra de l'accès aux intrants écologiques, d'un accompagnement technique régulier, mais aussi de la structuration des producteurs, et de leur capacité d'adoption. Les effets sont ainsi plus visibles dans les zones organisées en coopérative ou appuyées par d'autres projets (PADMAR, PROSOL, par exemple).

Tableau 2 : Nombre d'hectares de terres agricoles exploitées de manière plus écologique

Pays	H	F	Total
Benin	694	737	1431
Mali	252	249	501
Burkina Faso	88	95	193
<b>Total</b>	<b>1 034</b>	<b>1 080</b>	<b>2 114</b>

L'indicateur d'Outcome 2.1 mesure le nombre d'hectares de terres agricoles exploitées de manière plus écologique. Il s'agit de la superficie moyenne des terres agricoles sur lesquelles des semences améliorées et/ou des pratiques agroécologiques ont été utilisées, sur la superficie totale des terres cultivées par les producteurs, multipliée par le nombre de personnes formées par les WP3/4. Le terme « utilisées » désigne une première utilisation après la formation ou la réception des kits de semences. Il ne s'agit donc pas forcément d'une adoption durable des pratiques. On note une répartition presque égale entre hommes et femmes et une répartition très inégale entre les pays, avec 2/3 de la superficie totale au Benin et moins de 10% au Burkina Faso. Voir également Annexe A avec l'aperçu complet des indicateurs et notre appréciation.

### Complément à partir de l'étude WP3

Ces constats qualitatifs sont confirmés et précisés par l'Étude WP3 (rapport complet disponible par [ce lien](#)) qui documente l'adoption des pratiques agroécologiques auprès de 249 producteurs. La rotation des cultures (90 %) et l'utilisation de variétés résistantes (86 %) sont très largement adoptées, tandis que les filets anti-insectes (60 %) et l'usage d'extraits de plantes (52 %) restent plus limités, surtout dans les petites exploitations (<0,5 ha).

Tableau 3: adoption actuelle des pratiques culturales (tous répondants, n=249)

Pratique culturelle	OUI	NON	% OUI
Rotation des cultures	223	26	89,6%
Variétés résistantes	215	34	86,3%
Filets anti-insectes	149	100	59,8%
Extraits de plantes	129	120	51,8%

Plus de 90 % des producteurs déclarent avoir modifié leurs **pratiques de fertilisation**, notamment par un recours accru aux amendements organiques. Ce résultat, généralisé et indépendant de la participation directe aux formations, suggère que SafeVeg a contribué à renforcer une tendance déjà en marche, mais qu'une partie de l'adoption aurait probablement eu lieu sans le projet, sous l'effet de facteurs externes (prix élevés des intrants chimiques, disponibilité de compost et de fumier, échanges entre pairs).



Tableau 4: modification des pratiques de fertilisation selon participation à la formation

Participation à la formation	Pas de modification	Modification	Total
Non	6	129	135
Oui	7	107	114
<b>Total</b>	13	236	249

Test du Chi<sup>2</sup> :  $\chi^2 = 0,10$  ;  $p = 0,75$  → différence **non significative**.

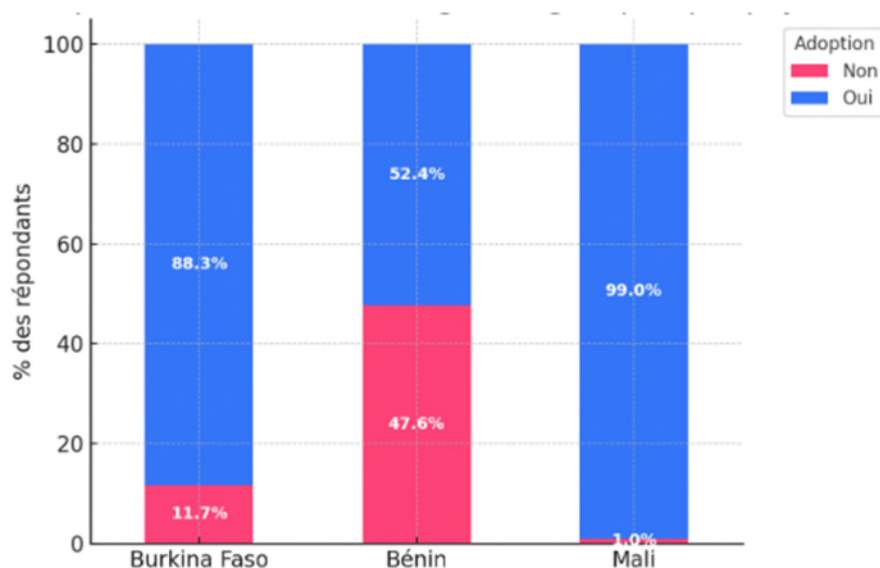
En revanche, la **réduction de l'usage des pesticides** apparaît comme l'un des résultats les plus significatifs de SafeVeg : 95 % des producteurs déclarent une diminution, et l'analyse statistique montre un effet direct et hautement significatif des formations du projet sur l'ampleur de cette réduction. Ici, l'influence du projet est manifeste : sans les formations, les changements auraient probablement été beaucoup plus limités.

Tableau 5. Réduction de l'usage des pesticides (tous répondants, n = 249)

Réduction déclarée	# de répondants	%
Aucune réduction	12	4,8 %
Réduction <25 %	111	44,6 %
Réduction 25–50 %	86	34,5 %
Réduction >50 %	40	16,1 %
Total	249	100 %

Enfin, **l'adoption d'engrais organiques** (Figure 1) est particulièrement élevée au Mali, traduisant la combinaison entre appuis spécifiques du projet et conditions locales favorables. Ces résultats, présentés plus en détail dans le Rapport de l'Etude WP3, viennent renforcer les observations qualitatives et soulignent la contribution tangible de SafeVeg à la diffusion de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement.

Figure 1. Adoption de l'utilisation d'engrais organique par pays



Concernant **l'utilisation des EPI et respects du DAR**, l'étude WP3 apporte des éléments spécifiques sur l'usage des équipements de protection individuelle (EPI) et le respect du délai avant récolte (DAR) après application de pesticides (cf. figures ci-après).

Environ 40 % des producteurs déclarent utiliser toujours une EPI, tandis que 26 % l'utilisent parfois et 34 % jamais. Le port régulier d'EPI est donc loin d'être généralisé, ce qui souligne la persistance de risques pour la santé des producteurs. En revanche, le respect du DAR est beaucoup plus répandu : 81 % des producteurs déclarent toujours l'appliquer, 17 % parfois et seulement 2 % jamais. Ce résultat montre une adoption plus forte des pratiques de sécurité sanitaire liées à la commercialisation, probablement en raison des pressions du marché et de la sensibilisation croissante des consommateurs.

Figure 2 : Utilisation des EPI avant SafeVeg

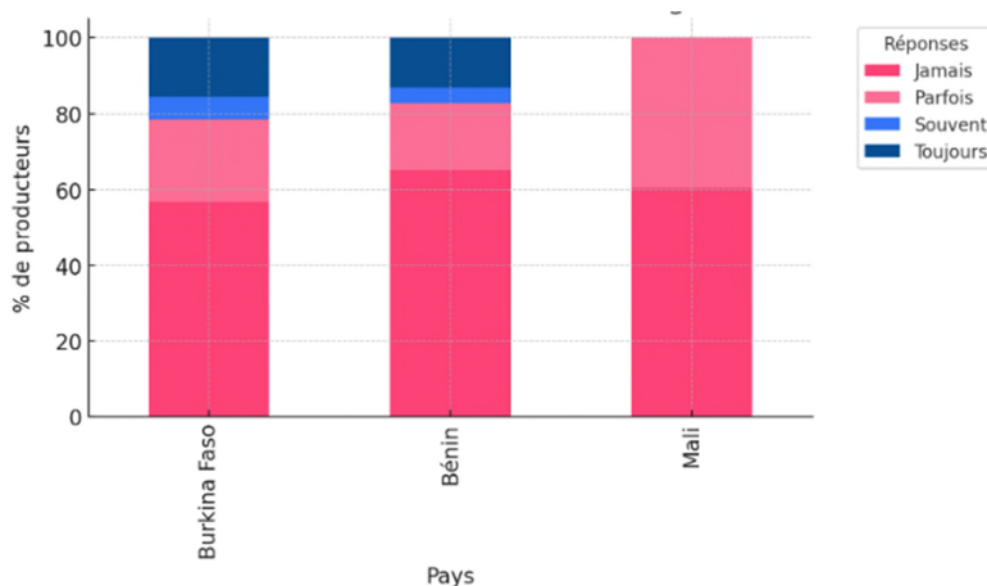


Figure 3 : Utilisation des EPI après SafeVeg

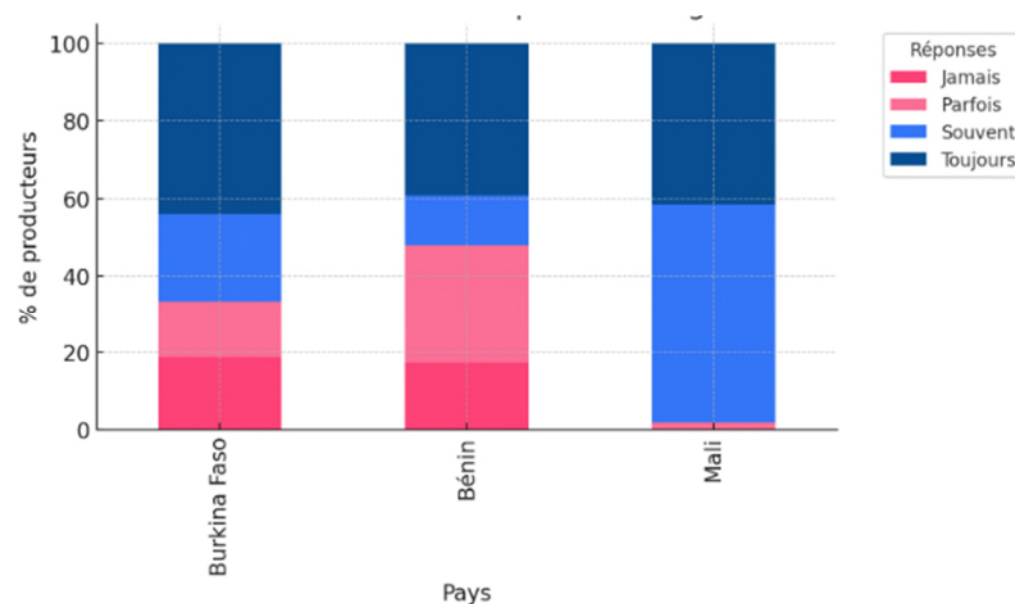
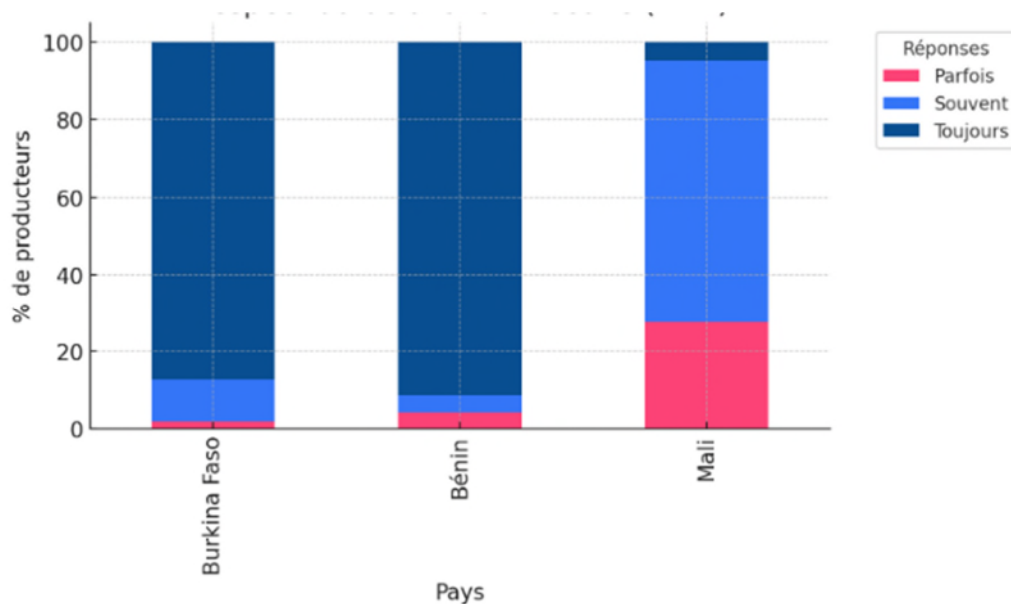


Figure 4 : Respect du délai avant récolte (DAR)



#### 4.1.4 Contribution à la création d'emplois

La création d'emploi par le projet n'a pas été suivie de façon systématique par le projet. Cela est lié au fait que la création d'emplois ne faisait pas partie des indicateurs initiaux définis et suivis. Néanmoins, les répondants dans les trois pays s'accordent pour dire que le projet a généré des opportunités d'emplois, notamment dans la production maraîchère, la transformation, la commercialisation et les prestations de services agricoles. Les VBN bien structurés ont permis à des jeunes de s'insérer dans des chaînes de valeur locales : manutentionnaires, livreurs, transformateurs, agents de liaison, etc. Dans certains cas, des femmes ont développé des micro-activités autour de la transformation (séchage, conditionnement), ouvrant ainsi des débouchés économiques au niveau local.

Le projet a aussi facilité, dans quelques zones, la mise en relation avec des programmes d'emploi ou de financement (par exemple FAPE, FNFI au Burkina Faso), permettant à certains jeunes de créer leur propre petite entreprise maraîchère. Dans certains cas, cette dynamique a été soutenue par des programmes comme le PSIE (Benin), facilitant le recrutement de jeunes pour des tâches logistiques. Des emplois ont aussi été créés dans les activités collectives structurées à travers les coopératives et réseaux VBN, où la formalisation de la gestion, la tenue de comptabilité, l'usage d'outils numériques et la vente groupée ont nécessité de nouvelles compétences, en particulier pour les jeunes et les femmes. Certaines femmes ont ainsi pu développer de petites initiatives économiques autour de la transformation et de la vente des légumes. Des activités de contractualisation (avec le PAM ou des cantines) ont permis une certaine stabilité de revenus et la mobilisation de main-d'œuvre ponctuelle.

Toutefois, certains profils (comme des restauratrices isolées) n'ont pas bénéficié directement de ces opportunités, ce qui souligne la nécessité de ciblage différenciés pour les acteurs les plus vulnérables. En même temps, plusieurs répondants signalent que ces créations d'emploi restent souvent informelles, précaires et concentrées autour des périodes de production intense. Dans certains cas, des jeunes se sont désengagés en raison du manque d'équipement, de l'absence d'appui financier ou du manque de coordination entre partenaires.

Du côté des institutions et ONG partenaires, on insiste sur l'intérêt de capitaliser sur les VBN comme plateforme de professionnalisation des jeunes. La durabilité de ces emplois dépendra de la structuration des filières, de l'accès aux marchés et aux intrants, ainsi que de la sécurisation du foncier.

#### 4.1.5 Synthèse des changements observés

Les constats qualitatifs détaillés ci-dessus sont résumés dans le Tableau 6 à la page suivante. Celui-ci présente de manière systématique les principaux changements rapportés par les acteurs dans les trois pays, et les évalue selon trois critères — portée, degré et contribution du projet — sur une échelle de 0 (pas du tout) à 4 (tout à fait).

Les critères sont les suivants :

- 1) **portée** : importance en termes de nombre de personnes touchées par le changement ;
- 2) **degré** : dans quelle mesure le changement affecte-t-il la vie des gens ? ;
- 3) **contribution** : dans quelle mesure le changement est-il induit par le projet ?

Les chiffres et les couleurs permettent de comparer le niveau de changement induit par le projet et de comparer les trois pays.

Tableau 6. Changements signalés, évalués selon leur portée, degré et contribution du projet

WP	Changements signalés	Mali			Burkina Faso			Benin		
		Porté	Degré	Contribution	Porté	Degré	Contribution	Porté	Degré	Contribution
2	Les femmes du marché et les restauratrices de rue ont augmenté les ventes de légumes	2	3	3	1	3	1	2	2	3
2	Les clients des restaurants de rue paient un supplément pour des légumes							1	2	2
2	Les clients au marché reviennent régulièrement pour acheter des légumes de provenance sûre	3	3	3				2	2	2
3	Les producteurs sont plus respectueux des normes de production sûre (pesticides, engrais)	3	3	2	3	3	3	3	3	2
3	Les producteurs appliquent des pratiques agroécologiques sur (une partie) de leur parcelle	4	4	4	3	3	3	3	3	3
4	Après les premiers essais, les producteurs adoptent les semences améliorées et produites localement	2	3	3	3	3	3	4	4	4
5	Les membres des VBN expriment leur confiance en signant des contrats et/ou en renforçant les transactions entre eux	3	4	3	3	4	4	4	4	4
5	Les membres des VBN ont professionnalisé leurs pratiques	2	3	3	2	3	3	3	3	3
5	Les membres des VBN ont augmenté leur revenu	4	4	4	3	3	3	3	3	3
5	Les femmes membres des VBN ont saisi des nouvelles opportunités d'affaires et de leadership	2	3	3	3	3	3	3	3	3
5	Les jeunes (>35 ans) membres des VBN ont saisi des nouvelles opportunités d'affaires et de leadership	3	4	3	2	1	2	3	3	3
6	Les membres des VBN ont accès aux crédits	2	2	2	2	3	3	2	2	2
7	Les compagnies semencières ont produit et diffusé les semences éprouvées et adoptées	3	3	4	3	4	4	4	4	4

## 4.2 Pertinence

Les résultats présentés ici sont analysés à travers le prisme de la pertinence : dans quelle mesure ces effets et interventions répondent-ils aux besoins des parties prenantes, aux priorités nationales et aux enjeux du secteur maraîcher ?

### 4.2.1 Contribution au renforcement des connaissances, pratiques agroécologiques et politiques

**Contribution à la génération et l'échange de connaissances et d'innovations concernant la production et la consommation de légumes sûrs »**

**Le projet SafeVeg a contribué à la génération et au partage de connaissances à travers des formations** aux itinéraires techniques, à la transformation et à l'organisation de la production (standardisation des planches, gestion collective). Ces connaissances ont été diffusées à travers les réseaux VBN, facilitant l'apprentissage collectif entre producteurs, notamment sur les pratiques culturales sans pesticides et l'amélioration de la qualité des produits.

Au Bénin, certaines innovations, comme l'introduction de nouvelles cultures (oignon, grande morelle), ont permis de diversifier l'offre tout en stimulant des échanges sur les pratiques et les marchés. Le projet a également renforcé les capacités de vulgarisation nutritionnelle, par exemple via des restauratrices formées à transmettre les bienfaits de légumes locaux.

Les producteurs et VBN au Burkina Faso décrivent des cycles d'apprentissage par la pratique : démonstrations, essais en champ, retours d'expérience systématisés. Des innovations « de terrain » (organisation des planches, ajustements d'itinéraires, valorisation/ transformation) se diffusent via les réseaux, avec une montée en compétences visible (y compris sur la qualité sanitaire et la nutrition). Les acteurs semenciers mentionnent de meilleurs savoirs techniques et des échanges plus structurés avec la production.

Le projet a permis le développement d'innovations comme un bouillon 100 % légumes (alternative au cube Maggi), la production de guides techniques, et la mise en place de bases de données sur les nuisibles. La recherche et les publications scientifiques ont accru la visibilité des problématiques locales.

**En même temps, le projet a contribué à l'accroissement des connaissances à travers le soutien aux étudiants aux niveaux Masters et PhD.** Le tableau ci-dessous résume le total des étudiants par sexe et par pays.

Tableau 7 : Nombre d'étudiants soutenus par SafeVeg par sexe et par pays

Pays	PhD			MSc		
	H	F	Total	H	F	Total
Benin	2	4	6	14	5	19
Mali	1	0	1	7	2	9
Burkina Faso	2	0	2	9	5	14
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>30</b>	<b>12</b>	<b>42</b>

**Le projet a donc soutenu 9 étudiants au PhD et 42 au Master avec une répartition inégale à travers les pays (presque la moitié était aux Bénin) et par sexe**, notamment au niveau du Master (28% étant des femmes seulement). En outre, le projet a offert 276 formations aux champions des VBN et leurs coaches (répartition h/f inconnue). La recherche au sein du projet a eu comme résultat 10 articles publiés et 2 soumis pour examen.



### **Contribution à l'utilisation accrue de pratiques agroécologiques et résistantes au climat dans la chaîne de valeur des légumes pour une production plus sûre »**

SafeVeg a promu activement des pratiques agroécologiques : réduction des pesticides chimiques au profit de solutions naturelles (ex. Gliricidia), usage de biofertilisants et de compost, rotation des cultures, meilleure gestion de l'eau (arrosage solaire, serres), préparation de pépinières, reconnaissance et traitement écologique des nuisibles, et adoption de semences locales. L'application de ces pratiques favorise une production plus durable et résiliente, en limitant la dépendance saisonnière et en améliorant la fertilité des sols. Elles peuvent également contribuer à une plus grande autonomie des producteurs et à une production continue même en contre-saison. Pour l'instant, ces pratiques ont été testées et introduites aux producteurs. Une enquête menée par l'équipe d'évaluation montre à quel point une adoption par les producteurs est en cours.

#### **Complément à partir de l'étude WP3**

L'enquête WP3 apporte un éclairage utile sur les mécanismes par lesquels les connaissances et pratiques agroécologiques se sont diffusées. La grande majorité des producteurs interrogés rapporte avoir bénéficié d'appuis techniques de SafeVeg, principalement sur la fertilisation, la gestion raisonnée des pesticides et la sécurité sanitaire (Tableau 8 et Figure).

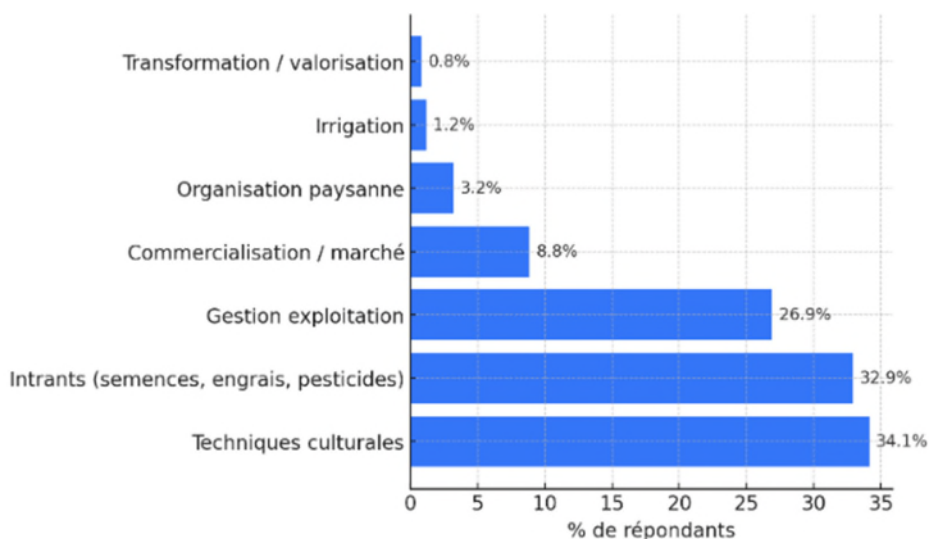
*Tableau 8: principaux appuis SafeVeg rapportés par les producteurs interrogés*

Type d'appui reçu	# de répondants	% de l'échantillon (n=249) <sup>1</sup>
Appui en techniques culturales	85	34,1 %
Appui en gestion des exploitations agricoles	67	26,9 %
Appui en utilisation des intrants (semences, engrais, pesticides)	82	32,9 %
Appui en commercialisation et accès au marché	22	8,8 %
Appui en organisation paysanne / coopérative	8	3,2 %
Appui en techniques d'irrigation	3	1,2 %
Appui en transformation / valorisation des produits agricoles	2	0,8 %

<sup>1</sup>) plusieurs producteurs ont pu citer plusieurs appuis ; les pourcentages ne totalisent donc pas 100 %)



Figure 5. Types d'appui SafeVeg reçu par les producteurs (n=249)



Ces appuis ont permis de renforcer les savoirs pratiques au niveau individuel, mais aussi de créer des dynamiques collectives d'apprentissage à travers les VBN, les coopératives et les échanges entre pairs. L'étude met en évidence que, même lorsque les formations formelles ne suffisent pas à expliquer à elles seules l'adoption de nouvelles pratiques, SafeVeg a joué un rôle catalyseur en facilitant la diffusion horizontale des connaissances.

Elle souligne aussi l'importance des démonstrations en champ et des retours d'expérience, qui ont contribué à transformer les connaissances en comportements concrets. Enfin, les limites identifiées – notamment les coûts élevés et la disponibilité limitée d'intrants écologiques comme les filets anti-insectes – montrent que le renforcement des capacités techniques doit aller de pair avec un appui institutionnel et politique pour garantir une adoption durable et à plus grande échelle.

#### **Contribution à l'amélioration des politiques en ce qui concerne la promotion de la production et de la consommation de légumes sûrs ».**

Le résultat politique le plus tangible du projet est sans doute l'inscription des semences homologués dans les catalogues nationaux, ainsi que la feuille de route élaboré au Bénin avec le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche pour le développement du sous-secteur des semences maraîchères au Bénin<sup>7</sup>. Le même travail vient d'être conclu au Burkina Faso en oct. 2025. Au Mali, cela n'a pas été fait parce qu'un tel [document](#) existe déjà. Un autre document d'orientation a été rédigé sur le même thème<sup>8</sup>. Les autres publications ciblent plutôt un public scientifique.

Bien que les effets sur les politiques publiques soient timides, certains éléments indiquent une influence positive au-delà du projet. Par exemple, les démarches avec le PAM ont abouti à la signature d'un contrat concernant l'extension du programme scolaire de culture maraîchère à 120 écoles pour l'année scolaire en cours.

Par ailleurs, en structurant les producteurs, en renforçant leur leadership et en formalisant les échanges avec les marchés publics, SafeVeg contribue à leur reconnaissance comme acteurs clés des politiques alimentaires locales.

En revanche, aucune réforme politique formelle n'a été explicitement rapportée et les acteurs rencontrés estiment que la consolidation de dispositifs (référentiels semenciers, cadres de

<sup>7</sup> Aglinglo, Lys A. et al., 2022 : Feuille de route pour le développement du sous-secteur des semences maraîchères au Bénin.

<sup>8</sup> Ayenan, Mathieu A.T. et al., 2022 : Actions stratégiques pour le renforcement du système semencier formel des cultures maraîchères au Bénin

diffusion, commandes publiques) serait nécessaire pour transformer ces effets en changements de politique durables.

#### 4.2.2 Réponse aux contraintes spécifiques de la filière maraîchère dans chaque pays

Le projet a-t-il abordé les contraintes qui entravent l'augmentation de la production et de la consommation de légumes sains dans le contexte de chaque pays ?

**De nombreux répondants reconnaissent que le projet SafeVeg a bien identifié et partiellement levé plusieurs contraintes majeures à la production et à la consommation de légumes.**

Sur le plan de la **production**, le projet a agi sur plusieurs leviers : renforcement des compétences techniques via des formations sur les itinéraires techniques, accès élargi aux variétés et aux semences de qualité, promotion de pratiques culturales durables (bio-intrants, plantes de services, arrosage solaire), et meilleure structuration des producteurs au sein des VBN. Ces actions ont permis une meilleure organisation, une planification plus ciblée des cultures, et une ouverture vers de nouveaux marchés, notamment grâce à des contrats institutionnels avec le PAM.

Concernant la **consommation**, des efforts ont été faits en matière de promotion de légumes verts auprès des restaurants de rue et des cantines scolaires, la labélisation de légumes sains, la sensibilisation à la nutrition, notamment à travers des radios communautaires, des démonstrations culinaires et des actions auprès des écoles ou cantines. Cependant, certains répondants estiment que les activités visant la consommation ont été moins soutenues que celles liées à la production.

**Certaines contraintes n'ont été adressées que partiellement, ce qui est lié à l'approche cloisonnée des WP d'un côté, et d'un autre côté à l'absence d'une stratégie genre bien définie** (voir aussi la Section 5.6 sur le genre). Ceci a fait que, par exemple :

- les vendeuses de légumes sains ainsi que les restauratrices de rue ne pouvaient pas s'approvisionner auprès des producteurs des VBN ;
- que les producteurs des VBN n'avaient pas accès aux semences certifiées ;
- que les innovations agroécologiques étaient essentiellement axées sur les pratiques des producteurs hommes de part des critères de sélection sans distinction de genre<sup>9</sup> et
- que les contraintes majeures des productrices, comme le manque d'accès au foncier et à l'eau, n'ont été reconnues que très tard.

Des contraintes structurelles persistent : l'insécurité foncière des femmes, les coûts perçus comme élevés des intrants, la difficulté à écouler les produits en l'absence de débouchés stables, l'absence structures de conservation post-récolte, et l'insuffisance d'acteurs financiers prêts à soutenir les producteurs et les VBN sont régulièrement cités. Certains producteurs signalent également qu'ils auraient besoin de soutiens à plus long terme, et qu'ils perçoivent une surcharge de réunions, sans toujours percevoir les bénéfices à court terme. Les partenaires techniques insistent sur le fait que le projet aurait gagné à renforcer la cohérence entre ses différents axes de travail (semences, production, nutrition, transformation, marché) afin d'agir plus efficacement sur les causes systémiques des blocages.

En même temps, SafeVeg a cherché à remédier les lacunes par des appuis spécifiques tels que des kits d'irrigation, une mie en lien avec un autre projet pour l'établissement de forages, des serres, des formations à la production en planches, et des biofertilisants ont été introduits dans plusieurs VBN.

---

<sup>9</sup> Les producteurs sélectionnés pour partager leurs innovations étaient ceux qui avaient des fermes bien établies, à proximité des routes et qui étaient expérimentés dans l'innovation. Ces critères ne favorisent pas l'inclusion des femmes, qui ont plus souvent des petites fermes, sur des parcelles loués et qui ont souvent moins de bagage technique. Si on travaille par la suite avec cette sélection d'innovations spécifiques, elles risquent de ne pas être pertinentes pour la pratique des femmes.

## Conclusion

**En résumé, SafeVeg a traité plusieurs blocages techniques et organisationnels au niveau de la production, de la consommation et de la commercialisation, avec des résultats visibles.** Mais une approche intégrée, systémique et coordonnée reste à construire pour vraiment lever ces obstacles à l'échelle des systèmes alimentaires.

### 4.2.3 Alignement avec les priorités nationales et régionales, objectifs DeSIRA, MACS

#### DeSIRA

**SafeVeg est cohérent avec l'esprit recherche-innovation-mise à l'échelle de DeSIRA :** expérimentation en conditions réelles, adaptation des innovations aux besoins des producteurs, et renforcement des capacités pour la diffusion des résultats de recherche. L'alignement avec l'initiative est visible dans la promotion des variétés adaptées aux conditions locales, des semences de qualité, des pratiques innovantes et agroécologiques, incluant l'usage de biopesticides, la réduction des risques climatiques (ex. paillage, diversification et introduction d'arbres, serres, forages) et le développement de filières stratégiques (piment, tomate, oignons) répondant à la demande régionale.

#### Priorités nationales

**Dans les trois pays les répondants décrivent un alignement substantiel du projet avec les priorités nationales en agriculture et nutrition :** amélioration de la qualité et de la disponibilité des semences maraîchères, la promotion d'une agriculture durable et résiliente et la promotion de la consommation de légumes verts. Le projet a travaillé « en lien » avec les organismes nationaux (p. ex. institut de recherche, services techniques) autour de questions jugées prioritaires (performances variétales, qualité sanitaire, itinéraires techniques), ce qui a facilité l'intégration des résultats dans les dispositifs nationaux et la complémentarité avec les programmes publics. Les représentants institutionnels notent que cette articulation a soutenu la mise en œuvre des politiques agricoles sans créer de chevauchements visibles.

#### Synergies

**Du côté des bailleurs (ambassade/UE), SafeVeg est mentionné comme un projet phare, relié à d'autres interventions européennes et néerlandaises et la stratégie pluriannuelle des ambassades (MACS).** Les répondants soulignent des synergies avec des projets financés par l'UE, contribuant à éviter les doublons et à maximiser l'effet de levier sur la filière. Le projet a favorisé la complémentarité entre interventions en créant des synergies efficaces avec d'autres programmes tels que EJASA (formation des producteurs de semences, et des producteurs maraîchers), PADMAR (aménagement), PAVICC, ProSol, ou encore le soutien matériel de la GIZ. SafeVeg a également soutenu des politiques publiques à travers des partenariats pour l'accès à l'eau, au crédit (ex. via ProFina/GIZ) et au foncier (dans certaines communes au Burkina Faso), ainsi que la collaboration avec le PAM au niveau de la consommation de légumes dans les cantines scolaires. Des actions conjointes ont été menées avec d'autres projets DeSIRA dont le projet DeSIRA SUSTLIVES surtout sur la formation des acteurs du secteur maraîcher sur les pratiques agroécologiques des cultures négligées et sous utilisées : agroécologie et la gestion des ravageurs (biopesticides naturels). Le projet a participé aux journées des projets DeSIRA organisées au Burkina Faso et au Ghana. Pour la formation des journalistes le projet a travaillé avec le projet CASCADE et la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin. Au Burkina Faso le projet a collaboré avec la FAO sur un appui en semences pour des PDI.

#### Ancrage institutionnel

**L'alignement avec les priorités nationales a été peu institutionnalisé.** Le fait que l'exécution du projet reposait en grande partie sur partenaires qui restent en marge des structures étatiques (ONG et consultants) a, selon plusieurs répondants, nui à l'ancrage du projet dans les dynamiques nationales, et à sa lisibilité pour les autorités publiques. Le plus grand succès en termes d'ancrage, à part le partenariat avec les trois institutions nationales de recherche, était



probablement le travail sur l'homologation des semences et leur inscription dans les catalogues nationales. Il n'existe pas de preuve claire d'une cohérence structurée avec DeSIRA ou d'autres interventions majeures. Cela dit, la mission reconnaît la participation du ministère de l'Agriculture dans le comité National d'orientation et les échanges fructueuses à propos de l'homologation des semences.

## Conclusion

**En résumé, le projet était bien aligné avec les priorités nationales et de DeSIRA.** Malgré son montage institutionnel peu ancré dans les institutions des trois pays il a su créer des synergies importantes avec d'autres programmes et acteurs. Toutefois, afin de renforcer la durabilité des effets, l'ancrage institutionnel représente un domaine à améliorer.

## 4.3 Efficacité

### 4.3.1 Dans quelle mesure les réalisations et les résultats prévus, tels que définis dans les TdC et le cadre logique du projet, ont-ils été atteints ?

*Alors que la section 4.1 a présenté les changements observés en combinant données qualitatives et indicateurs officiels, la présente section examine spécifiquement dans quelle mesure les résultats prévus dans le cadre logique ont été atteints. L'analyse se concentre ici sur les indicateurs formels et sur l'appréciation de la performance du projet par rapport à ses cibles contractuelles*

Les indicateurs de suivi du cadre logique (Tableau 9) montrent une progression contrastée des résultats du projet SafeVeg au cours de la période 2023–2025.

En 2023, le projet n'avait atteint qu'une partie de ses cibles : la consommation de légumes n'a concerné qu'environ un tiers des bénéficiaires visés, et l'adoption des pratiques agroécologiques a touché à peine un quart de la cible. L'adoption de semences améliorées est restée très limitée (environ 11 000 producteurs, soit 12 % de l'objectif), alors que le renforcement de la recherche dépassait déjà largement les attentes avec un nombre d'étudiants impliqués supérieur aux prévisions. Ce résultat s'explique par le fait que les premières années de mise en œuvre du projet ont été consacrées principalement aux études diagnostiques visant à mieux comprendre les besoins et attentes des bénéficiaires, ainsi qu'à la conduite d'essais pour tester les innovations. La phase de mise à l'échelle des interventions n'a effectivement débuté qu'en 2024. Dans ce même contexte, l'homologation des variétés promues par le projet n'a été réalisée qu'en 2025. Ainsi les résultats de l'adoption de semences améliorées ont été impactés (environ 11 000 producteurs, soit 12 % de l'objectif). Quant aux performances du renforcement de la recherche, ils dépassaient déjà largement les attentes avec un nombre d'étudiants impliqués supérieur aux prévisions.

En 2024, la dynamique s'est accélérée. La consommation de légumes a dépassé 160 % des objectifs annuels, et les superficies sous pratiques durables représentaient environ deux tiers de la cible. Les revenus et la productivité des producteurs soutenus ont déjà atteint près du double des objectifs. Les réseaux maraîchers ont aussi dépassé leurs cibles en termes de membres formés et accompagnés. En revanche, l'adoption des semences améliorées est restée très en deçà (26 % de la cible). La recherche et le renforcement académique ont continué à progresser au-delà des prévisions.

Au premier trimestre 2025, les tendances se sont confirmées : la consommation de légumes a cumulé près de trois fois la cible prévue, consolidant l'impact sur les habitudes alimentaires. Les superficies sous pratiques durables représentaient près de 85 % de la cible, tandis que l'adoption des semences améliorées n'atteignait qu'un quart de l'objectif révisé, confirmant ce retard structurel. En revanche, les résultats économiques (revenus et productivité) continuaient à dépasser largement les cibles, et les acquis dans le domaine de la recherche et des réseaux d'affaires maraîchers restaient solides.



L'analyse des indicateurs met en évidence un contraste marqué :

- **Succès notables** : forte surperformance en matière de consommation, revenus/productivité, et renforcement des capacités de recherche ;
- **Résultats partiellement atteints** : adoption des pratiques agroécologiques, qui progresse mais reste en deçà de la cible initiale ;
- **Faiblesse structurelle** : adoption des semences améliorées est restée limitée en raison du faible nombre de variétés initialement enregistrées et de la dépendance du projet développement de nouvelles variétés, dont la mise à l'échelle n'a véritablement commencé qu'à partir de 2024.

### **Conclusion**

SafeVeg a atteint ou dépassé la majorité de ses cibles en matière de consommation, revenus et recherche, confirmant une efficacité élevée dans plusieurs domaines stratégiques. Cependant, le faible niveau d'adoption des semences améliorées constitue un verrou critique qui fragilise la durabilité et l'équilibre global des résultats. L'efficacité du projet est donc jugée globalement forte, mais inégale, appelant à un renforcement spécifique de la filière semencière dans une éventuelle phase suivante.

Tableau 9 : Indicateurs de suivi des outcomes de SafeVeg

	Indicators	Target revised	Target reached in 2023	Target reached in 2024	Cumulative values of target reached in 2024	Target reached in Q1-2025	Cumulative values of target reached in Q1_2025
<b>Specific objective 1:</b>	Number of people with improved food intake (directly)	75 000	23 675	120 953	144 628	55 023	199 651
<b>Specific objective 2:</b>	Increased use of sustainable agricultural practices	2 500	453,2	1 590	2 043	71	2 114
	Number of small-scale farmers (<1 ha) that adopted one or more of the recommended good and climate-smart agricultural practices	10 000		2 509	2 509	0	2 509
	Number of small-scale farmers (<1 ha) that adopted improved vegetable seed	90 000	~11,000	12 543	23 543	0	23 543
<b>Specific objective 3:</b>	Vegetable businesses strengthened	5 500		10 750	10 750	0	10 750
<b>Specific objective 4:</b>	Evidence-basis strengthened for effective policies and interventions increasing vegetable production and consumption	6	4	0	4	0	4

	Indicators	Target revised	Target reached in 2023	Target reached in 2024	Cumulative values of target reached in 2024	Target reached in Q1-2025	Cumulative values of target reached in Q1_2025
<b>Specific objective 5:</b> Capacity built of national agricultural research systems in vegetable research and development	Number of MSc students that did their research within the context of the project	35	27	14	41	1	42
	Number of PhD students that did their research within the context of the project	9	9	0 (the 09 students are still doing their PhD projects)	9	0	9
	Number of trainees on job within the context of the project	200	176	100	276	0	276



#### **4.3.2 Les hypothèses des TdC sont-elles restées valables pendant toute la durée du projet ?**

*La TdC du projet comporte quatre hypothèses, que nous adressons ici un par un.*

##### **Les femmes et les jeunes souhaitent s'impliquer dans le secteur maraîcher**

Dans la mesure où ce n'était pas déjà le cas (le maraîchage a toujours été un domaine plutôt réservé aux femmes au Mali et au Burkina Faso) le projet a effectivement suscité un grand élan parmi les femmes et les jeunes, notamment au sein des VBN. SafeVeg s'est efforcé de les cibler de manière consciente, y compris dans les domaines où ils sont généralement moins représentés, comme la production de semences. Même là où le nombre de femmes est encore faible, ce n'est pas par manque d'enthousiasme de leur part. Nos données de terrain montrent la même tendance pour la participation des jeunes, bien que le projet n'ait pas suivi leur nombre et que nous ne puissions pas étayer cette affirmation par des chiffres.

Malgré la volonté de participer au projet, certains acteurs ont noté une résistance initiale à l'innovation qui a parfois ralenti l'adoption de nouvelles pratiques. En effet, les producteurs maraîchers étaient initialement sceptiques quant à l'usage de certaines innovations. Leur adoption s'est toutefois faite progressivement, soit grâce au retour d'expérience positif de certains pairs qui en ont vanté les bienfaits, soit à travers les phases d'expérimentation sur site qui les ont convaincus de leur utilité et de leur efficacité. Le besoin continu de formation et d'accompagnement a été souligné, surtout pour garantir la pérennité des acquis.

##### **Les consommateurs sont prêts à payer plus cher pour des légumes sûrs**

Cette hypothèse s'est avérée vraie pour les clients des restauratrices de rue, dont 75 % ont continué à payer un supplément pour ajouter des légumes verts à leur commande. Il convient toutefois de noter que ces clients sont en majorité des hommes actifs (de la classe moyenne) et des étudiants, qui prennent leur déjeuner à l'extérieur. Même pour ce groupe, les vendeurs hésitaient à proposer des légumes hors saison, car les prix étaient jugés trop élevés et l'approvisionnement difficile. La même situation se présentait pour les vendeuses de légumes labellisés au Mali.

La difficulté éprouvée par les producteurs qui ont expérimenté les approches agroécologiques est que certaines pratiques plus coûteuses faisaient monter les prix des légumes, sans que les producteurs ne puissent montrer leur valeur ajoutée (à travers une certification). Il n'est donc pas exclu qu'il existe un marché pour des légumes plus chers, de bonne qualité et sûrs, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour les distinguer des autres, afin de justifier leurs prix plus élevés.

##### **Les partenaires de développement sont prêts à investir**

Une condition préalable à l'investissement est de disposer des moyens nécessaires pour le faire. Cela ne peut être dit des partenaires ONG (WP3, WP5), qui dépendent en principe de financements externes pour leurs interventions. Il n'est pas improbable qu'ils reprennent certains aspects de l'approche SafeVeg, mais cela nécessitera de nouveaux partenaires (financiers). Ce n'est pas le cas des entreprises semencières, qui ont un modèle économique clair et continueront sans aucun doute à produire et pour le PAM, qui a déjà pris l'engagement d'étendre le nombre d'écoles participantes aux suppléments en légumes dans les repas scolaires à 120.

##### **Les autres facteurs ayant une incidence sur la santé et la nutrition ne limitent pas l'impact**

Il est fort probable que le COVID et la situation sécuritaire au Mali et au Burkina Faso ont eu des incidences sur l'impact, mais cela n'a pas été étudié dans le cadre du projet. D'une manière plus générale, l'impact du projet – en termes de réalisation de ses principaux objectifs – est difficile à mesurer, faute de données de référence et d'indicateurs clairement définis (voir également la Section 3.3.5).

Selon les acteurs sur le terrain d'autres facteurs ont influencé les résultats :

- La variabilité climatique et les déficits en infrastructures d'irrigation ont affecté la régularité de la production.
- La fluctuation des prix de marché et la fiabilité des relations commerciales (ex. avec le PAM) ont remis en cause la stabilité des débouchés.
- Dans certains cas, les choix des légumes feuilles dans le cadre des activités du WP2 avec les restauratrices de rues (ex. Soman, légume feuille du Bénin) n'étaient pas alignés avec les préférences locales, réduisant leur potentiel de diffusion.

## **Conclusion**

En résumé, le projet évolue dans la bonne direction, mais l'examen de ses hypothèses sous-jacentes révèle également une certaine fragilité en ce qui concerne la durabilité de ses résultats (voir également la Section 3.5).

### **4.3.3 Dans quelle mesure la conception du projet (modules de travail, partenaires du consortium, partenaires nationaux, activités, pays cibles) a-t-elle été efficace dans la mise en œuvre du projet ?**

#### **Recherche vis-à-vis développement**

Conformément aux directives de DeSIRA SafeVeg a été monté comme un projet de recherche, avec un consortium composé exclusivement d'instituts de recherche. L'approche en lots de travail (Work Packages -WP) convient dans ce sens. L'objectif de la recherche est tout à fait pertinent et justifié, car la chaîne de valeur des légumes était jusqu'à présent désorganisée et négligée, alors qu'elle revêt une importance cruciale pour la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones urbaines en pleine expansion.

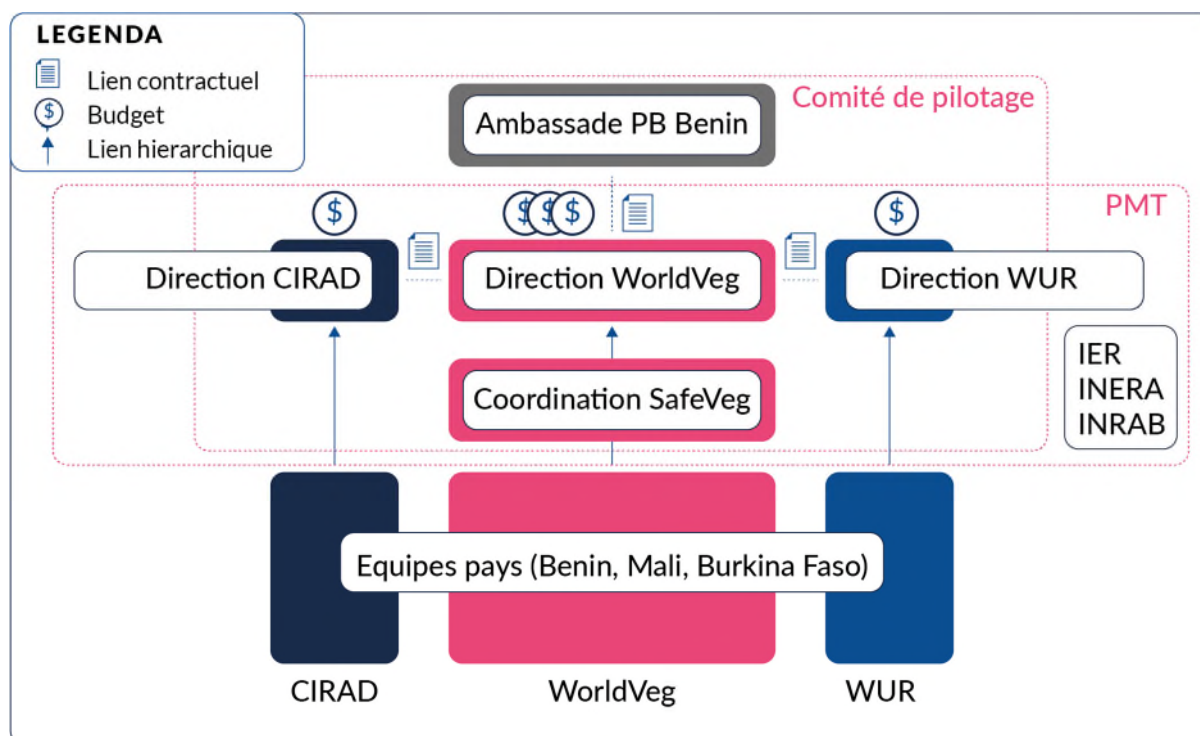
En même temps, le projet a un objectif de développement social et des cibles à atteindre : « Au moins 200 000 petits producteurs adoptent de nouvelles technologies maraîchères et au moins 75 000 consommateurs améliorent leur consommation de légumes pendant la durée du projet. » Cet objectif, tout aussi important, est en tension avec l'expertise du consortium et le montage en WP. Pour l'atteinte de cet objectif il aurait été logique de monter une approche intégrée, sur la base d'une Théorie du Changement (TdC) qui définit les voies du changement autour des acteurs clés et les évolutions nécessaires au niveau de chacun. Cette TdC se serait intéressée aux capacités, opportunités et motivations des petits producteurs pour adopter des nouvelles technologies et aussi à celles des consommateurs pour accroître la consommation des légumes. Ceci aurait permis de mieux ancrer les changements technologiques dans leur contexte social. Cela aurait comporté une analyse stratégique du genre et de la jeunesse et de sensibilité au conflit et les interventions auraient été définies en fonction de ce qui est nécessaire pour atteindre le changement souhaité. En même temps, il aurait été logique d'inclure un partenaire expert dans le développement dans le consortium au même titre que WorldVeg, CIRAD et WUR.

Le projet a souffert un peu de cette contradiction, notamment à son début. Des partenaires de développement ont été associés, mais ce après le démarrage et en position de sous-contractants.

#### **Montage institutionnel**

La structure institutionnelle a été conçue selon le même principe : trois institutions travaillant côte à côte, mais pas nécessairement ensemble vers un objectif commun. L'image ci-dessous montre comment la configuration rendait difficile une approche plus collaborative.

Figure 6 : Montage institutionnel du consortium



Des contrats ont été signés au niveau international entre l'ambassade des Pays Bas au Bénin et WorldVeg et entre ce dernier et les deux autres institutions. Chacune d'entre elles dispose de son propre personnel qui rend compte à sa direction respective. Le chef de projet basé au Bénin au compte de WorldVeg a plutôt un mandat de coordinateur que de directeur, dans ce sens qu'il n'est pas dans la ligne hiérarchique (le staff des WP répondait à leurs directions respectives). Les équipes dans les trois pays ne forment pas des véritables équipes avec un chef d'équipe, un mandat et budget d'activités commun. Malgré cette structure qui ne favorise pas la collaboration entre WP, des liens se sont tissés grâce aux efforts personnels des personnes concernées. Le fait que les trois directions se trouvent sur d'autres continents et fonctionnent plutôt en anglais qu'en français ne contribue pas à une approche intégrée et contextualisée, même s'ils semblent bien informés sur les interventions du projet.

L'image montre que les trois partenaires nationaux de recherche INRAB, INERA et IER ne font pas partie du consortium, bien qu'ils aient participé à l'atelier initial de conception du projet et qu'ils participent aux réunions du PMT. Ils sont plutôt devenus des sous-traitants avec lesquels les membres du consortium ont dû signer des accords individuels avec des budgets négociés séparément. Malgré cela, les partenaires nationaux ont été des moteurs essentiels du projet. L'IER et l'INRAB, en particulier, ont joué un rôle clé dans l'élaboration des feuilles de route pour les systèmes semenciers, ont dirigé l'enregistrement des variétés et ont assuré la promotion de celles-ci.

### Modules de travail

Le projet a structuré ses interventions autour de modules complémentaires : la stimulation de la consommation des légumes, la promotion des variétés adaptées aux conditions locales et des semences de qualité, la promotion des pratiques agroécologiques, l'accès au marché à travers les VBN, à la compréhension de l'environnement alimentaire, au suivi et à l'évaluation d'impact. Cette approche modulaire a permis de répondre de manière ciblée aux besoins spécifiques des différents acteurs du sous-secteur. Chaque WP intervient sur un maillon différent de la chaîne de valeur (semences, production, organisation des acteurs et consommateurs) et couvre ainsi quasiment tous les éléments pertinents. Cela pourrait déboucher sur d'importantes synergies, telles que la possibilité pour les vendeurs ambulants d'acheter leurs légumes-feuilles auprès des

producteurs du VBN, ou pour les producteurs du VBN d'acheter des semences auprès des entreprises semencières partenaires. Cela s'est produit dans une certaine mesure au cours des dix-huit derniers mois et s'est avéré très bénéfique. Il y aurait toutefois eu beaucoup plus d'opportunités pour de telles synergies si le WP avait travaillé dès le départ vers des objectifs communs et organisé ses interventions autour des mêmes lieux, par exemple.

Un autre facteur qui a retardé considérablement la mise en place de ces synergies est le temps. Le temps nécessaire au sein de chaque WP pour étudier les besoins agroécologiques et les bonnes pratiques, pour développer des semences robustes, pour mettre en place les réseaux VBN et pour élaborer la meilleure approche pour augmenter la consommation de légumes a fait que l'harmonisation avec les autres WP ne pouvaient pas toujours être réalisée au bon moment, surtout pendant les premières années<sup>10</sup>. Dans une certaine mesure, cela était inévitable et l'espoir que tout cela puisse être développé et mis à l'échelle de manière coordonnée en cinq ans, dans un environnement et une période présentant tant de défis, était peut-être trop ambitieux. D'autre part, une approche plus intégrée aurait pu conduire à un investissement en temps plus équilibré entre la recherche et le développement, ce qui aurait permis de mettre davantage l'accent sur ce dernier et d'améliorer la cohésion interne et la durabilité.

Le fait que chaque WP disposait de ses propres cibles et critères de performance, a parfois conduit à une logique de résultats par composante plutôt qu'à une mesure intégrée au niveau du projet. Cette situation ne contribuait pas à une approche collective de l'efficacité globale du projet.

## Conclusion

La conception du projet, axée avant tout sur la recherche, a limité l'efficacité de la mise en œuvre d'un programme qui visait pourtant aussi des objectifs de développement social à grande échelle. Une approche plus intégrée, fondée sur une Théorie du Changement et stratégie commune, une gouvernance axée sur la collaboration au sein des équipes et une meilleure articulation entre les partenaires de recherche et de développement, aurait permis d'atteindre plus rapidement des synergies et une action plus cohérente sur le terrain.

### 4.3.4 Quels sont les facteurs internes et externes (positifs et négatifs) qui ont aidé/empêché le projet d'atteindre les résultats et les objectifs escomptés ?

*Le projet SafeVeg, dans sa mise en œuvre a été confronté à plusieurs facteurs, qu'ils soient internes et/ou externes (positifs et négatifs) qui ont contribué et/ou empêché l'atteinte des résultats. Ci-dessous un résumé de ces facteurs positifs et négatifs mentionnés par les acteurs :*

#### Facteurs externes/internes positifs :

- La bonne collaboration entre les institutions de recherche, les structures nationales publiques et les structures privées :
  - **Au Mali** : collaboration avec LABOSEM, IER, DRA, ONG AMEDD, OPV, Secteurs Agriculture, PROSLABS Consulting, ONG AMSD, ASCOMA sur les aspects de certification, de contrôle au champ, d'expérimentations, de collecte d'analyse des données sur les systèmes maraîchers, de consommation des légumes et de mise en relation.
  - **Au Bénin** : collaborations fructueuses entre MAEP, INRAB, DPV, ABSSA, Rikolto, East West Seed, Ministère Agriculture, Universités (UAC et UNA), ONGs, ATDA, faitières des médias (FeRCab, REMAPSEN, UMPB, UnaMel, Association des blogueurs), Ligue pour la Défense du Consommateur au Bénin, PAM etc...pour les expérimentations, la

<sup>10</sup> A partir de 2024 la collaboration s'est améliorée, faisant en sorte que certains producteurs des VBN pouvaient profiter également de l'appui-conseil donné par WP 3 et les semences du WP4. Toutefois, ce n'était pas le cas partout et les restauratrices et vendeuses du WP2 n'ont pas pu s'approvisionner auprès des producteurs des autres WP.



formation, la collecte et l'analyse des données sur les systèmes maraîchers, la consommation des légumes, homologation des variétés, les renforcements des capacités de semenciers, etc.

- **Au Burkina Faso** : collaboration entre GRAD, CIRAD, FAO sur les aspects de diffusion de bonnes pratiques agro écologiques via Bioprotect, de distribution des kits semenciers, Université NAZI BONI, INERA, la DGPV, RIKOLTO, projet SUSTLIVES, le ministère de l'Agriculture etc...
- Le regroupement des acteurs maraîchers en REM/VBN a servi de levier central pour une synergie entre les différents Work Packages (labellisation, formations, distribution des semences, collecte de données).
- La tenue des cadres de concertations réguliers a facilité les échanges d'information sur le projet (comité de pilotage, PMT, Comités consultatifs nationaux) et amélioré la collaboration entre certaines WP.
- L'existence de fiches variétales sur les données agronomiques facilitant la connaissance et l'utilisation des variétés par producteurs, vulgarisateurs et transformateurs.
- La production de données sur le secteur maraîcher qui ont permis d'alimenter les réflexions stratégiques (feuille de route pour un système semencier durable au Bénin).
- L'engagement des entreprises semencières dans la production de semences maraîchères.
- La synergie progressive entre les WP après deux années interventions et la coordination nationale ont permis de mieux relier recherche, formation, semences et labélisation.
- L'existence de producteurs déjà certifiés sains (cas du Mali) pour la conduite du processus de labélisation.
- L'élaboration de documents de vulgarisation et de formation sur les bonnes pratiques de protection et de production de légumes

#### **Facteurs externes/internes négatifs :**

- Au départ, chaque WP travaillait isolément, ce qui a convenablement joué sur le démarrage effectif des activités de certains WP (ex : WP3, WP2)
- Le retard pris dans la construction de la synergie entre les différents WP a fortement réduit l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre de plusieurs activités.
- Le décalage entre les calendriers de mise en œuvre des activités et la mise à disposition des financements a fortement limité l'obtention de certains tangibles (cas de la cartographie des nuisibles...).
- L'insuffisance des semences de base : les compagnies semencières ont estimé que les promesses en besoins de semences de base n'ont pas été tenues d'où leur limitation dans la production à grande échelle.
- L'insuffisance des ressources financières : plusieurs partenaires (Ex : au Mali, IER-LTA, IER-Programme Fruits & Légumes-Cartographie des nuisibles, compagnies semencières SOPROSA- ZAMOHO) estiment que les ressources étaient insuffisantes pour couvrir les besoins (masters, thèses, démonstrations, tests).
- Le retard dans le financement ainsi que des procédures administratives lourdes ont aussi freiné la mise en œuvre de certaines activités (Ex : les essais et démonstrations ont pris plus de temps que prévu dans la planification du projet ; les activités de construction de la cartographie des nuisibles n'ont pas été effectuées à temps)

- Le manque d'autonomie de gestion budgétaire des coordinations du Mali et du Burkina Faso a retardé le démarrage et/ou la mise en œuvre de certaines activités à temps et la faible adaptabilité du projet aux réalités du contexte national. Les partenaires de mise en œuvre du projet estiment qu'il fallait toujours se rabattre sur la coordination du Benin pour l'approbation et le financement des actions.
- La crise de la COVID-19 a notamment ralenti le démarrage des activités, entravé la coordination entre les différents Work Packages et limité certaines interventions de terrain.
- La faible implication des entreprises semencières dans le choix des matériels souches (semences-variétés) pour la reproduction : elles estiment être impliquées après que le choix des matérielles végétatives ait fait par le projet alors qu'elle devrait être au centre de choix pour plus d'efficacité et d'efficience.
- L'absence d'appui (lié aux contraintes financière du projet) aux instituts de recherche en termes d'infrastructures et équipements n'a pas favorisé leur renforcement de capacité dans la production de semences de base.
- Le contexte sécuritaire au Mali et au Burkina Faso (attaques des djihadistes...), a entraîné des changements dans le choix des sites d'intervention et dans la limitation des tests variétaux dans les zones rurales. Également, elle a provoqué des changements de personnel et limité ces différentes coordinations dans l'opérationnalisation de certaines.
- La limitation des ressources logistiques pour les coordinations du Mali et du Burkina Faso (par exemple au Burkina Faso, un seul véhicule pour couvrir Ouagadougou et Bobo-Dioulasso)
- La limitation de certains facteurs de production (disponibilité de l'eau, l'insécurité foncière...) a réduit la productivité et a été un frein pour l'adoption de certaines pratiques agro écologiques
- La limitation du processus de labélisation à quelques vendeuses et producteurs maraîchers

#### **4.3.5 Dans quelle mesure les cadres de suivi et d'évaluation ont-ils permis de suivre, de soutenir et/ou d'adapter la mise en œuvre et l'extension des résultats visés ?**

*Le système de suivi du projet se compose de son cadre logique et du tableau de bord associé, et présente un certain nombre de lacunes dans sa conception et sa gestion. Celles-ci concernent deux aspects que nous allons examiner ici.*

##### **Le choix des indicateurs**

La plupart des indicateurs se situent au niveau des activités, bien qu'ils soient étiquetés comme des indicateurs de niveau « output ». Cela inclut des indicateurs simples comme le nombre de réunions tenues ou le nombre de rapports produits, mais aussi les indicateurs obligatoires liés à l'ODD2 sur le nombre de personnes directement ou indirectement atteintes par le projet. De tels indicateurs peuvent être utiles à condition que les termes « atteints », « directs » et « indirects » soit suffisamment défini, mais ils n'informent pas sur le changement qui résulte des interventions du projet. Ils ne permettent donc pas d'apprendre du processus de changement, d'ajuster la théorie du changement du projet, ni d'orienter ses interventions.

Les autres indicateurs sont étiquetés comme étant de niveau « outcome » et proviennent en partie du ministère néerlandais des Affaires étrangères et des indicateurs communs de DeSIRA. La formulation des indicateurs 1.1 et 3.1<sup>11</sup> pose problème dans la mesure où leur mesure fiable nécessiterait une recherche approfondie (incluant une ligne de base et un groupe de contrôle) pour pouvoir affirmer une contribution du projet au changement observé. On peut imaginer que,

---

<sup>11</sup> 1.1 : Nombre de personnes avec un apport alimentaire amélioré ; 3.1 : Petits producteurs avec productivité ou revenus accrus.



par exemple, les variations de productivité et de revenu puissent être dues à de nombreux facteurs (pluviométrie, prix des intrants, insécurité, demande, etc.) autres que l'action du projet. Des indicateurs de ce type peuvent orienter des études d'impact ciblées, mais sont peu utiles pour mesurer les changements induits par le projet. Les indicateurs 4.1, 5.1, 5.2 et 5.3 sont également classés comme des indicateurs de « outcome », mais relèvent en réalité davantage du niveau « output », car ils mesurent des résultats directs des interventions (études produites, étudiants recrutés).

Le niveau « outcome », qui informe sur la manière dont les acteurs concernés changent à la suite des interventions du projet, n'est reflété que dans les indicateurs 2.1 (nombre d'hectares sous pratiques éco-responsables), 2.2 (Petits producteurs (<1 ha) adoptant > 1 pratique climatique/intelligente), et 2.3 (Petits producteurs (<1 ha) adoptant des semences améliorées). Cependant, en raison du temps nécessaire pour parvenir au stade où les agriculteurs pouvaient effectivement adopter des pratiques ou des semences, ces indicateurs — à l'exception du 2.1 — n'ont jamais été renseignés. Il manque donc des indicateurs de résultat intermédiaire, qui auraient pu être suivis chaque année, et qui auraient mieux servi à informer et à orienter le projet en cours d'exécution.

### **Le manque de définition des indicateurs et d'un système centralisé**

SafeVeg ne dispose pas d'un dispositif de suivi proprement dit avec des fiches d'indicateurs qui comportent non seulement le libellé des indicateurs, mais aussi leur définition (que veut-on mesurer exactement ?), la source des données, la méthode de collecte des données, la méthode de calcul, la notation, les moments de la collecte et les responsables<sup>12</sup>. A titre d'exemple, l'indicateur 2.2 requiert une entente sur 'petits producteurs', 'adoption' et 'pratique climatique/intelligente'. Une définition pourrait être :

« Les producteurs (h/f) ayant reçu une formation par le projet sur des pratiques climatique/intelligentes, qui, dans le cycle qui suit les essais accompagnés par SafeVeg appliquent au moins une de ces pratiques sans l'appui du projet. »

Le système devrait également préciser comment ces producteurs sont comptabilisés (existe-t-il une base de données permettant de les identifier, ou seront-ils estimés sur la base d'un échantillon aléatoire ?) ainsi que les moyens utilisés pour enregistrer leurs pratiques (enquête, observation, etc.). Il devrait être clair qui est responsable de la collecte des données (le partenaire de mise en œuvre, le coordinateur MEL ?), comment les données seront rapportées, à quel moment elles seront collectées, etc.

Aucun de ces éléments n'est disponible pour SafeVeg. L'équipe d'évaluation a déployé des efforts considérables pour comprendre les définitions et calculs sous-jacents<sup>13</sup>, mais n'a pu obtenir que des définitions partielles, en creusant en profondeur lors des entretiens avec les responsables des différentes composantes (WP), et ce malgré leur bonne volonté et leur coopération. L'information qui existe est gérée de façon décentralisée par chaque WP.

Cette pratique reflète l'orientation fortement axée sur la recherche du projet : les chercheurs se concentrent en priorité sur les données qu'ils collectent dans le cadre de leurs travaux scientifiques, et cela est fait avec le plus grand soin. Le suivi de projet, en revanche, relève d'une autre logique, et il nous semble que ses exigences sont insuffisamment connues du personnel de SafeVeg. Il aurait été intéressant, par exemple, de créer une place au sein du dispositif de suivi pour les données collectés par les équipes (études d'impact et autres) qui concernent les changements qui se produisent grâce au projet. Ça aurait créé le niveau des indicateurs d'outcomes intermédiaires qui manque actuellement dans le dispositif et qui permet de suivre les évolutions et d'informer le pilotage du projet.

<sup>12</sup> Le fichier nommé 'M&E Plan' comprend certaines propositions sur la manière de mesurer les indicateurs, mais est incomplet et provisoire. Il ne répond pas aux questions citées ci-dessus.

<sup>13</sup> Voir **Annexe A** pour un aperçu des résultats par indicateur et l'appréciation de l'équipe d'évaluation.



## Conclusion

En l'absence d'un cadre de suivi bien défini et partagé, le système de suivi-évaluation de SafeVeg ne permet ni de documenter les changements attendus, ni de piloter efficacement les interventions. Ce manque limite fortement les possibilités d'apprentissage et d'adaptation.

### 4.3.6 Quels ont été les principaux enseignements/résultats de la révision à mi-parcours (RMP) et quels ont été les principaux changements/adaptations résultant des enseignements tirés de la RMP ?

L'Annexe B fournit un aperçu des recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours et les références au dernier rapport annuel montrant à quel point elles ont été prises en compte par le SafeVeg. Il apparaît que la plupart des recommandations ont été partiellement ou entièrement adressées, sauf celles concernant les éclaircissements nécessaires au niveau de la définition des indicateurs<sup>14</sup>.

La recommandation que le projet a vraiment pris à cœur est celle concernant le rapprochement entre les WP. Comme déjà évoqué ci-dessus, des efforts multiples ont été fournis avec succès et tout porte à croire que cette tendance se poursuivra au cours des derniers mois du projet.

## Conclusion

Quasiment toutes les recommandations ont été adressées, dont notamment celle qui concerne le rapprochement entre les WP.

## 4.4 Efficience

*Les six sous-questions sur l'efficience (4.4.1 à 4.4.6) couvrent des dimensions qui, dans la pratique, sont étroitement liées : l'allocation des ressources financières, la justification des coûts au regard des résultats obtenus, les facteurs qui influencent l'efficience, l'adéquation du dispositif de gestion et des ressources humaines, la qualité de la coordination entre les lots de travail (Work Packages), et enfin la répartition budgétaire entre pays.*

### 4.4.1 Les ressources financières ont-elles été utilisées efficacement pour atteindre les résultats ?

**La structure budgétaire de SafeVeg repose sur une répartition des Work Packages (WP) entre les trois membres du consortium, chacun assumant des responsabilités techniques et financières.**

WorldVeg, en tant que coordinateur du consortium, est responsable du WP1 (gestion et coordination) ainsi que des WP4, WP5 et WP6. Le WP2 est sous la responsabilité du WUR, et le WP3 sous la responsabilité du CIRAD. Cette répartition se reflète dans la distribution des ressources (Tableau 10, Figure 7).

Le Tableau 10 présente le budget initial (2020) et la version révisée (juillet 2023). Le montant total du projet reste quasiment inchangé (environ 11,07 millions d'euros), mais la structure interne du budget évolue de manière significative :

- le budget du WP1 – gestion et coordination de l'action (WorldVeg) augmente de 26% ;
- les enveloppes allouées aux WP4, WP5 et WP6 (toutes portées par WorldVeg) diminuent respectivement de 10%, 5% et 8% ;
- les montants du WP2 (WUR) et du WP3 (CIRAD) restent inchangés entre la version initiale et la version révisée.

---

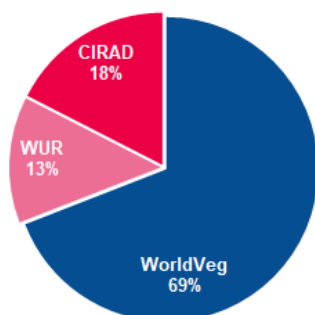
<sup>14</sup> Seul le WP2 a fait un effort, mais il reste encore beaucoup de questions.



Tableau 10. Budget SafeVeg, initial (2020) et révisé (2023)

	Chef de WP	Budget initial (€)	Budget révisé (mi-2023, €)	Changement (%)
<b>WP1</b> – Gestion et coordination de l'action	WorldVeg	€1.558.521	€1,969,229	26%
<b>WP2</b> – Outils et politiques pour promouvoir la consommation de légumes	WUR	€1.500.320	€1.500.320	0%
<b>WP3</b> – Production maraîchère sûre et résiliente au climat et pratiques post-récolte	CIRAD	€2.317.929	€2.371.929	0%
<b>WP4</b> – Variétés maraîchères résilientes au climat	WorldVeg	€1.952.478	€1.758,881	-10%
<b>WP5</b> – Renforcement des Réseaux d'Entreprises Maraîchères (REM/VBN)	WorldVeg	€2.402.998	€2.290,025	-5%
<b>WP6</b> – Connaissances et données probantes pour l'élaboration de politiques	WorldVeg	€1.339.328	€1.232,761	-8%
<b>Total</b>		<b>€11.071.574</b>	<b>€11.074.574</b>	-

Figure 7 : Répartition du budget entre les partenaires internationaux du consortium

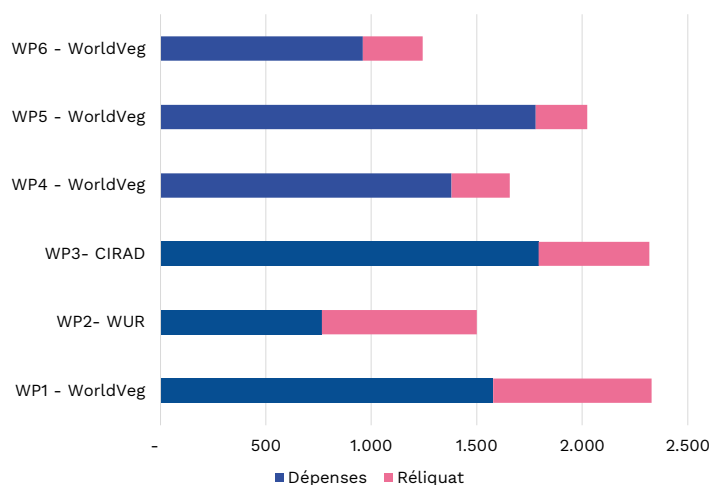


**La révision budgétaire de 2023** découle d'un dépassement constaté sur le WP1 dès 2022 : environ +28 % ( $\approx 213\ 000$  €) sur les activités de gestion et de coordination. WorldVeg l'a expliqué par (i) une sous-budgétisation initiale des coûts salariaux — en particulier pour le personnel de soutien administratif et logistique — et (ii) des loyers de bureaux supérieurs aux hypothèses de départ. WorldVeg a soumis une révision budgétaire formelle qui, à l'issue de plusieurs échanges, a été acceptée par l'Ambassade. Concrètement, le budget du WP1 a été ajusté à la hausse pour refléter ces coûts réels. Les marges d'ajustement ont été trouvées à l'intérieur du périmètre financier géré par WorldVeg, en réduisant les budgets de WP4, WP5 et WP6 pour absorber des coûts de coordination plus élevés au WP1. Les enveloppes des partenaires WUR (WP2) et CIRAD (WP3) sont restées inchangées. Cela a été corrigé a posteriori, avec validation du bailleur.

**Exécution par Work Package (2020–2024)** Les dépenses cumulées montrent une exécution différenciée entre WPs comme illustré ci-dessous. Globalement, la mise en dépense est substantielle et conforme au budget - à un an de la fin de projet - avec des WPs plus avancés et d'autres plus contenus.

Tableau 101 Taux de décaissement, fin 2024 Figure 8. Dépenses et reliquat budget, fin 2024

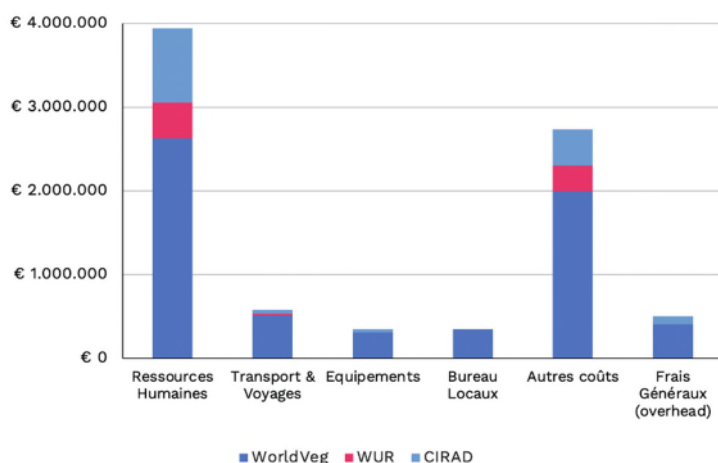
Work package	% dépensé
WP1 – WorldVeg	68%
WP2- WUR <sup>1)</sup>	51%
WP3- CIRAD	77%
WP4 – WorldVeg	83%
WP5 – WorldVeg	88%
WP6 – WorldVeg	77%
<b>TOTAL</b>	<b>75%</b>



<sup>1)</sup> Note : Le taux du WP2 (WUR) est sous-estimé. Les dépenses 2024 de WUR n'avaient pas été transmises avant la soumission par WorldVeg de l'audit financier à l'Ambassade et ne sont donc pas incluses dans l'analyse.

**La lecture par catégorie de dépense** (Figure 9) illustre que la principale ligne de coût du projet est constituée des ressources humaines. Cette ligne couvre l'expertise technique mobilisée pour l'appui aux producteurs, l'encadrement scientifique, la coordination multi-pays et la gestion administrative et financière. Le consortium assume ce choix : dans un projet multi-acteurs, multi-pays, avec des enjeux de sécurité et de logistique terrain, l'investissement dans du personnel expérimenté est considéré comme une condition pour garantir la qualité technique et la continuité opérationnelle. Plusieurs interlocuteurs estiment que cet investissement a effectivement permis au projet de maintenir une capacité technique solide malgré des retards de démarrage et du turnover. Des responsables de Work Package soulignent que l'encadrement rapproché des jeunes chercheurs et techniciens a permis d'orienter rapidement les travaux vers des résultats concrets et visibles pour les producteurs (« amélioration des rendements sur de petites superficies », « résultats tangibles en peu de temps »). Cela suggère que le choix d'allouer une part importante du budget au personnel n'a pas uniquement servi la gestion interne, mais a aussi contribué à la performance technique sur le terrain.

Figure 9 : Répartition du budget par catégorie de dépense et par organisation



**Le suivi interne du temps de travail renforce cette logique.** Le personnel clé ventile ses heures entre WPs selon la nature effective des tâches menées : par exemple, le chef de projet impute ses heures de coordination au WP1 et ses heures d'appui agronomique au WP5. Ce système limite le risque qu'une même ligne de personnel finance implicitement plusieurs fonctions sans traçabilité. Sur le plan de l'efficacité interne et du contrôle des coûts, cette traçabilité est un point positif.

**Deux réserves apparaissent néanmoins dans l'analyse financière.**

- Premièrement, la catégorie budgétaire "autres coûts", telle que présentée en Figure 14, mérite une clarification. Dans une logique comptable classique, la ligne "autres coûts" renvoie plutôt à des postes résiduels de faible ampleur (souvent moins de 5 %). Ici, il s'agit au contraire de la deuxième catégorie de dépense en volume. L'examen de la ventilation montre qu'elle inclut des coûts opérationnels directement liés aux activités (par exemple, formations, ateliers techniques, études spécifiques), et pas seulement des restes ou des frais accessoires. Autrement dit, la formulation "autres coûts" ne reflète pas bien la nature opérationnelle de ces dépenses. Présentée telle quelle, elle peut donner l'impression d'un manque de transparence, alors qu'il s'agit en réalité de coûts opérationnels de mise en œuvre. Cette ambiguïté de présentation a été relevée par certains bailleurs comme un facteur qui complique l'évaluation externe de l'efficacité budgétaire.
- Deuxièmement, la révision budgétaire intervenue en 2023 à la suite du dépassement du WP1 modifie la structure d'allocation entre Work Packages, mais elle ne change pas les enveloppes des partenaires WUR et CIRAD. Les marges d'ajustement ont été trouvées à l'intérieur du périmètre financier géré par WorldVeg, en réduisant les budgets de WP4, WP5 et WP6 pour absorber des coûts du personnel d'appui et les frais de location des espaces de travail qui sont devenus plus élevés que prévus au WP1. Ce choix souligne que la flexibilité budgétaire effective du projet dépendait moins des règles imposées par le bailleur que des accords financiers internes au consortium. Il montre aussi que la fonction de coordination n'était pas entièrement budgétée au départ. Cela a été corrigé a posteriori, avec validation du bailleur, plutôt que planifié dès la conception.

**Un autre élément important pour l'appréciation de l'efficacité concerne la place donnée aux instituts nationaux de recherche (INRAB, IER, INERA).** Dans la logique du projet, ces instituts étaient censés jouer un rôle opérationnel dans l'ensemble des WPs<sup>15</sup>, en tant qu'acteurs nationaux capables d'ancrer les résultats, de produire des données localement et de soutenir la mise à l'échelle nationale et régionale.

Les trois organisations du consortium ont contractualisé séparément ces instituts pour des activités spécifiques (Tableau 12). Les montants cumulés restent toutefois faibles par rapport aux enveloppes globales : WorldVeg a alloué 4,2% de leur enveloppe aux contrats avec INRAB, IER et INERA pour les activités de WP4, CIRAD a alloué 8,5% de leur enveloppe aux instituts pour des activités du WP3. WUR n'a pas contractualisé les instituts nationaux de recherche pour le WP2.

Les instituts nationaux de recherche sont d'avis que les ressources financières qui leur ont été allouées ne correspondaient pas au rôle stratégique qui leur était attribué dans la conception du projet, et que cela a limité leur capacité à s'engager pleinement et à mobiliser rapidement leurs équipes. Les organisations du consortium ont une appréciation différente. Selon eux, la collaboration avec les instituts nationaux s'accompagnait parfois de délais administratifs et d'autres contraintes (rotation fréquente des personnes de contact, temps de réponse élevé, délai dans la facturation), ce qui rendait la gestion plus difficile dans des fenêtres de mise en œuvre.

---

<sup>15</sup> Document "DESCRIPTION OF THE ACTION – DELEGATED COOPERATION"

Tableau 12. La valeur des sous-contrats avec les instituts nationaux de recherche

Partenaire de SafeVeg	INRAB Benin	IER Mali	INERA Burkina Faso	TOTAL	% du budget <sup>1</sup>
WorldVeg	€ 117.727	€ 99.523	€ 107,137	<b>€ 324.387</b>	4,2%
CIRAD	€ 16.174	€ 67.398	€ 80.585	<b>€ 164.157</b>	8,5%
WUR	-	-	-	-	-

<sup>1</sup> Pourcentage du budget du partenaire

En outre, WorldVeg a contractualisé des partenaires de mise en œuvre pour l'implantation et l'animation des VBN (WP5), principalement des ONG nationales. L'ensemble de ces contrats - avec Consortium Africa Green, AMEDD, GRADD et un consultant - représente un montant cumulé d'environ 1,4 M€ (18,5% du budget de WordVeg).

**Enfin, l'équipe d'évaluation note plusieurs difficultés de suivi financière.** Des retards importants ont été enregistrés dans la transmission des rapports financiers par certains membres du consortium : le CIRAD a soumis ses rapports avec retard jusqu'en 2023, avant de se remettre à jour cette année-là ; le WUR a également tardé à transmettre ses comptes audités en 2024, ce qui a empêché d'inclure l'ensemble de ses dépenses dans les tableaux consolidés au moment de l'analyse. Ces retards ont réduit la visibilité globale et ont limité la capacité du coordinateur à piloter de manière proactive l'utilisation des ressources en fonction des besoins émergents.

### Conclusion

L'allocation budgétaire de SafeVeg a été marquée par deux caractéristiques : un investissement important dans les ressources humaines techniques et de gestion, de support opérationnel et une part modeste (5%) du budget dédié aux fonctions de coordination multi-pays. Cette configuration a permis de mettre rapidement en place une capacité technique solide et de soutenir l'appui aux producteurs. Elle comporte toutefois certaines limites.

D'une part, la composante de coordination et gestion (WP1) s'est révélée sous-budgétée au départ, ce qui a conduit à un dépassement en 2022 et à une révision budgétaire approuvée par le bailleur. Cette correction a mécaniquement accru le poids relatif de la coordination dans la structure des dépenses, au détriment des autres Work Packages gérés par WorldVeg. D'autre part, la présentation de certaines catégories de coûts – en particulier la ligne "autres coûts", qui regroupe en réalité des activités de terrain – rend la lecture externe de l'efficacité moins immédiate qu'elle pourrait l'être. Enfin, la part financière relativement faible allouée aux instituts nationaux de recherche contraste avec le rôle stratégique qui leur était attribué dans la conception du projet : ce choix peut être vu comme un facteur d'exécution rapide à court terme, mais il limite le renforcement de capacités locales et donc l'efficacité structurelle attendue à moyen terme.

Le jugement sur l'efficacité budgétaire doit donc rester nuancé : la structure financière a permis de maintenir une expertise technique opérationnelle dans un contexte complexe, mais elle repose sur un modèle de coordination centralisé et coûteux, qui a dû être renégocié en cours de route, et qui soulève des questions sur la soutenabilité et le partage des ressources entre partenaires et acteurs nationaux.

#### **4.4.2 Les résultats réels (produits et effets) justifient-ils les coûts encourus ? Les ressources ont-elles été utilisées efficacement ?**

L'appréciation de l'efficacité en termes de "valeur pour l'argent" se heurte d'abord à une limite méthodologique. Les rapports narratifs et les rapports financiers sont produits séparément. Le rapport financier fournit des explications sur les déviations des dépenses par rapport au budget, il ne fait pas une articulation avec les produits et les résultats réalisés. Les documents de suivi ne relient pas de manière systématique les ressources dépensées à des résultats mesurés par activité, ni les sous- ou sur-dépenses aux effets constatés sur le terrain. En pratique, cela empêche d'établir un lien direct et quantifié entre les montants investis et les effets atteints, au niveau de chaque Work Package ou de chaque pays. Cette faiblesse de traçabilité limite la capacité à produire une démonstration formelle d'efficacité.

Dans ce cadre imparfait, l'analyse qualitative menée par l'équipe d'évaluation permet néanmoins d'identifier trois domaines.

##### **(i) Des ressources qui ont produit des effets rapides et visibles**

Plusieurs interlocuteurs — au niveau des équipes pays comme au niveau des bénéficiaires directs — estiment que les ressources mobilisées pour l'appui technique ont généré des effets concrets en relativement peu de temps. Les activités de conseil agronomique, de démonstration et d'encadrement rapproché des producteurs sont perçues comme ayant conduit à des améliorations visibles des pratiques et des rendements sur de petites superficies. Les producteurs et techniciens décrivent des résultats tangibles (meilleure maîtrise des pratiques culturales, réduction de certaines pertes, réponses plus rapides face aux pressions sanitaires), qui renforcent la crédibilité du projet et facilitent l'adhésion locale.

Ces résultats rapides semblent liés au choix assumé par le consortium d'investir une part importante des ressources dans l'expertise humaine : agronomes, encadrants techniques, jeunes chercheurs et techniciens sur le terrain. L'encadrement rapproché a permis d'opérationnaliser rapidement des recommandations techniques et de transformer des acquis scientifiques en solutions applicables. Du point de vue de l'efficacité, cet investissement ciblé sur le capital humain apparaît donc comme relativement productif : les ressources humaines financées par le projet ont généré des effets visibles pour les producteurs et ont consolidé la crédibilité technique du programme.

##### **(ii) Des investissements dont l'efficacité reste débattue**

Deux choix stratégiques concentrent l'essentiel des controverses sur l'efficacité.

Le premier concerne le diagnostic agronomique initial conduit pour WP3 pour situer le besoin des acteurs sur lequel fixe l'intervention. Pour certains acteurs du projet, ce travail préparatoire était indispensable pour comprendre l'état des systèmes maraîchers, caractériser les contraintes phytosanitaires et poser une base scientifique commune. Pour d'autres, ce diagnostic a absorbé une part disproportionnée des ressources au démarrage, a entraîné des délais importants et a repoussé la mise en œuvre d'actions visibles auprès des producteurs. L'évaluation constate que ce débat reste ouvert : une partie des équipes considère le diagnostic comme un investissement nécessaire, une autre le voit comme un coût d'opportunité élevé qui a retardé la génération d'effets concrets. En termes d'efficacité, cela signifie qu'une partie des dépenses initiales a produit des connaissances structurantes mais n'a pas immédiatement produit des résultats opérationnels.

Le second concerne la structuration des VBN. Pour leurs promoteurs, les VBN constituent un levier de structuration économique : ils visent à relier production, accès aux intrants, transformation, accès au financement et débouchés commerciaux, avec un accent particulier sur l'insertion des jeunes et des femmes dans la chaîne de valeur. Dans cette lecture, les VBN sont perçus comme une solution d'efficacité parce qu'ils mutualisent des services au lieu d'intervenir producteur par producteur. Des résultats positifs ont été signalés en termes d'accroissement de revenu et de confiance entre acteurs. D'autres interlocuteurs estiment toutefois que les VBN

restent fragiles, encore faiblement connectés à des marchés porteurs, et insuffisamment consolidés en modèles économiques autonomes. Dans cette deuxième lecture, les VBN ont mobilisé des ressources importantes sans avoir encore démontré une capacité claire à perdurer sans appui externe. Ici aussi, l'efficacité est donc conditionnelle : elle dépendra de la capacité des VBN à devenir des structures fonctionnelles et viables au-delà du financement du projet.

### **(iii) Des zones où l'efficacité reste difficile à démontrer**

Deux éléments réduisent la possibilité d'argumenter que les coûts engagés sont pleinement justifiés par les effets atteints à ce stade.

Le premier est l'absence d'une théorie du changement intégrée traduite dans le pilotage opérationnel. Chaque Work Package a fonctionné largement selon sa propre logique technique et institutionnelle. Cette fragmentation limite la lisibilité du "chaînage" entre les dépenses et les effets finaux recherchés (par exemple : comment les activités variétales, les pratiques agronomiques, les réseaux d'affaires, la demande en légumes et les preuves pour l'influence politique s'articulent et se renforcent mutuellement). Autrement dit, même lorsque des résultats existent, il est difficile de dire s'ils découlent d'une stratégie commune ou d'initiatives isolées. Cela pèse sur l'argumentaire d'efficacité globale.

Le deuxième est la place limitée donnée, en pratique, aux instituts nationaux de recherche (INRAB, IER, INERA). Le document du projet faisait de ces instituts de recherche des acteurs centraux, capables d'ancrer les résultats techniquement et institutionnellement, donc de réduire à terme les coûts d'appui externe et d'augmenter la durabilité. Dans la mise en œuvre, les montants qui leur ont été alloués sont restés faibles et leur rôle a été fragmenté, ce qui réduit la probabilité d'obtenir cet effet de levier structurel à moyen terme. À court terme, ce choix a pu accélérer l'exécution ; à moyen terme, il affaiblit l'argument "chaque euro investi renforce la capacité nationale et réduit les coûts futurs".

### **Conclusion**

L'utilisation des ressources a été efficace lorsqu'elles ont été orientées vers l'appui technique, la formation et la diffusion de pratiques améliorées, qui ont produit des effets visibles et pertinents pour les producteurs. En revanche, le diagnostic agronomique initial et la mise en place des VBN apparaissent comme des investissements dont l'efficacité reste limitée : le premier a retardé la mise en œuvre tout en mobilisant des ressources considérables, et les seconds n'ont pas encore démontré une valeur ajoutée proportionnelle aux moyens investis. Globalement, l'efficacité de l'utilisation des ressources est donc inégale : satisfaisante dans le domaine technique, mais insuffisante dans certains choix stratégiques.

#### **4.4.3 Quels sont les facteurs qui ont facilité ou entravé l'efficacité de la mise en œuvre ?**

L'efficacité de la mise en œuvre a été façonnée autant par des facteurs positifs (qui ont permis de produire des résultats visibles avec des ressources limitées) que par des contraintes structurelles (qui ont ralenti ou renchéri l'action). Les éléments ci-dessous reprennent ces deux dimensions.

#### **Facteurs facilitateurs**

##### **1. Compétence et engagement des équipes nationales**

Plusieurs interlocuteurs soulignent la qualité et l'engagement des jeunes chercheurs et techniciens mobilisés dans les pays, en particulier au Bénin. Leur capacité à accompagner directement les producteurs, à adapter les recommandations techniques et à maintenir une présence de terrain malgré les retards de démarrage a été citée comme déterminante. Cet engagement a permis de générer des effets rapides et visibles (amélioration des pratiques, gains de rendement sur de petites superficies) sans mobiliser des moyens matériels très lourds. Du point de vue de l'efficacité, cela signifie que l'investissement dans le capital humain local a produit un rapport coût/résultat favorable.



## 2. **Partenariats locaux et articulation avec d'autres programmes et acteurs nationaux**

Le projet a tiré parti de partenaires d'exécution déjà opérationnels dans les territoires, notamment les ONG nationales mobilisées pour l'animation et l'accompagnement des VBN, ainsi que d'autres projets (par exemple PADMAR pour les infrastructures, PROFINA/GIZ pour l'accès au crédit). En s'appuyant sur ces acteurs implantés, le projet a pu déployer certaines activités (animation de groupe, facilitation d'accès au financement, accompagnement commercial) sans devoir reconstituer lui-même toute cette capacité sur budget propre. Cela a permis d'éviter certaines duplications d'investissements et d'accélérer l'accès aux services. Sur le plan de l'efficacité, cela revient à acheter de la capacité existante plutôt que de la reconstruire intégralement, ce qui réduit le coût marginal par résultat obtenu.

## 3. **Approches participatives et proximité avec les producteurs.**

Les champs-écoles, les démonstrations, les visites croisées entre producteurs et le retour itératif sur les pratiques de production et de post-récolte sont cités comme des leviers efficaces. Ces approches favorisent l'adoption technique à un coût relativement bas par rapport à des dispositifs plus lourds de formation formelle. Elles renforcent aussi la confiance des producteurs dans les recommandations, ce qui accélère l'appropriation. Ici encore, le ratio ressources mobilisées / changement observé est perçu comme favorable.

## 4. **Structuration progressive des réseaux économiques locaux**

Pour certains acteurs, la mise en place et l'animation des VBN a facilité la mise en relation des acteurs de la filière (production, transformation, commercialisation, accès au financement), en particulier pour les jeunes et les femmes. Dans cette lecture, ces réseaux jouent un rôle de plateforme locale : ils mutualisent l'appui au lieu de cibler uniquement des individus isolés. Cela crée un potentiel d'efficacité parce que le projet peut accompagner un groupe organisé plutôt que financer une série d'appuis ponctuels dispersés.

### **Facteurs contraignants**

#### 1. **Retards initiaux et lourdeurs de démarrage**

Le projet a connu près d'un an de retard sur composante 3, lié notamment au remplacement de personnel clé, aux réorganisations internes et au temps consacré au diagnostic agronomique initial. A cela s'est ajouté la période du COVID, qui a entraîné des empêchements de travail sur le terrain important. Ces décalages ont eu un coût d'opportunité : des ressources ont été engagées alors que les activités visibles pour les producteurs tardaient à démarrer. Du point de vue de l'efficacité, une part non négligeable des dépenses initiales a servi à préparer et structurer, plutôt qu'à générer des effets immédiats.

#### 2. **Fragmentation du consortium**

Chaque institution partenaire (WorldVeg, WUR, CIRAD) a, surtout au démarrage, travaillé de manière largement autonome selon la logique de "son" Work Package. Cette fragmentation a limité les synergies entre volets techniques (production, pratiques post-récolte, réseaux économiques, consommation), généré des doublons et ralenti l'émergence d'une stratégie commune. Même si la collaboration s'est améliorée après l'évaluation à mi-parcours, cette dynamique initiale a pesé sur l'efficacité globale, en réduisant la capacité à mutualiser les efforts et à partager des ressources. (La question de la coordination inter-WP et du rôle du WP1 est analysée plus en détail dans la section 4.4.5.)

### 3. Multiplication des contrats et charge administrative

Au lieu d'un dispositif contractuel commun, chaque grand partenaire du consortium a contractualisé séparément les instituts nationaux de recherche (INRAB, IER, INERA). Pour les instituts, cela s'est traduit par des procédures multiples (négociation, contractualisation, reporting, facturation) pour des montants unitaires limités. Cette configuration a augmenté les coûts de transaction pour tous les acteurs, sans toujours générer un effet de levier proportionné. Elle a également fragmenté la visibilité financière, ce qui rend plus difficile le pilotage global des ressources.

### 4. Rigidité administrative et budgétaire

Plusieurs interlocuteurs soulignent que la flexibilité budgétaire était très limitée. Les ressources ne pouvaient pas être facilement redéployées d'une ligne à l'autre ou d'un Work Package à l'autre pour répondre à un besoin opérationnel urgent. Selon ces interlocuteurs, cette rigidité venait moins des règles du bailleur que des accords internes entre partenaires, qui figeaient les enveloppes par Work Package et par institution. Cela a restreint la capacité du consortium à ajuster l'allocation des ressources en fonction de l'évolution du contexte, ce qui réduit l'efficacité.

### 5. Contexte sécuritaire et sanitaire

L'insécurité au Mali et au Burkina Faso ainsi que les effets résiduels du COVID-19 ont limité la présence sur le terrain dans certaines zones au démarrage et compliqué l'organisation d'activités collectives. Le maintien d'une activité opérationnelle dans ces environnements a exigé des efforts logistiques et de coordination supplémentaire. Obtenir un résultat "standard" a donc parfois coûté plus cher dans ces contextes que dans un environnement stable.

## Conclusion

L'efficacité de la mise en œuvre a été soutenue par la qualité des équipes techniques nationales, l'appui de proximité aux producteurs, l'utilisation d'acteurs déjà implantés dans les territoires (y compris les ONG nationales pour l'animation des VBN), et des approches participatives qui ont permis de diffuser des pratiques améliorées à coût relativement maîtrisé.

Elle a toutefois été freinée par un démarrage lent et coûteux en préparation, une gouvernance fragmentée entre partenaires, une multiplication des procédures contractuelles et administratives, une faible flexibilité budgétaire interne et des contraintes sécuritaires.

#### 4.4.4 La gestion du projet a-t-elle été mise en place, dotée en personnel et équipée de manière appropriée ?

Le projet a pu compter sur des équipes compétentes et motivées, notamment au Bénin où des chercheurs et techniciens locaux ont été mobilisés. Leur contribution est jugée déterminante pour obtenir des résultats techniques rapides et pertinents. Plusieurs interlocuteurs soulignent que la qualité des jeunes chercheurs formés est un acquis durable du projet.

Ce constat positif est toutefois nuancé par des éléments de gestion interne.

- D'une part, certains membres du personnel national ont exprimé un faible sentiment d'appartenance au projet, se percevant davantage comme main-d'œuvre d'exécution que comme parties prenantes à part entière. Cette perception limite la motivation à long terme et fragilise la rétention des compétences.
- D'autre part, la coordination centrale a joué un rôle utile de suivi et de liaison avec les bailleurs, mais avec un mandat limité. Le coordinateur de projet n'avait pas l'autorité nécessaire pour imposer des décisions ou arbitrer entre les Work Packages gérés par les différents partenaires. En pratique, chaque partenaire a continué à piloter "son" Work Package avec une marge d'autonomie élevée. Cela a réduit la capacité de la gestion



centrale à orienter les priorités de manière intégrée et à réallouer les efforts lorsque cela aurait été nécessaire (voir également section 4.4.5).

- La stabilité du dispositif de gestion a aussi été affectée par plusieurs ruptures de personnel. Le turnover au début du projet, notamment au sein de l'équipe technique du CIRAD, a entraîné des retards d'environ un an pour certaines composantes. Par ailleurs, le décès soudain du responsable du suivi-évaluation a obligé à réaffecter cette fonction en urgence.

## Conclusion

Le projet a disposé de ressources humaines techniquement solides dans les pays et d'une coordination centrale opérationnelle, ce qui lui a permis de délivrer un appui technique crédible malgré un contexte difficile. Cependant, l'absence d'un mandat fort pour la coordination centrale, le turnover du personnel clé et l'affaiblissement temporaire de la fonction de suivi-évaluation ont limité la capacité de gestion à piloter le projet de manière pleinement intégrée et à ajuster l'allocation des ressources en temps utile.

### 4.4.5 Les lots de travail ont-ils été bien conçus et définis pour garantir une mise en œuvre efficace des activités ? Comment la coordination et la collaboration entre les lots de travail et les partenaires du consortium ont-elles été optimisées ?

Les Work Packages (WP) ont été conçus avec une répartition claire des responsabilités scientifiques et opérationnelles. Cette structuration a permis d'atteindre certains résultats techniques, et dans certains cas des synergies positives ont été observées, comme la collaboration entre recherche variétale et pratiques agronomiques pour tester des variétés en conditions réelles de pression de maladies.

Cependant, la majorité des interlocuteurs relèvent des limites importantes dans la coordination entre WP :

- Chaque WP a souvent avancé de manière autonome, en fonction des priorités de son cahier de charges, ce qui a freiné la construction d'une dynamique collective.
- Certains soulignent que le projet n'était pas guidé par une théorie du changement intégrée, ce qui a conduit à une juxtaposition de logiques institutionnelles plutôt qu'à une stratégie commune.
- La fragmentation a accentué cette tendance, renforçant le cloisonnement entre recherche et développement, même si, la collaboration entre les membres des équipes s'est beaucoup améliorée depuis l'évaluation à mi-parcours.
- La multiplication des contrats bilatéraux entre institutions internationales et instituts nationaux de recherche a également contribué à renforcer cette logique de silos.

Ainsi, si quelques synergies fonctionnelles existent, elles apparaissent davantage comme des exceptions que comme le résultat d'une conception cohérente et d'une coordination forte.

---

*« Chaque WP dispose de son propre chef de file... cette indépendance rend parfois difficile une synergie pleine entre les Work Packages. »*

*« Le coordinateur n'avait pas d'autorité, chaque partenaire gérait son budget de manière autonome. Cela a limité la cohérence et l'efficacité. »*

---

## Conclusion

La conception des Work Packages a permis de structurer le projet, mais elle a aussi contribué à renforcer une logique institutionnelle fragmentée. L'absence de vision intégrée et de mandat fort pour la coordination a limité les synergies et l'efficacité globale. Une phase suivante devrait

mettre davantage l'accent sur une gouvernance commune et sur la mise en place de mécanismes favorisant la collaboration inter-WP dès le départ.

#### 4.4.6 Les allocations budgétaires entre les lots de travail et les pays ont-elles permis d'atteindre les produits et les résultats du projet ?

L'allocation budgétaire et dépenses de SafeVeg est structurée par Work Package (WP), comme présenté en section 4.4.1, et non par pays. Chaque partenaire du consortium porte un ou plusieurs WP, avec l'enveloppe correspondante, et déploie ensuite des activités dans plusieurs pays à partir de cette enveloppe thématique.

Dans ce cadre, les ressources allouées aux différents WP ont permis de financer les principales composantes prévues du projet : appui technique aux producteurs et amélioration des pratiques agronomiques et post-récolte ; développement et diffusion de variétés plus résilientes ; structuration économique via les réseaux d'entreprises maraîchères (VBN) ; travail sur la consommation et la sécurité sanitaire des légumes ; et génération d'évidence pour nourrir le dialogue politique. Ces activités ont été effectivement mises en œuvre dans les trois pays, et elles ont produit des résultats techniques et organisationnels visibles. À ce titre, on peut conclure que les allocations budgétaires par Work Package ont permis d'atteindre une grande partie des produits attendus.

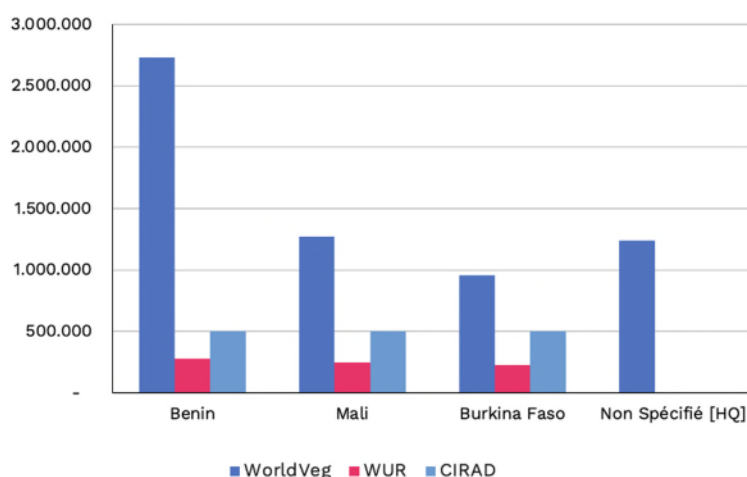
Plusieurs limites réduisent cependant la capacité d'aller plus loin dans l'analyse de l'efficacité allocative.

##### 1. Les montants imputés aux pays ne correspondent pas uniquement à des activités nationales

Les dépenses présentées par pays (voir Figure 10) montrent une part apparemment élevée de ressources imputées au Bénin. Cela ne signifie pas que le Bénin a "reçu" beaucoup plus d'activités que le Mali ou le Burkina Faso. Une partie importante des coûts imputés au Bénin correspond en fait à des fonctions de coordination, de support et de suivi multi-pays, logées à Cotonou mais bénéficiant aux trois pays. Par exemple le sélectionneur basé au siège a contribué au développement des différentes variétés qui ont été testées/diffusées dans les 3 pays. Leurs contributions devraient donc être réparties équitablement sur les 3 pays.

Autrement dit, les chiffres par pays ne décrivent pas une allocation autonome par pays, mais une imputation comptable.

Figure 10 : Répartition des dépenses entre les pays



##### 2. Absence de ventilation standard terrain / support

Il n'existe pas de ventilation systématique qui distinguerait, pour chaque WP et chaque pays, les dépenses directement liées aux activités de terrain (formations, accompagnement technique,

structuration économique) et les dépenses liées aux fonctions transversales (gestion, supervision, logistique régionale). Ces informations détaillées existent au niveau des pièces comptables internes (imputation par poste, par personnel, par activité). Toutefois, leur exploitation aurait nécessité un travail d'apurement et de reconstruction analytique ligne par ligne, Work Package par Work Package et pays par pays — un exercice trop lourd au regard du calendrier de l'évaluation finale. Méthodologiquement, cela empêche de calculer un "coût par résultat" à l'échelle de chaque pays.

### **3. Faible marge d'ajustement entre enveloppes**

Les enveloppes étant définies par Work Package et par institution responsable, la flexibilité budgétaire pour réallouer des ressources d'un WP à l'autre ou d'un pays à l'autre est restée limitée. Comme discuté en 4.4.1 et 4.4.5, les ajustements ont surtout été réalisés à l'intérieur de chaque WP géré par un même partenaire, plutôt qu'entre partenaires. Cela limite la capacité à orienter davantage de moyens vers les zones où la demande ou le potentiel de résultats étaient les plus élevés.

#### **Conclusion pour 4.4.6**

Sur le premier volet de la question (« ont-elles permis d'atteindre les produits et les résultats du projet ? »), la réponse est globalement oui : la structuration budgétaire par Work Package a permis de financer les principaux axes du projet et de générer des résultats techniques et organisationnels dans les trois pays.

En revanche, sur le deuxième volet implicite (« les allocations entre pays et entre WPs étaient-elles optimales du point de vue de l'efficacité ? »), l'évaluation ne peut pas conclure de manière robuste. Le projet ne suit pas les coûts d'une manière qui permettrait de relier de façon comparable un niveau de ressources à un niveau de résultats par pays ou par Work Package, ni de dire si les mêmes résultats auraient pu être atteints avec moins de ressources ou avec une répartition différente.

## **4.5 Durabilité et mise à l'échelle**

### **4.5.1 Dans quelle mesure les stratégies et les activités sont-elles reprises par les organisations politiques, publiques et privées ?**

Les stratégies et activités développées dans le cadre du projet SafeVeg sont reprises de manière différenciée par les organisations politiques, publiques et privées.

Ainsi, au niveau politique, on note l'intégration de certaines innovations du projet SafeVeg dans les dispositifs de gouvernance agricole des pays. Il s'agit par exemple de l'inscription des nouvelles variétés maraîchères homologuées et inscrites/en cours d'inscription, aux catalogues officiels des pays ciblés. Cet important acquis traduit une volonté politique affichée d'institutionnalisation des acquis du projet, via les processus en vigueur des systèmes nationaux de recherche variétale. En outre, la réglementation facilitant la circulation des variétés enregistrées pour l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest, renforce la reconnaissance politique des acquis du SafeVeg en la matière, au-delà du cadre national des pays ciblés.

Au niveau public, le projet SafeVeg, au cours de sa mise en œuvre, a fait l'option stratégique d'associer toutes les parties prenantes clés, pour un portage de ses acquis. Il s'agit en effet de l'implication des institutions publiques au niveau déconcentré dans les activités de formation des producteurs sur les bonnes pratiques de production et de résilience face au changement climatique. Les agents techniques au niveau des institutions publiques disposent de ce fait des compétences nécessaires pour poursuivre l'encadrement des producteurs autour des innovations développées dans le cadre du projet dans son ensemble.

Au niveau privé, plusieurs acteurs se sont appropriés de certains acquis du projet comme le fonctionnement en réseau d'entreprises maraîchères à travers la contractualisation et les ventes groupées. Les entreprises semencières s'illustrent également dans la multiplication et la diffusion



des semences améliorées mises en place par le projet grâce à leur accès à de nouveaux réseaux de fourniture de matériels végétaux. Aussi, faut-il noter l'implication des producteurs eux-mêmes dans le processus de sélection variétale et d'adoption de certaines pratiques agroécologiques, à travers le développement d'autres branches de services offerts à leurs pairs, notamment en matière de fertilisants organiques. Les pratiques agroécologiques (rotation, bio-intrants, pépinières, etc.) sont déjà intégrées dans les itinéraires techniques des producteurs et devraient perdurer.

La collaboration du projet avec des institutions, projets/programmes abordant la question du développement maraîcher au niveau des pays d'intervention témoigne aussi d'une dynamique accrue de synergie et de complémentarité, pour un impact encore plus ancré. Au Burkina Faso, le partenariat avec la FAO a permis à cette organisation de disposer de fiches techniques de variétés de spéculations locales comme l'Amaranthe pour ses commandes et de diffuser les nouvelles variétés de légumes auprès de plusieurs centaines de producteurs les plus vulnérables.

Un aspect non moins important de la durabilité des acquis du projet est celui de la génération et du partage des connaissances acquises dans son cadre, à travers les publications d'articles scientifiques ainsi que le partage des résultats via des mémoires et les participations des étudiants impliqués sur le projet à différents colloques scientifiques locaux, nationaux qu'internationaux. Cette approche favorise une large diffusion des acquis scientifiques du projet SafeVeg, tout en renforçant leur appropriation par un public diversifié, allant des chercheurs aux décideurs.

Il faut cependant relever que l'appropriation des acquis du projet par les décideurs reste un défi. Un premier pas a été réalisé avec l'élaboration des feuilles de route par pays pour le développement de la production semencière. Si l'opérationnalisation de ces feuilles de route n'est pas accompagnée, la durabilité des impacts restera limitée. Aussi les acquis en matière de consommation des légumes restent à être renforcés, même si des efforts considérables sont notés dans ce sens, étant donné le faible impact du projet sur le développement des restaurants de rue du fait de la faiblesse des appuis qu'ils ont reçus.

#### **Conclusion :**

La probabilité de poursuite est élevée grâce à l'appropriation des acquis du projet par les producteurs, coopératives, semenciers et instituts nationaux de recherche. Néanmoins, le projet gagnerait à davantage renforcer les capacités des VBN et des institutions nationales de recherche à produire les semences de base (infrastructures de production, de conservation) en continu sans son appui. Aussi, la question foncière constitue un des risque majeur à la durabilité des acquis.

#### **4.5.2 Quelle est la probabilité que les résultats se poursuivent et s'étendent au-delà de la portée et de la durée du programme, en particulier par les petits exploitants, les coopératives, les PME, les institutions nationales de recherche et d'autres prestataires de services publics et privés pertinents dans le secteur ?**

Le projet SafeVeg, dans l'ensemble, a permis la mise en place d'une dynamique susceptible d'être pérenne auprès des différentes parties prenantes touchées par ses interventions. Pour les petits exploitants et coopératives, les acquis en matière : (i) de formation sur les pratiques agroécologiques résilientes face au changement climatique ; (ii) d'utilisation des semences homologuées pour l'amélioration des rendements ; (iii) de mise en place et dynamisation des Réseaux d'Entreprises Maraîchères orientées vers le marché, constituent une base solide de durabilité.

Pour les PME et semenciers privés, ils sont positionnés pour poursuivre la multiplication et la diffusion des semences homologuées introduites grâce aux interventions du projet. Les institutions nationales de recherche (INRAB, INERA et IER) assurent déjà des fonctions essentielles (production de semences de base, homologation, certification, etc.) qui renforcent leur ancrage institutionnel et ouvrent la voie à la mise à l'échelle. Cependant, les ressources



financières réellement allouées à ces institutions dans le cadre du projet sont restées limitées, ce qui réduit leur rôle effectif et affaiblit leur potentiel de durabilité à long terme.

En outre, la synergie avec les prestataires de services et les projets complémentaires favorise l'essaimage et la mise à l'échelle au-delà du projet.

En somme, la probabilité que les résultats du projet se poursuivent et s'étendent au-delà de sa durée est élevée, grâce à une appropriation conjointe par les producteurs, les coopératives, les entreprises semencières et les institutions publiques. Néanmoins, la pérennité dépendra du renforcement des partenariats, de la diffusion à grande échelle des variétés homologuées, de l'accessibilité des intrants, de la sécurisation foncière, et d'un soutien continu aux infrastructures et services d'appui. Ceci est d'autant plus avéré qu'un des problèmes majeurs relevés est celui de la capacité des structures de recherche à produire la semence de base (infrastructures de production, de conservation) en continu sans les appuis du projet. Les acteurs au Burkina-Faso proposent dans ce sens, la mise en place d'un partenariat public-privé entre les institutions de recherche, les sociétés semencières et les organisations de maraîchers afin de développer les chaînes de production de semences maraîchères.

### **Conclusion :**

La probabilité de poursuite est élevée grâce à l'appropriation par producteurs, coopératives et semenciers. Néanmoins, le rôle limité et sous-financé des instituts nationaux ainsi que la question foncière constituent des risques majeurs pour la durabilité.

#### **Accès au foncier : un levier stratégique pour la durabilité**

L'accès au foncier apparaît comme un facteur critique pour la durabilité et le développement des acquis du projet pour les petits exploitants individuels ou regroupés en REM/VBN. Globalement, le mode d'accès à la terre ne confère pas de sécurité foncière durable aux exploitants agricoles qui craignent une expropriation, ce qui limite leur capacité à investir à long terme dans l'amélioration des infrastructures et l'extension des superficies cultivées. En effet, sans sécurité foncière et infrastructures associées, les avancées organisationnelles et économiques risquent de rester vulnérables, malgré les progrès significatifs réalisés grâce à l'accompagnement technique, financier et institutionnel du projet.

La sécurisation foncière constitue donc un levier stratégique pour pérenniser et étendre les activités maraîchères au-delà du projet. Pour sécuriser les acquis du projet, l'obtention des garanties foncières est essentielle non seulement pour renforcer l'autonomie et la motivation des producteurs, mais aussi pour permettre l'expansion des activités et l'adoption durable des innovations techniques introduites par SafeVeg.

#### **4.5.3 En cas de probabilité réduite de durabilité, d'extensibilité et de changement des systèmes, quelles en sont les causes et comment les projets ultérieurs pourraient-ils en tirer des enseignements ?**

La durabilité et l'extensibilité limitées de SafeVeg résultent principalement d'une coordination insuffisante entre les Work Packages et, notamment, d'un manque d'intégration entre recherche et développement. Ceci a freiné la convergence des actions vers les REM qui devraient être considérés comme le point névralgique à partir duquel toutes les interventions devraient être orientées, pour un impact plus large.

Les projets futurs devraient instaurer des mécanismes de pilotage plus flexibles, favorisant la collaboration transversale, la planification conjointe et le partage régulier d'informations. Dès le démarrage, il serait utile de définir précisément les interventions prévues par chaque WP et d'assurer une communication structurée entre équipes.



Par ailleurs, garantir l'accès durable aux ressources clés constitue un levier déterminant pour la pérennité des innovations : sécurisation foncière des sites de production, infrastructures d'irrigation adaptées aux besoins locaux et approvisionnement en intrants essentiels permettront de soutenir la continuité des pratiques et d'encourager leur adoption par un nombre croissant de producteurs et de coopératives, renforçant ainsi l'impact à long terme sur les systèmes agricoles.

Un autre enseignement clé est que la faible implication opérationnelle et budgétaire des instituts nationaux de recherche a limité la durabilité du projet. Les projets ultérieurs devraient renforcer leur rôle dès la conception, afin de consolider la durabilité institutionnelle et nationale des acquis.

#### **Conclusion :**

Le manque de coordination inter-WP et l'intégration insuffisante entre recherche et développement ont réduit l'extensibilité. Les futurs projets devront renforcer les mécanismes transversaux et consolider l'implication des instituts nationaux pour accroître la durabilité.

#### **4.5.4 Les réseaux d'entreprises maraîchères continueront-ils d'exister et de fonctionner après la fin du projet ?**

Les réseaux d'entreprises maraîchères soutenus par le projet SafeVeg disposent d'un fort potentiel de continuité grâce à leur structuration solide, incluant des statuts officiels, des outils de gestion rigoureux et des mécanismes financiers internes tels que tontines et fonds de solidarité. Les formations techniques et organisationnelles ont renforcé les capacités des membres en matière de contractualisation, marketing, gestion financière et planification, tandis que l'accès au crédit agricole et aux marchés institutionnels leur assure une stabilité commerciale. La confiance, à la fois interne entre membres et externe avec les partenaires commerciaux, constitue un facteur central de pérennité, soutenue par des contrats formels et des outils de suivi collectif.

Cependant, la solidité et la pérennité de ces réseaux varient fortement selon les pays et leur degré de structuration. Leur continuité dépendra de leur capacité à maintenir un leadership actif, à accéder à des financements durables et à consolider leur intégration dans les marchés.

#### **Conclusion :**

Les réseaux d'entreprises maraîchères disposent d'un fort potentiel de continuité grâce à leur structuration et à leurs mécanismes internes de gestion. Leur survie dépendra toutefois de leur solidité organisationnelle, de l'accès au financement et de leur intégration durable dans les marchés.

#### **4.5.5 Quels critères ont été utilisés pour sélectionner les bénéficiaires et les lieux géographiques ?**

Au démarrage du projet, les critères de choix des cibles étaient surtout orientés vers le ciblage des grandes villes urbaines et zones péri-urbaines de production maraîchère. Mais au cours de la mise en œuvre, et dans le but d'atteindre les objectifs prioritaires assignés à chaque WP, les approches d'intervention/ciblage se sont entremêlées. Chaque WP a ainsi adopté une approche de ciblage différente. Cet état de choses a relativement limité la synergie des actions entre les WP sur le terrain.

Aussi, les questions sécuritaires au Mali, au Burkina et récemment au nord du Bénin ont limité les capacités d'action du projet au niveau des bénéficiaires initialement ciblés.

L'évaluation recommande, en cas de mise à l'échelle, une approche unique de ciblage des bénéficiaires afin de concentrer les actions à leur endroit, pour un impact plus élargi. Une attention particulière devrait être accordée à la sécurisation foncière des zones où l'accès au foncier est précaire, car l'absence de sécurité foncière constitue un frein majeur à la durabilité des innovations.



## Conclusion :

Le ciblage hétérogène entre WP a limité la synergie et l'impact global. Une stratégie unifiée de ciblage, combinée à une meilleure sécurisation foncière, est essentielle pour une mise à l'échelle durable.

## 4.6 Égalité de genre et inclusion des jeunes

### 4.6.1 Dans quelle mesure SafeVeg a-t-il pris en compte la dimension de genre dans ses activités, ses évaluations de besoins, ses contraintes et ses opportunités ?

Selon les listes partagées par SafeVeg, environ 33% des agriculteurs impliqués dans le projet sont des femmes, avec des variations par pays ou par activité (voir tableaux 13, 14, 15). Pour les vendeuses de légumes labellisées et les restauratrices de rue (WP2) il s'agit uniquement de femmes (200 au total).

Tableau 13 : Membres des VBN selon le sexe et par pays<sup>16</sup>

Membres des VBN (WP5)	F	H	TOTAL	% F
Mali	772	544	1316	59%
Burkina Faso	604	2126	2730	22%
Bénin	471	937	1408	33%
<b>Total</b>	<b>1847</b>	<b>3607</b>	<b>5454</b>	<b>34%</b>

Tableau 14 : Participants aux pratiques agroécologiques par sexe

Agriculteurs non-membres des VBN (WP3)	F	H	TOTAL	%F
Participants à l'étude diagnostique	928	1264	2192	42%
Participants aux pratiques agroécologiques	171	953	1124	15%
<b>Total</b>	<b>1099</b>	<b>2217</b>	<b>3316</b>	<b>33%</b>

Tableau 15 : Participants aux essais de semences par pays et par sexe

Participants essais de semences (WP4)	F	H	TOTAL	%F
Mali	69	213	282	24%
Burkina Faso	108	155	263	41%
Bénin	108	194	302	36%
<b>Total</b>	<b>285</b>	<b>562</b>	<b>847</b>	<b>34%</b>

Le projet a certainement fourni des efforts de cibler des femmes, même si la répartition n'est pas égale. Les tableaux d'indicateurs (Annexe A) montrent la même tendance, voir même un plus grand pourcentage de femmes touchées par le projet. Selon nos interlocuteurs sur le terrain,

<sup>16</sup> Nous signalons que sur les listes des VBN il y a 1687 agriculteurs dont le sexe n'est pas noté (et dont et pour 673 d'entre eux, les coordonnées et l'emplacement sont également manquants.) que nous n'avons pas pris en compte ici, car le manque de données soulève des doutes quant au statut de ces personnes.

c'est la même chose pour la participation des jeunes, mais le projet ne les a pas comptabilisé - ni dans le dispositif de suivi, ni sur les listes des producteurs participants.

Les femmes ont été activement impliquées dans les activités des VBN, où elles ont pu développer des compétences en gestion, commercialisation, production durable et planification. Des actions spécifiques ont été menées pour renforcer leur leadership et leur participation aux prises de décisions collectives. Au départ du projet une sous-représentation initiale des femmes a été constatée dans certains volets. Pour y remédier, des mesures correctrices ont été introduites, notamment l'instauration de quotas pour la participation féminine dans les formations, la distribution des kits et les ateliers. Cette mesure a permis d'améliorer la représentativité des femmes dans les différentes activités.

Les femmes restauratrices ont occupé une place centrale dans les activités du WP2. Leur intégration active dans les actions de sensibilisation nutritionnelle, de transformation alimentaire et de valorisation des légumes a été perçue comme un levier d'autonomisation économique, particulièrement pour les femmes opérant dans le secteur informel.

Toutefois, SafeVeg n'a pas fait d'analyse stratégique de genre et des contraintes importantes des femmes et jeunes n'ont pas été adressées de façon systématique. Par exemple, le critère de sélection pour participer à l'étude diagnostique WP3 était de disposer d'une exploitation agricole bien établie et facilement accessible. De nombreuses femmes et jeunes sont confrontés à des problèmes d'accès à la terre et à l'eau. Non seulement ces producteurs n'ont pas pu être inclus dans le processus, mais ces problèmes n'ont pas été pris en compte par les solutions proposées. Des efforts ont toutefois été faits pour créer des liens avec d'autres projets et, dans quelques cas, le projet a pu remédier au problème de l'eau.

Dans le même ordre d'idées, l'accent a été mis sur les cultures à potentiel commercial, qui ne sont pas nécessairement celles produites par les femmes. Les légumes-feuilles, promus par le WP2 pour leur valeur nutritionnelle, sont souvent cultivés sur de petites parcelles par des femmes marginalisées qui ne disposent pas des connaissances nécessaires pour appliquer correctement les pesticides, ce qui s'avère préjudiciable à la santé des consommateurs. Ces femmes et les consommateurs auraient pu bénéficier d'une analyse intégrée et stratégique tenant compte de ces questions.

Cela dit, les équipes projet ont adapté l'organisation des activités pour tenir compte de certaines contraintes spécifiques des femmes, (notamment les horaires et l'usage de langues locales) pour faciliter leur participation et leur compréhension.

En termes d'opportunités, SafeVeg a contribué à l'autonomisation économique des femmes en facilitant leur accès au crédit agricole et à des outils de gestion collective (cahiers de suivi, tontines, plans de campagne). Le projet a également permis à certaines femmes d'accéder à des débouchés commerciaux, y compris via la contractualisation avec des institutions comme le PAM.

## **Conclusion**

En résumé, la dimension de genre a été activement prise en compte dans la pratique, à travers des actions correctrices et des adaptations concrètes. L'accent a été mis sur l'inclusion des femmes, notamment dans les activités de transformation et de structuration des réseaux. Ainsi, l'intégration de la dimension de genre semble avoir pris la forme d'un ciblage pratique plutôt que d'une analyse stratégique approfondie des relations entre les sexes. Il subsiste des lacunes dans cette approche, notamment en ce qui concerne les jeunes et l'analyse approfondie des relations de pouvoir dans les chaînes de valeur.

### **4.6.2 Dans quelle mesure les activités du projet ont-elles conduit à une plus grande égalité des sexes dans les résultats et les avantages pour les femmes et les jeunes ?**

Une évolution possible vers une plus grande égalité des sexes n'a pas été mesurée par le projet (tout comme une ligne de base n'a pas été établie dans ce sens). Cependant, le projet a donné

l'opportunité aux femmes d'accroître leur participation économique, comme le soulignent les exemples suivants.

- Les femmes ont bénéficié de formations techniques, organisationnelles et financières, qui leur ont permis de renforcer leur autonomie économique.
- L'accès facilité au crédit agricole (une dizaine au Burkina Faso), la diversification des cultures, et l'amélioration des pratiques ont permis à plusieurs femmes d'augmenter leurs revenus, de contribuer à la scolarisation de leurs enfants, et de renforcer leur rôle dans la production et la commercialisation.
- Le projet a favorisé leur participation active à la gouvernance des VBN, en valorisant leur leadership dans les prises de décisions collectives. Plusieurs répondants affirment que l'égalité entre les sexes est respectée au sein des VBN, et que les activités ont été conçues pour tenir compte de cette dimension dans la répartition des rôles et des bénéfices.
- La gestion collective et économique (tontines, circuits courts), ce qui a favorisé une autonomisation partielle et la reconnaissance des femmes dans les chaînes de valeur locales.

Toutefois, ces efforts ne s'inscrivaient pas dans une démarche GESI (Genre, Équité, Inclusion) structurée. Une stratégie -basée sur une analyse des besoins et intérêts des femmes et jeunes et visant des changements systémiques- n'a pas été formulé, ni des outcomes spécifiques accompagnés d'indicateurs qui mesurent l'évolution vers une plus grande égalité. La participation spécifique des jeunes est peu documentée. S'ils sont mentionnés comme membres des VBN ou participants aux enquêtes, il n'y a pas d'indication claire sur des mesures ciblées en leur faveur, ni sur leur accès différencié aux résultats du projet. Aucun programme spécifique ne semble avoir été développé pour eux.

Nous ne pouvons donc pas à ce jour constater si oui ou non le projet a conduit à une plus grande égalité.

### **Conclusion**

En résumé, si le projet a permis des avancées concrètes pour certaines femmes, l'égalité des sexes n'a pas été abordée de manière stratégique. Une approche plus explicite, transversale et différenciée est nécessaire pour en amplifier les effets. L'inclusion des jeunes est peu visible et les effets sur les femmes n'ont pas été mesurés.

#### **4.6.3 Dans quelle mesure SafeVeg a-t-il contribué au renforcement des capacités des femmes et des jeunes, ainsi que des bénéficiaires au niveau national ?**

Le projet SafeVeg a contribué de manière différenciée au renforcement des capacités des femmes, des jeunes et, plus largement, des bénéficiaires dans les trois pays d'intervention. Les acquis se manifestent à travers des évolutions dans la participation, le leadership, l'accès aux compétences techniques et organisationnelles, ainsi que dans l'autonomisation économique et sociale. Toutefois, l'ampleur et la nature de ces transformations varient selon les contextes nationaux.

- Au Burkina, le projet SafeVeg a permis une évolution importante du rôle des femmes dans la filière maraîchère. Dans le cadre de la mise en place des VBN, l'approche initialement mise en œuvre pour la constitution de la première cohorte des VBN s'est basée sur des coopératives existantes, et les champions des VBN étaient les responsables de ces entités. Cette approche a limité la représentation effective des femmes parmi les champions des VBN. Pour les deux cohortes suivantes, la mise en place des VBN est passée dans un premier temps par un appel à projet des agrégateurs.trices et, dans un second temps, ces acteurs ont mis en place leur réseau sur la base de la confiance et des relations de proximité. Ce changement d'approche a permis de mieux refléter la



réalité de la filière, les femmes étant plus présentes dans la commercialisation des produits agricoles. Les cycles d'apprentissage des VBN ont renforcé leurs compétences sur les thématiques de gestion de coopérative et de négociation des prix, et ont fait émerger des leaders féminins et jeunes. Des jeunes ont aussi pris part en tant que coachs internes, dynamisant ainsi davantage les groupements.

- Au Bénin, les femmes ont particulièrement bénéficié de formations en techniques agricoles, gestion, marketing, transformation alimentaire et nutrition, renforçant à la fois leur savoir-faire technique et leur rôle accru dans les communautés. Leur autonomisation économique s'est consolidée à travers les ventes groupées, la contractualisation formelle des échanges commerciaux et l'intégration aux tontines, qui sécurisent leurs revenus et facilitent durablement l'accès au financement. Les jeunes ont également profité d'opportunités, bien que plus limitées, via leur implication dans la main-d'œuvre agricole et les programmes d'insertion, ainsi que par leur participation aux dispositifs de recherche et de formation (ex. doctorants, PSIE). De façon transversale, le projet a considérablement renforcé les capacités des femmes et des jeunes au sein des coopératives et des VBN. Enfin, l'effet se traduit aussi à l'échelle nationale, avec la diffusion d'innovations techniques et agroécologiques (biopesticides, MAB, rotation des cultures) et le renforcement des capacités organisationnelles et commerciales des réseaux de producteurs, contribuant ainsi à la durabilité et à la compétitivité de la filière maraîchère.
- Au Mali, la participation des femmes et des jeunes a été très forte en nombre, car ils occupent déjà une place centrale dans le maraîchage. Dans certaines zones, les femmes représentaient même la majorité des bénéficiaires. Cependant, cette présence importante est surtout liée au contexte local et au choix des activités, et non à une stratégie volontaire et proactive du projet. Plusieurs acteurs considèrent que la prise en compte du genre a été « mitigée », car les listes de bénéficiaires étaient souvent déjà définies et les activités n'ont pas vraiment ciblé la réduction des inégalités. SafeVeg a donc eu un impact positif sur les femmes et les jeunes, mais plutôt par effet indirect et sans démarche stratégique explicite.
- En ce qui concerne les jeunes, de façon globale, le dispositif de suivi mis en place ne permet pas de mesurer de manière précise et systématique leur niveau réel de participation aux différentes activités du projet. En l'absence d'indicateurs spécifiques et de mécanismes de collecte désagrégés par âge, il reste difficile d'apprécier l'implication effective de cette frange de la population, pourtant placée au cœur des objectifs visés. Cette limite réduit la capacité du projet à documenter de manière fiable la contribution des jeunes et à valoriser pleinement leur engagement comme levier essentiel pour la durabilité des acquis.

## **4.7 Étude de la contribution au renforcement des capacités médiatiques et à la diffusion de messages nutritionnels**

### **4.7.1 Analyse des productions de communication réalisées par les journalistes formés**

Dans le cadre de la présente évaluation, l'équipe a sous-contracté un Cabinet spécialisé en média pour réaliser une analyse spécifique de l'investissement de SafeVeg dans le renforcement des capacités des journalistes et des professionnels des médias. L'objectif était d'évaluer non seulement qui a été formé et quels types de productions ont été réalisées, mais aussi la qualité et l'orientation des contenus médiatiques générés. Le rapport du cabinet est disponible par [ce lien](#). Le nutritionniste de l'équipe d'évaluation a fait un rapport sur [l'analyse des productions journalistiques](#).

SafeVeg a investi dans le renforcement des capacités des journalistes et communicants afin d'élargir la diffusion de messages nutritionnels. Entre fin 2024 et début 2025, cinq sessions de formation ont touché 133 acteurs des médias, soit 63 Béninois (34 au Sud et 29 au Nord), 57



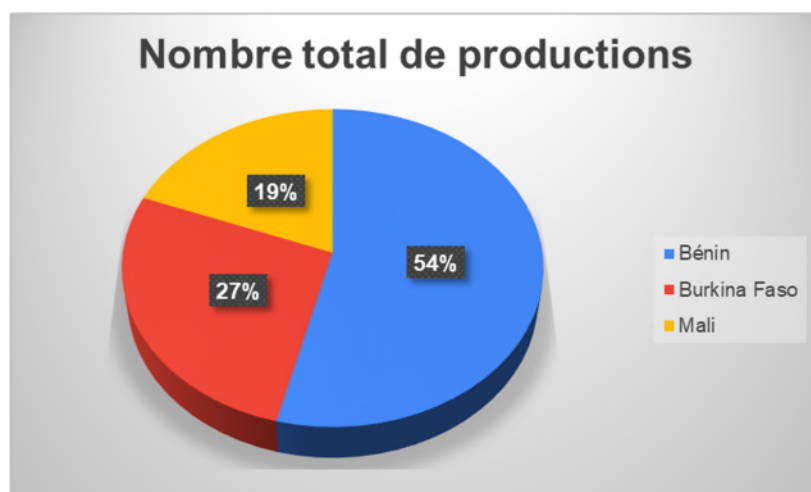
Burkinabè (35 à Ouaga et 22 à Bobo) et 13 Maliens, issus de la presse écrite, de la radio, de la télévision, des blogs et des médias en ligne.

Les thématiques abordées portaient sur l'importance nutritionnelle des légumes-feuilles, les bonnes pratiques de préparation et d'hygiène, ainsi que la promotion d'une consommation accrue de légumes sains. Les formateurs sont des nutritionnistes et des experts en communication pour le changement de comportement

Pour la première cohorte, la sélection des journalistes s'est faite par cooptation, c'est-à-dire sur la base de contacts personnels et de recommandations individuelles, plutôt que dans le cadre d'un processus ouvert ou d'une collaboration formalisée avec les rédactions. Cette approche a permis de recruter rapidement des participants motivés, mais elle a aussi limité l'implication directe des organes de presse et, par conséquent, la durabilité institutionnelle des acquis. La sélection de la deuxième cohorte a eu lieu à travers les faïtières des médias.

Malgré ces limites dans la sélection des participants, l'évaluation montre qu'au moins 115 productions médiatiques peuvent être attribuées à ces formations (62 au Bénin, 31 au Burkina Faso et 22 au Mali), couvrant des articles en ligne, émissions radiophoniques, reportages télévisés et billets de blog. La radio, en particulier via des réseaux communautaires (FeRCAB au Bénin), a permis d'atteindre des publics plus larges en milieu rural, tandis que les contenus en ligne se sont surtout adressés aux audiences urbaines.

Figure 11 : nombre de productions par les journalistes formés par pays



L'analyse du contenu révèle que 45 % des messages traitaient de nutrition et santé, 30 % de la formation des journalistes, 15 % de bonnes pratiques culinaires, et 10 % de sensibilisation des consommateurs. Au Bénin, un concours médiatique a mobilisé 45 œuvres, dépassant le nombre de journalistes formés, signe d'un intérêt élargi pour la thématique.

Toutefois, des limites ont été identifiées : faible proportion de contenus en langues locales, sélection des participants souvent par cooptation plutôt que via un plan média institutionnel, absence de stratégie de suivi systématique des productions et d'évaluation de leur impact sur les comportements de consommation. Ces éléments suggèrent que si la contribution de SafeVeg au renforcement des capacités médiatiques est tangible, son effet direct sur les habitudes alimentaires reste encore difficile à mesurer.

#### 4.7.2 Analyse des productions de communications réalisées par l'équipe SafeVeg

En complément des observations de terrain, une analyse systématique des productions de communication de l'équipe SafeVeg a été réalisée par le nutritionniste de l'équipe d'évaluation. Le rapport complet est disponible via [ce lien](#).

Cette étude visait à apprécier la contribution des outils de communication à la promotion de la consommation de légumes sains. Les analyses ont porté sur les vidéos YouTube, les newsletters, les articles de recherche, les documents techniques et de recherches ainsi que des documents d'orientation et des Policy briefs produits par les équipes pays, les partenaires de mise en œuvre, et la coordination globale du projet SafeVeg. Ces productions diverses accessibles sur divers site web et YouTube, mises à la disposition de l'équipe d'évaluation finale du projet, ont constitué les sources des données. Aussi, le mot « chaîne des valeurs des nutriments » se réfère à celle des fruits et légumes, domaine d'intervention du projet SafeVeg.

L'inventaire a recensé **40 vidéos mises en ligne** dont 38 reportages vidéo, ainsi que **32 articles d'information** publiés sur le site web de WorldVeg. À cela s'ajoutent **12 articles scientifiques** et **4 policy briefs** produits dans le cadre du projet. Ces supports ont permis d'assurer une visibilité importante au projet et de diffuser des messages en faveur de la consommation de légumes sains, notamment à travers la mise en avant des femmes (par ex. restauratrices et commerçantes) dans plusieurs interviews.

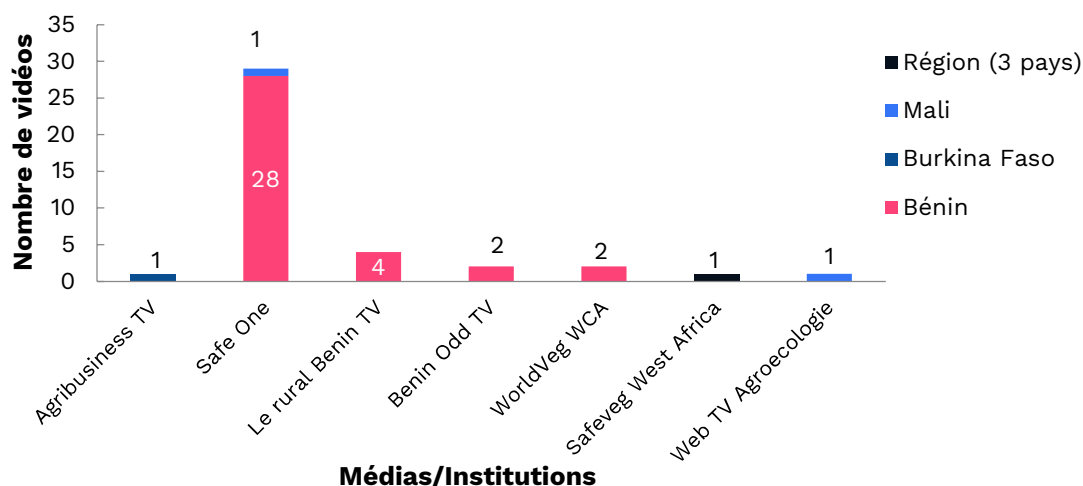
### Appréciation et analyse des vidéos diffusées

#### Analyse des vidéos diffusées

La totalité des 40 vidéos ont fait la promotion du projet et la visibilité de des activités conduites, et rapportent les résumés de : ateliers de formation, renforcement des capacités, de présentation et de validation des résultats d'études (20/40), visites de terrain, visite auprès des bénéficiaires (7/40), journées scientifiques (4/40), journée de lancement, démarrage du projet d'évènement, campagne ou cérémonie (6/40), visite officielle d'échange (3/40).

De l'analyse de la figure 12 ci-dessous, on note que le Bénin est le pays avec le plus de vidéos ayant été postées sur YouTube par les différents médias ou institutions, avec 35 films reportages. Par ailleurs, il c'est le pays où l'on dénombre 3 chaînes YouTube au niveau national.

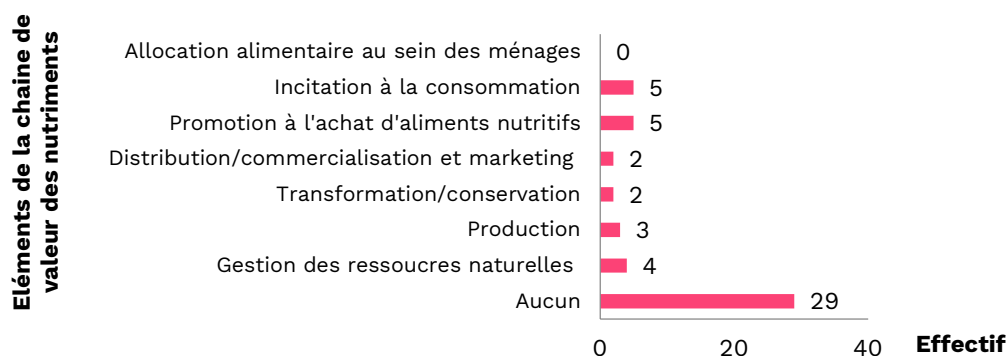
Figure 12. Répartition des vidéos YouTube publiées par pays



#### Positionnement d'influence sur la chaîne de valeur des nutriments

L'analyse qualitative de ces supports met cependant en lumière certaines limites : environ **75 % des vidéos et newsletters** ne sont pas directement reliées à la chaîne de valeur nutritionnelle (Figure ). Autrement dit, si les contenus contribuent à la visibilité générale du projet et valorisent la production et la transformation, ils n'abordent pas toujours explicitement les bénéfices nutritionnels des légumes. Le Bénin se distingue toutefois par une couverture plus large, incluant la promotion de la consommation, la transformation et la commercialisation.

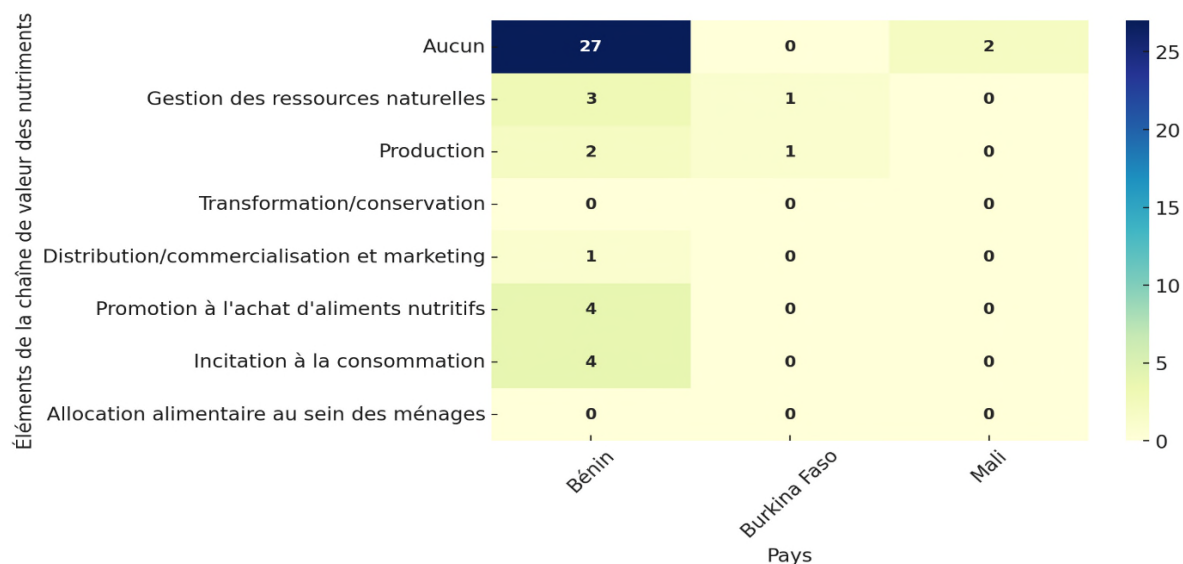
Figure 13 : Positionnement des vidéos YouTube sur la chaîne de valeur des nutriments



En extrayant l'unique vidéo sur la région, la Figure ci-dessous met en évidence la distribution des positionnements des vidéos YouTube sur la chaîne de valeur des nutriments pour chaque pays d'une part, et permet une comparaison entre les pays d'autre part.

On observe une forte disparité entre les pays. Le Bénin concentre la quasi-totalité des données, avec une présence dans plusieurs maillons de la chaîne de valeur des nutriments (promotion, incitation à la consommation, gestion des ressources naturelles, production, transformation, distribution). Toutefois, la majorité des cas restent classés dans la catégorie "Aucun" (27 cas), traduisant une faible intégration explicite de la nutrition. Le Burkina Faso n'apparaît que de manière ponctuelle, avec une contribution limitée à l'amont (production et gestion des ressources). Le Mali est quasiment absent, en dehors de quelques cas non reliés directement à la chaîne de valeur.

Figure 14 : Répartition par pays et positionnement des éléments de la chaîne de valeur des nutriments



### Appréciation des articles d'information et Newsletters

#### Appréciation des Newsletters

L'appellation newsletters englobe également les articles d'information et écrits en ligne. Ce sont 32 écrits publiés dans la quasi-totalité en anglais, et dont 1 seul en français, couvrant la période de mai 2023 à juin 2025 (Voir rapport de l'étude, annexe 2, tableau 3). Ils ont été tous publiés via

le site web de World Vegetable Center. Ces écrits constituent des articles d'informations, et sont sous WorldVeg Communications (WorldVeg in the news). Le site web enregistre 11,000 abonnés en ligne, mais aucun commentaire ne figure pour les différentes newsletters.

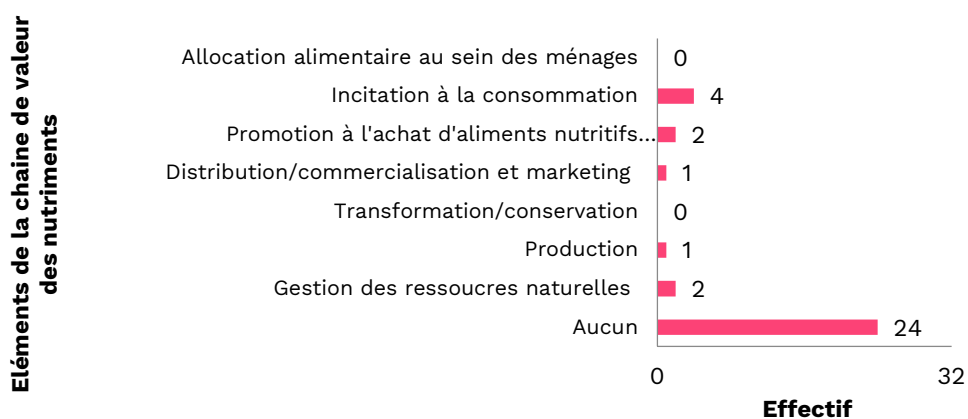
L'ensemble des 32 articles d'informations ont fait de la promotion du projet et la visibilité de des activités conduites, ou rapporte les résumés des : ateliers de formation, de validation, et présentation des résultats et rapports d'étude (15/32), visites de terrain et visites auprès des bénéficiaires (5/32), journées de lancement, démarrage du projet d'évènement, campagnes ou cérémonies (6/32), visites officielles d'échange (3/32), témoignage des bénéficiaires (3/32).

La problématique de l'accessibilité par le milieu urbain et rural demeure mitigée dû à la langue anglaise utilisée et la question de l'utilisation de l'internet. Le public ciblé, par ces publications est jugé large (globale).

#### Positionnement d'influence sur la chaîne de valeur des nutriments des newsletters

Le focus sur la chaîne de valeur des nutriments de la gestion des ressources naturelles à l'amélioration de la situation nutritionnelle, montre que 75% (24/32) des diffusions sur le site web ne sont pas clairement positionnés sur un élément de la chaîne (Figure 12). On note que ¼ de ces vidéos se positionnent sur l'incitation à l'achat d'aliments nutritifs, et également pour booster la promotion à la consommation d'aliments nutritifs. Il faut noter qu'une communication peut se positionner sur un ou plusieurs éléments de la chaîne.

Figure 12 : Positionnement des newsletters sur la chaîne de valeur des nutriments



La Figure 16, ci-dessous présente le positionnement des newsletters sur la chaîne de valeur des nutriments. L'analyse (hors l'article regroupant Éthiopie, Kenya, Bénin, Tanzanie, Madagascar) met en évidence que la majorité des documents appartiennent à la catégorie « Aucun ». Cela signifie qu'ils ne font pas de lien explicite avec la chaîne de valeur des nutriments.

Cette faible intégration est particulièrement visible :

- Bénin (17 cas),
- Burkina Faso (4 cas),
- Mali (3 cas),
- Les écrits couvrant la région Bénin–Burkina Faso–Mali (3 cas).

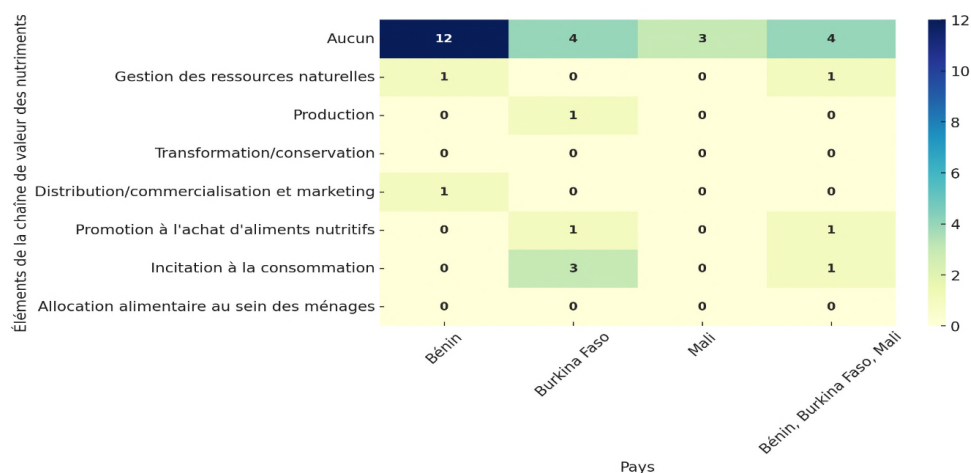
En regardant plus finement la figure 16 :

- Les textes portant sur le Burkina Faso montrent une certaine diversité. Ils évoquent la production, la promotion d'aliments nutritifs et l'incitation à la consommation.
- Au Bénin, l'accent est davantage mis sur la gestion des ressources naturelles et la commercialisation.

- Le Mali, lui, apparaît marginal, avec seulement quelques références à la promotion et à l'incitation.

Enfin, certains maillons essentiels de la chaîne de valeur, comme la transformation/conservation et l'allocation alimentaire, sont totalement absents des documents analysés. Cela met en évidence une lacune importante dans la couverture de la chaîne.

Figure 13: Positionnement des newsletters sur la chaîne de valeur des nutriments et comparaison entre les pays et ceux de la région



### Analyse des publications scientifiques et documents de politique d'orientation<sup>17</sup>

Il s'agit de 12 articles de recherche tous en langue anglaise, cinq documents techniques et d'Informations et un guide pratique de reconnaissance tous en langue française, quatre documents de politique d'orientation dont une feuille de route (en français et en anglais) et trois notes politiques et Policy briefs (deux en français et un en anglais), et deux rapports d'étude (un en anglais et un en français). Ces documents ont été publiés ou produits entre 2022 et 2025. Ces écrits ont été faits dans un contexte global de production des données probantes et valorisation des résultats du projet (Voir le rapport additionnel « analyse des productions de communications réalisées par l'équipe SafeVeg », à son annexe C, tableau 4). De manière spécifique c'était pour analyser les politiques relatives à l'environnement alimentaire et nutritionnelle (2/24), améliorer la production et la productivité agricoles, et les pratiques sanitaires, (16/24), analyser et comprendre les comportements et les attitudes et les pratiques locales en matière d'alimentation et de nutrition (2/24), fournir des orientations d'actions (4 /24).

En tout sur les 12 articles de recherche, 5 concernent le Bénin, 1 le Burkina Faso, 1 pour le Mali, 1 Bénin, Burkina Faso et Tanzanie, 2 articles abordent de manière globale la région africaine, et 2 sur le Mali, Burkina et Bénin. Ces différents documents s'adressent principalement aux chercheurs, étudiants, gouvernement et ses départements techniques, ONG et aux producteurs ; cependant l'accessibilité par le milieu urbain et rural est donc très limitée, notamment pour les producteurs pour des questions linguistiques. Les quatre documents de politiques d'orientations et de policy briefs concernent le Bénin (2) et le Burkina Faso (2).

Le positionnement sur la chaîne de valeur des nutriments (ici légumes et fruits) influence sur la gestion des ressources naturelles (19/24), production (4/24), consommation d'aliments nutritifs (2/24), et de manière globale sur l'environnement et la politique alimentaire (4/24).

<sup>17</sup> Les « modules de formation » ainsi que les « catalogues des variétés » n'ont pas été pris en compte dans cette analyse comme des productions de communications, ou de communications stratégiques. N'ont pas été également pris en compte les communications sans actes et un mémoire de fin d'étude.

Sur les 12 articles de recherches publiés, sept (7) femmes sont en rang utile dont trois en 1er rang, une en 2nd et trois en 3ème position. Des 24 documents produits, quatre concernent la composante 2, 18 sont liés à la composante 3, et deux à la composante 4.

## 5 Conclusions

Le projet SafeVeg a joué un rôle catalyseur dans la promotion d'une production et d'une consommation de légumes plus sûrs en Afrique de l'Ouest. L'évaluation met en évidence plusieurs avancées significatives, mais aussi des limites structurelles qui conditionnent la durabilité et la mise à l'échelle des acquis.

### 5.1 Changements observés

SafeVeg a contribué à l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, notamment l'usage accru de fumures organiques, de biopesticides, la rotation culturale et, dans certains cas, l'introduction de filets anti-insectes et de systèmes d'irrigation plus efficaces. L'indicateur de superficies cultivées de manière plus écologique confirme ces évolutions, bien que leur ampleur varie selon les pays. L'adoption reste plus marquée là où les producteurs sont mieux organisés en coopératives ou soutenus par d'autres projets.

Sur le plan économique et organisationnel, les Réseaux d'Entreprises Maraîchères se sont affirmés comme une innovation clé, renforçant la confiance entre acteurs, facilitant l'accès aux intrants et favorisant des contractualisations locales. Cette dynamique s'est traduite par des revenus accrus pour certains producteurs et une professionnalisation progressive des pratiques.

Du côté des consommateurs, la sensibilisation menée par SafeVeg a contribué à une prise de conscience de l'importance des légumes sûrs. Des restauratrices formées, des vendeuses labellisées et des campagnes de communication locales ont stimulé la demande. Toutefois, les preuves d'un changement durable des habitudes alimentaires restent fragiles, et l'interprétation de l'indicateur de consommation est limitée par des problèmes méthodologiques.

### 5.2 Facteurs facilitants et contraintes

La réussite du projet tient à sa capacité à mobiliser une approche pluridisciplinaire et multi-acteurs, intégrant recherche, développement et structuration collective. L'implication des compagnies semencières, des chercheurs et des producteurs a permis d'introduire de nouvelles variétés maraîchères et d'accroître l'offre de semences locales. Des innovations originales, comme le bouillon 100 % légumes ou les campagnes nutritionnelles, illustrent la créativité générée par cette interaction.

Cependant, plusieurs contraintes majeures limitent l'ampleur des résultats :

- **Organisation interne et gouvernance** : la gestion en Work Packages a conduit à un fonctionnement en « silos », avec une communication et des synergies insuffisantes entre les équipes. Cela a parfois réduit l'efficacité et ralenti la circulation des résultats de recherche vers l'action sur le terrain.
- **Instituts nationaux et ancrage institutionnels** : malgré leur rôle prévu de coordination scientifique et technique, les instituts nationaux sont restés en marge de la gestion stratégique. Cette situation limite l'intégration des acquis dans les politiques publiques et leur appropriation durable.
- **Accès aux intrants et adoption** : malgré les avancées, l'usage systématique d'EPI reste limité et le respect des délais avant récolte n'est pas généralisé. L'adoption de semences améliorées est encore faible par rapport aux ambitions initiales.
- **Marchés et labellisation** : si des expériences positives de différenciation et de primes de prix ont été observées (notamment au Mali), ces mécanismes sont encore au début dans les autres pays.

- **Genre et jeunesse** : bien que les femmes et les jeunes aient bénéficié du projet, leur participation et leur accès à des opportunités stratégiques (bourses, leadership VBN) demeurent en deçà du potentiel.
- **Médias et communication** : le renforcement des capacités journalistiques a produit des contenus nombreux, mais la sélection par cooptation et l'absence de suivi d'impact limitent la portée de ces investissements.
- **Système MEL** : les lacunes dans la définition et la mesure des indicateurs, ainsi que l'absence d'approches qualitatives systématiques, réduisent la capacité du projet à démontrer et apprendre de ses résultats.

### 5.3 Conclusion générale

En définitive, SafeVeg a posé des bases solides pour transformer la filière maraîchère en Afrique de l'Ouest, en renforçant la production durable, en structurant les acteurs et en stimulant la demande pour des légumes plus sûrs. Les dynamiques enclenchées montrent qu'un changement est possible, mais leur consolidation dépendra d'un renforcement du système semencier, d'une meilleure articulation avec les marchés et les politiques nationales, et d'un suivi-évaluation plus robuste.

Le projet a réussi à démontrer le potentiel d'un modèle multi-acteurs et participatif. Toutefois, la durabilité et la mise à l'échelle nécessitent des ajustements substantiels, notamment en matière d'ancrage institutionnel, de stratégie de communication et de mesures concrètes pour la santé, la sécurité et l'inclusivité.

## 6 Recommandations

### 6.1 Pour une éventuelle phase 2 et une extension régionale

#### 6.1.1 Quels enseignements peuvent être tirés pour des projets similaires de recherche-action dans le secteur des légumes à l'avenir ?

Le projet SafeVeg a démontré la valeur d'une approche pluridisciplinaire, participative et multi-acteurs. Pour de futurs projets, plusieurs leçons peuvent être retenues :

- **Organisation du projet** : simplifier le dispositif institutionnel du projet (moins de WP, réformer les WP en passant d'une structuration en silo à une structuration multi-acteurs de chaque WP organisé autour de chefs de file et de contributeurs), initier des planifications conjointes autour de chaque WP impliquant les chefs de file et les contributeurs, améliorer la communication interne et renforcer la supervision scientifique.
- **Gouvernance et coordination** : renforcer l'autonomie des coordinations pays dans le management des projets, améliorer l'équité entre les pays dans l'affectation des ressources, instaurer un point focal fort (par ex. au sein de WorldVeg) pour harmoniser la coordination entre WP, mettre en place des dispositifs de communication dans chaque pays, et responsabiliser davantage les acteurs locaux dans la conduite des activités.
- **Recherche et formation** : poursuivre la cartographie des nuisibles pour les autres pays, continuer à financer des Masters/Doctorats.
- **Accès aux semences maraîchères** : renforcer la production locale de semences adaptées en mobilisant les instituts nationaux pour la production de pré-base/base, appuyer les compagnies semencières pour la multiplication et la commercialisation, et sensibiliser les producteurs à l'usage des semences locales de qualité, en promouvant un modèle de partenariat public-privé impliquant les instituts nationaux, les sociétés semencières et les organisations de producteurs de semences afin de renforcer les capacités nationales (infrastructures de production et de conservation) de production de semences de base.
- **A l'approche participative** : associer producteurs, compagnies semencières, vulgarisateurs et chercheurs dès la conception, et capitaliser les innovations sous forme de guides techniques, modules de formation et publications scientifiques.
- **Réseaux d'Entreprises Maraîchères (VBN/REM)** : consolider cette approche qui a favorisé la confiance, le partage des risques et la contractualisation, avec un effet positif sur la production et l'organisation de la vente des légumes.
- **Communication** : privilégier les radios locales et supports accessibles pour toucher un public large (y compris langues locales), créer un site internet centralisé en français et donner plus d'autonomie aux équipes nationales pour valoriser les acquis.
- **Analyse et conception** : renforcer le diagnostic participatif en amont (agroécologique, social, économique), intégrant systématiquement les dimensions genre, âge et territoire pour mieux cibler les groupes vulnérables.
- **Appropriation locale** : impliquer précocement les producteurs et acteurs locaux dans la définition des priorités, afin d'assurer la pertinence et adhésion et de réduire les réajustements en cours de route,
- **Promotion de la consommation des légumes sains** : développer une stratégie de communication pro-nutrition, renforcer les liens avec les associations de consommateurs, et mobiliser des nutritionnistes spécialisés pour appuyer la diffusion des messages.



### 6.1.2 Quelles sont les principales réussites qui devraient être reproduites et mises à l'échelle dans les projets ultérieurs pour un meilleur impact ?

Les principales réussites combinent innovations techniques, structuration collective et communication adaptée :

- **Produits et innovations** : Le développement du bouillon 100 % légumes (alternative au cube Maggi) ; l'usage accru de fumures organiques et de biopesticides ; et la mise à l'échelle de variétés maraîchères locales par les compagnies semencières.
- **Approches organisationnelles** : l'approche VBN/REM qui renforce la structuration et la confiance entre acteurs ; la labellisation des vendeuses de légumes sains, combinée avec un accompagnement des producteurs.
- **Communication et diffusion** : utilisation des radios communautaires et de petites vidéos via en langues locales pour diffuser les bonnes pratiques.
- **Accès aux marchés** : mise en place de partenariats commerciaux entre producteurs, grossistes et vendeuses, avec une perspective d'ouverture vers les marchés sous-régionaux (Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire).

### 6.1.3 Comment la dimension internationale (sous-régionale) pourrait-elle être renforcée ainsi que l'implication de l'expertise et/ou des entreprises néerlandaises ?

- Le maraîchage étant stratégique pour la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, SafeVeg pourrait être étendu vers des pays voisins partageant un écosystème similaire.
- L'enregistrement CEDEAO de variété facilitera leur diffusion régionale, et des pays comme le Ghana ou la Côte d'Ivoire ont déjà exprimé leur intérêt.
- Des partenariats avec des entreprises néerlandaises (East-West Seed, Rijk Zwaan, Bakker Brothers, Enza Zaden, Koppert, Holland Greentech) sont envisageables, mais doivent se faire progressivement et dans le respect du développement local afin d'éviter une dépendance vis-à-vis des grandes firmes internationales.
- Il va falloir respecter les différentes phases du développement du secteur maraîcher. Les petites productrices ne sont pas prêtes à acheter des semences hybrides à 1€ l'unité, mais certains producteurs plus avancés peuvent le faire. Une articulation progressive serait possible : commencer avec les semences locales, puis accompagner l'évolution vers une agriculture plus capitalisée, avec des serres, de l'irrigation localisée et des semences hybrides de qualité.

### 6.1.4 Comment les projets futurs pourraient-ils bénéficier de la coopération déléguée ?

#### DeSIRA

Les contraintes constatées dans cette évaluation concernant la mise en œuvre des innovations par des acteurs de la recherche ont également été constaté par l'UE par rapport au montage DeSIRA (recherche/ action). Le nouveau programme DeSIRA + qui débutera prochainement s'appuiera plus sur les organisations de producteurs et le secteur privé dans la mise en œuvre. La recherche restera toujours étroitement associée, mais plutôt comme partenaire, en particulier dans le diagnostic et le suivi. Les modes de mise en œuvre vont également évoluer, via des appels à projets régionaux, dont la gestion est aujourd'hui déléguée à l'AFD (et Agence Régionale de l'Alimentation et Agriculture – ARAA) en ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest.

#### Les Pays Bas

Les Pays Bas forment un partenaire intéressant pour l'UE au sens de l'expertise, de la rigueur de la gestion administrative et financière et de l'alignement avec les stratégies UE (Farm to fork, agroécologie et mise à l'échelle des pratiques innovantes, global Gateway, etc.). Pour



être informé sur les opportunités qui se présentent le dialogue continue avec la Délégation UE reste importante. Le point à renforcer serait la mise en valeur des partenariats avec secteur privé néerlandais et européen.

## 6.2 Pour renforcer la durabilité et l'impact

### 6.2.1 Vers une conception plus intégrée

Il est recommandé d'ancrer la conception dans une **Théorie du Changement partagée**, précisant un cheminement vers les résultats attendus, en passant par les résultats intermédiaires et en identifiant les acteurs concernés par les changements. Une telle théorie ne doit pas s'appuyer seulement sur les capacités à renforcer mais prendre en compte les autres conditions nécessaires (les motivations des acteurs et les opportunités qui se présentent pour réaliser le changement désiré). En même temps, il est important d'articuler et d'étayer par des preuves les hypothèses sous-jacentes de la ToC, afin de pouvoir l'évaluer et améliorer la stratégie au cours du projet.

Il convient également d'**intégrer des partenaires de développement aux côtés des instituts de recherche**, de **renforcer la gouvernance conjointe**, et de **concevoir les modules de travail autour de lieux et objectifs communs**, afin de maximiser les synergies entre semenciers, producteurs et consommateurs.

Il est recommandé de garder un **équilibre entre recherche et action** pour que les résultats de recherche soient mobilisés à temps pour alimenter les actions de terrain. Une telle approche favoriserait non seulement une plus grande cohésion interne du projet, mais permettrait également une montée en échelle plus réaliste et durable des innovations testées.

### 6.2.2 Vers un partenariat plus équilibré et ancré localement

L'expérience de SafeVeg montre que la structure partenariale initiale, centrée sur les instituts de recherche internationaux, a limité l'appropriation par les institutions nationales. Pour corriger cela :

- De conférer aux partenaires nationaux **un statut de membre à part entière du consortium**, avec un mandat clair et un budget propre, au lieu de les reléguer au rôle de sous-traitants contractuels.
- Organiser une **contractualisation conjointe** au niveau du consortium pour renforcer la cohésion du projet et faciliter la coordination.
- Créer de véritables **équipes-projet par pays**, disposant de leur propre mandat, budget et coordination nationale.
- Instaurer une **gouvernance sous-régionale** pour contextualiser les décisions, et de réduire les coûts de coordination et de recentrer les ressources sur l'action plutôt que sur la gestion centrale.

Un tel modèle de partenariat permettrait de mieux répondre aux principes de localisation de la coopération, tout en augmentant l'efficacité, la redevabilité et la durabilité des actions sur le terrain.

### 6.2.3 Renforcer la sécurité et l'inclusivité

Dans un contexte d'insécurité il est important d'avoir une **approche sensible au conflit**. Une telle approche respecte notamment deux principes : celui de ne pas nuire (« *do no harm* ») et celui de l'inclusion (« *nothing about me without me* »). Cela implique une bonne analyse de situation des sensibilités politiques, des relations de pouvoir et des intérêts des groupes différents. Il est important, par exemple, que de l'aide aux PDI va de pair avec de l'aide aux communautés d'accueil, pour éviter des frustrations, ou de ne pas favoriser un groupe au détriment d'un autre

et ainsi d'aggraver le conflit. L'analyse des risques et leur mitigation est également importante. La stratégie de mise en œuvre doit être axée sur ces analyses. L'approche implique également un suivi continu de la situation et l'intégration dans le dispositif de suivi d'indicateurs y référant.

De la même façon, une **approche inclusive** requiert une analyse des besoins et intérêts des femmes et des enjeux relatifs au genre dans le contexte du maraîchage. La ToC et la stratégie de mise en œuvre doivent prendre en compte cette analyse, afin de pouvoir adresser les besoins réels et d'avancer vers une situation plus égalitaire. Un dispositif de suivi sensible au genre ne fait pas simplement le comptage (désagrégation selon le genre des indicateurs), mais intègre également des indicateurs de transformation des relations de genre au niveau d'outcome. Cela nécessite, en dehors des indicateurs quantitatifs, des indicateurs qualitatifs qui répondent aux questions de comment et pourquoi les changements se produisent et qui permettent de guider la suite du projet.

**Santé et sécurité** : Le respect des EPI et des DAR demeure partiel. Il est recommandé de conditionner l'accès aux intrants et au label "légumes sûrs" à l'usage régulier d'EPI, d'équiper les VBN de kits mutualisés, et de mettre en place des mécanismes de contrôle pair-à-pair.

#### 6.2.4 Renforcer le système de suivi-évaluation et apprentissage

Le dispositif de suivi-évaluation du projet SafeVeg n'a pas pleinement permis de mesurer les changements induits ni de fournir une base solide pour l'apprentissage. Plusieurs limites ont été identifiées : définitions imprécises de certains indicateurs, difficultés d'interprétation des résultats (notamment pour l'indicateur 1.1 sur la consommation de légumes), absence de protocoles harmonisés entre pays et manque d'outils qualitatifs pour documenter les changements de comportements.

Pour une phase ultérieure, il est recommandé :

- de reformuler les indicateurs clés, en distinguant exposition, essai ponctuel et adoption durable ;
- de clarifier les définitions et protocoles de collecte afin d'assurer comparabilité et fiabilité ;
- d'intégrer des approches qualitatives (Outcome Harvesting, Most Significant Change) pour compléter les données quantitatives ;
- suivre un échantillon de producteurs ou de consommateurs dans la durée (*Tracer Studies*) pour voir comment leurs pratiques évoluent, quels obstacles ils rencontrent, et si les changements observés se maintiennent. Ça complète bien les enquêtes ponctuelles. Par exemple :
  - Retracer le parcours de producteurs formés par SafeVeg → ont-ils réellement continué à utiliser semences locales, biofertilisants, EPI ? Ont-ils maintenu leurs liens avec les VBN ?
  - Suivre quelques consommatrices/clients de restaurants → achètent-ils toujours des légumes "sûrs" ? Paient-ils encore un prix plus élevé après 1-2 ans ?
- de mettre en place des tableaux de bord pays et régionaux, permettant aux équipes de suivre les avancées en temps réel et d'ajuster les interventions ;
- de consacrer un budget dédié au MEL incluant renforcement de capacités et contrôle qualité indépendant ;
- de mieux articuler le suivi avec les besoins d'apprentissage collectif, afin que les données alimentent directement la prise de décision et l'adaptation du projet.



## Annexe A : Appréciation des indicateurs SafeVeg

Ce document donne un aperçu des valeurs des indicateurs rapportées au niveau du dashboard, y compris la comparaison aux cibles et là où c'est pertinent le pourcentage de femmes concernées. SafeVeg n'a pas comptabilisé la participation des jeunes. En dessous de chaque tableau nos observations portent sur la solidité des données et de leur signification pour les résultats du projet.

### Indicateurs d'Outcome

#	Indicateur	2021	2022	2023	2024	2025 (Q1)	Total	Femmes (%)	Cible	Différence
1.1	Nombre de personnes avec un apport alimentaire amélioré	0	7.918	15.757	120.953	55.023	199.651	29%	75.000	124.651
2.1	Nombre d'hectares sous pratiques éco-responsables	0	48	405	1.590	71	2.114	51%	2.500	-386
2.2	Petits producteurs (<1 ha) adoptant > 1 pratique climatique/intelligente	0	0	0	0	0	0	-	10.000	-10.000
2.3	Petits producteurs (<1 ha) adoptant des semences améliorées	0	0	0	0	0	0	-	90.000	-90.000
3.1	Petits producteurs avec productivité ou revenus accrus	0	714	2.696	888	1131	5.429	51%	5.500	-71
4.1	Nombre d'études d'impact ou documents de politique produits	0	0	4	0	0	4		4	0
5.1	Nombres de MSc recrutés dans le cadre du projet	0	0	27	14	1	42	29%	48	-6
5.2	Nombres de PhD recrutés dans le cadre du projet	0	5	31	14	0	9	44%	9	0
5.3	Nombre de stagiaires (coaches) formés dans le cadre du projet	0	0	176	100	0	276	?	200	76

#### Observations :

- Selon le dashboard le projet a dépassé la cible pour l'indicateur 1.1 de loin. Cependant, nous notons des grands écarts entre les chiffres reportés dans les rapports annuels et le dashboard, les premiers étant plus conservateurs que les derniers et les derniers étant plus fiables selon le projet.



Pour le premier indicateur la différence est de 46.834 personnes. Le projet n'a pas pu expliquer la différence ou même la base du calcul de cet indicateur. Une ligne de base étant non-existante et la méthode de collecte de données et de calcul n'étant pas clairs, nous avons des doutes sur le nombre rapporté, malgré les efforts de bonne foi du projet pour suivre l'évolution.

- Pour estimer le nombre d'hectares de terres agricoles gérées de manière plus écologique, le projet a calculé, à partir d'une enquête, la proportion de terres agricoles sur lesquelles les agriculteurs ont déclaré utiliser les pratiques écologiques qu'ils avaient apprises. Au cours de l'enquête, les agriculteurs ont été invités à indiquer à la fois leur superficie totale de production maraîchère et la part de cette superficie sur laquelle ils appliquaient ces pratiques. Cela a permis de calculer la proportion moyenne de terres agricoles gérées de manière écologique (82,5 % pour le Bénin, 80 % pour le Mali et 53 % pour le Burkina). Cette proportion a été multipliée par la superficie totale des terres agricoles directement touchées (SDT). Ainsi, la superficie totale des terres agricoles appliquant les BPA a été estimée comme suit :  $(SDT \text{ Bénin} \times 82,5 \%) + (SDT \text{ Mali} \times 80 \%) + (SDT \text{ Burkina} \times 53 \%)$ .
- Les indicateurs 2.2 et 2.3 réfèrent à la même enquête, mais n'ont pas été rapportés dans le dashboard.
- L'indicateur 3.1 a été calculé en estimant la proportion d'agriculteurs dans chaque pays ayant déclaré une augmentation de leurs revenus et en multipliant cette proportion par le nombre total d'agriculteurs participant aux VBN. Il n'est pas clair sur quelle base ladite estimation a été faite.
- Le projet a produit deux documents politiques concernant une feuille de route pour le secteur semencier au Bénin et deux études d'impact (Indicateur 4.1)
- Nous signalons, outre le déséquilibre entre les sexes, une dominance des étudiants du Bénin : 45% des étudiants en MSc et 66% étudiants en PhD sont basés dans ce pays. Pour les stagiaires nous n'avons aucun détail sur la répartition entre pays et sexes.

## Work Package 1

#	Indicateur	2021	2022	2023	2024	2025 (Q1)	Total	Cible	Différence
1.1	# de réunions du PMT	24	8	7	5	1	45	N.A.	N.A.
1.2	# de réunions du comité consultatif national	3	6	3	3	0	15	N.A.	N.A.
1.3	# de réunions du comité de pilotage	1	2	2	2	2	9	N.A.	N.A.
1.4	# d'autres réunions (réunions annuelles de planification du projet, atelier de lancement et atelier EOP)	3	1	1	1	1	7	N.A.	N.A.
2.1	# de réunions de planification dans le pays	3	0	0	0	0	3	3	0
2.2	# de voyages dans d'autres pays	1	2	0	0	0	3	N.A.	N.A.
3.1	# de produits de communication développés	10	4	0	0	0	14	6	8
4.1	# de rapports financiers et techniques trimestriels remis	6	4	0	0	0	10	20	10
4.2	# de rapports financiers et techniques annuels remis	1	1	0	0	0	2	5	-3



Le WP1 est centré sur la gouvernance du projet SafeVeg, la planification technique, la coordination entre pays et partenaires, ainsi que la communication et le suivi administratif et financier.

### Observations :

- Ces indicateurs paraissent mal renseignés et les valeurs sont en contradiction avec les rapports annuels. Selon les rapports :
  - Plus de trente réunions de PMT se sont tenues entre 2022 et 2024, et leur rôle a été crucial pour assurer le suivi des progrès, discuter des défis rencontrés par chaque WP et adapter la stratégie de mise en œuvre.
  - Les réunions des comités consultatifs nationaux (NAC) et du comité directeur (Steering Committee) apparaissent faiblement renseignées dans le tableau, avec des valeurs nulles après 2021. Or, les rapports confirment que les NAC ont organisé deux réunions annuelles dans chaque pays dès 2022 et que les comités directeurs se sont réunis deux fois par an (en avril et septembre/novembre selon les années).
  - La liste des produits de communications existantes comporte environ 70 éléments.
- Enfin, concernant le reporting, les résultats montrent un décalage par rapport aux cibles. Sur 20 rapports trimestriels attendus, seulement 10 ont été effectivement livrés d'après le tableau, soit la moitié. Pour les rapports annuels, 2 livrés contre 5 attendus. Les rapports annuels disponibles (2021, 2022, 2023, 2024) montrent pourtant une régularité, ce qui laisse penser que la comptabilisation ne prend pas en compte certains livrables intermédiaires. Cette relative faiblesse en termes de production administrative contraste avec les efforts observés en termes de coordination opérationnelle.

## Work Package 2

#	Indicateur	2021	2022	2023	2024	2025 (Q1)	Total	Femmes (%)	Cible	Différence
1.1	# de solutions innovantes pour la vente au détail et de modèles de distribution développés afin de rendre les légumes plus accessibles	0	2	0	0	0	2		2	0
1.2	# de personnes directement touchées	0	3.959	11.068	119.346	53.234	187.607	19%	41.250	146.357
1.3	# de personnes indirectement touchées	0	19.878	52.726	529.843	235.441	837.889	5%	412.500	425.389
2.1	# de solutions innovantes visant à rendre les légumes plus acceptables	0	0	0	0	0	0		2	-2
2.2	# de personnes directement touchées	0	3.918	10.032	270	0	14.220	6%	41.250	-27.030
2.3	# de personnes indirectement touchées	0	20.718	50.644	1.674	0	73.037	54%	412.500	-339.463



#	Indicateur	2021	2022	2023	2024	2025 (Q1)	Total	Femmes (%)	Cible	Différence
3.1	# de solutions innovantes développées pour gagner la confiance des consommateurs en matière de sécurité alimentaire	0	2	0	0	0	2		2	0
3.2	# de personnes directement touchées	0	3.959	4.689	1.607	1.789	12.044	75%	75.000	-62.956
3.3	# de personnes indirectement touchées	0	19.878	24.585	8.967	8.276	61.706	51%	150.000	-88.294

Le WP2 vise à accroître la consommation de légumes en rendant les produits plus accessibles, plus acceptables et en renforçant la confiance des consommateurs quant à leur sécurité sanitaire. Trois dimensions sont couvertes : les modèles de distribution innovants, les solutions pour renforcer l'acceptabilité et les mécanismes pour gagner la confiance des consommateurs.

#### Observations :

- Les indicateurs mesurant le nombre de personnes directement atteintes sont des estimations basées sur le pourcentage de nouveaux clients parmi l'ensemble des clients observés par le vendeur, multiplié par le nombre de jours de travail pendant l'intervention (28 semaines)<sup>18</sup>. Le nombre de personnes atteintes indirectement correspond à leurs familles, calculé en multipliant le nombre de personnes atteintes directement par la taille moyenne des ménages dans chaque pays. Le pourcentage plus élevé de femmes parmi les personnes indirectement touchées s'explique donc par la démographie et non pas par les efforts du projet. L'équipe du projet estime que le risque de double comptage est minime, car les interventions ont eu lieu dans des zones différentes. Malgré les efforts sérieux du projet pour mesurer le nombre de personnes atteintes, les indicateurs ne sont pas clairement définis et les données probantes sous-jacentes n'ont pas été partagées avec l'équipe d'évaluation. Les indicateurs 1.1 et 2.1 concernent tous deux les vendeurs de nourriture de rue, mais la différence entre les deux n'a pas pu être clarifiée.
- Le faible pourcentage de femmes directement atteintes par les interventions 1 et 2 s'explique par la plus forte fréquentation masculine des vendeurs de rue. L'intervention 3 concerne plutôt les clientes féminines des vendeuses de légumes au marché.
- Les cibles ont été atteintes ou dépassées de loin pour la première activité, mais restent très en deçà des ambitions du projet pour les deux autres et suggèrent que les interventions n'ont pas encore été mises à l'échelle comme prévu.
- Pas comptabilisé dans le dispositif de suivi, mais néanmoins un résultat important pour SafeVeg est le partenariat avec le PAM pour fournir 2200 élèves de légumes verts pendant l'année scolaire 2024-2025. Le partenariat a été renouvelé et étendu pour comprendre 120 écoles en 2025-2026.

<sup>18</sup> Pour l'activité 3 concernant les légumes labellisés, le nombre atteint directement comporte également les participants aux réunions, les vendeuses, les producteurs de légumes, les chercheurs et les enquêtés (Sikasso, Bamako).



### Work Package 3

#	Indicateur	2021	2022	2023	2024	2025 (Q1)	Total	Femmes (%)	Cible	Différence
1.1	# de rapports/articles scientifiques identifiant les principaux obstacles et opportunités liés à la production, au stockage et à la transformation des légumes.	1	5	1	3	0	10		3	0
2.1	# de rapports/articles scientifiques identifiant les ravageurs et maladies prévalents dans les cultures maraîchères sélectionnées dans les trois pays	0	0	1	2	0	3		1	2
3.1	# Nombre d'échantillons analysés pour vérifier leur qualité sanitaire	0	0	288	271	116	675		360	315
3.2	# de rapports/articles scientifiques sur la sécurité alimentaire couvrant 3 pays	0	0	0	0	0	0		2	-2
4.1	# de pratiques agricoles testées	0	8	17	21	0	46		24	22
4.2	# de rapports/articles scientifiques sur les expériences menées dans le cadre des pratiques agricoles et post-récolte sélectionnées	0	0	0	2	0	2		2	0
5.1	# de technologies déployées à grande échelle par l'intermédiaire de partenaires	0	0	0	19	2	21		3	18
5.2	# de vidéos YouTube sur les pratiques sélectionnées	0	0	0	5	0	5		5	0
5.3	# de petits producteurs alimentaires directement touchés	0	36	320	5.053	84	5.493	42%	1.000	4.493
5.4	# de petits producteurs alimentaires indirectement touchés	0	216	2.205	56.919	504	59.844	50%	9.000	50.844
5.5	# d'hectares de terres agricoles directement touchées	0	58	495	2.066	86	2.706	31%	250	2.456
5.6	# d'hectares de terres agricoles indirectement touchées	0	191	1.499	15.476	447	17.613	51%	2.250	15.363

Le WP3 s'intéresse à l'amélioration des pratiques agricoles et post-récolte, à l'analyse sanitaire des légumes, ainsi qu'à la diffusion et mise à l'échelle des innovations agroécologiques dans les trois pays du projet (Bénin, Burkina Faso et Mali).



**Observations :**

- L'évolution des données entre 2021 et 2024 révèle une montée en puissance progressive, avec un dépassement de nombreuses cibles fixées pour la fin du projet.
- Sur la recherche et la documentation scientifique, les résultats sont largement positifs avec des cibles dépassées presque partout, sauf pour l'objectif d'un rapport spécifique sur la sécurité alimentaire couvrant les trois pays, qui n'a pas encore été achevé.
- Sur l'analyse sanitaire et les pratiques agricoles et post-récolte, près du double des cibles a été atteint.
- Le nombre de producteurs atteints représentant le nombre de personnes formés par l'équipe du projet directement ainsi que par les partenaires de mise à échelle qui à leur tour ont été formés par le projet comme formateurs. Le nombre d'hectares atteints représente le pourcentage de la superficie des producteurs formés sur laquelle les pratiques proposées par le projet ont été mise en application (pour une première fois) multiplié par la taille moyenne des exploitations.
- Les producteurs formés sont à 42 % des femmes, alors que seulement 30 % de la superficie concernée est cultivée par des femmes, ce qui suggère des parcelles globalement plus petites, ou du moins moins de possibilités de mettre en œuvre les pratiques proposées par le projet.

**Work Package 4**

#	Indicateur	2021	2022	2023	2024	2025 (Q1)	Total	Femmes (%)	Cible	Différence
1.1	# d'entreprises semencières ayant augmenté leur capacité	0	8	27	0	0	35		24	11
1.2	# d'employés de l'entreprise semencière formés	0	73	104	0	0	177	25%	90	87
2.1	# de variétés promues	5	31	34	169	65	304		15	289
2.2	# de personnes directement touchées	75	92	1.175	9.227	190	10.759	36%	10.000	759
2.3	# de personnes indirectement touchées	380	449	5.622	47.116	1.178	54.745	51%	90.000	-35.255
3.1	# d'essais cliniques menés dans plusieurs sites	0	29	89	4	19	141		30	111
4.1	# d'agriculteurs accueillant des essais de démonstration de variétés dans leur exploitation	0	3	336	139	29	507	17%	300	207
4.2	# d'agriculteurs directement exposés aux performances des variétés améliorées lors de journées champêtres	44	20	313	1.138	280	1.795	31%	5.000	-3.205

Le WP4 vise à renforcer la capacité des entreprises semencières locales, à promouvoir de nouvelles variétés adaptées aux conditions agroécologiques et aux préférences des producteurs, et à accélérer leur diffusion via des essais multi locaux et des démonstrations à la ferme.



### Observations :

- Le nombre de variétés promues aussi bien que les d'essais cliniques ont dépassé de loin la cible (20 fois et presque 5 fois respectivement), ce qui fait un grand succès. Ce résultat traduit à la fois la diversité des espèces testées (piment, aubergine africaine, amarante, tomate, oignon, gombo, etc.) et la forte demande exprimée par les producteurs pour disposer de variétés améliorées adaptées aux aléas climatiques. Les essais multi locaux ont permis d'évaluer les variétés dans des environnements contrastés et de mieux comprendre leur adaptabilité et leurs performances.
- Avec 35 entreprises semencières et 177 agents semenciers formés le projet a également dépassé les cibles. La participation féminine de 25 % est significatif dans un secteur historiquement masculin.
- 507 producteurs ont accueilli des essais de démonstration (contre 300 prévus), bien qu'à ce niveau nous constatons une forte majorité d'hommes (83%)
- Le nombre de personnes directement touchées (indicateur 2.2) représente le nombre de personnes ayant reçues soit a) un kit de semences ; b) un kit de semences avec formation ; c) un voucher pour l'achat de semences au choix. Le nombre de personnes indirectement touchées (indicateur 2.3) est estimé sur la base des tailles moyennes des ménages dans chaque pays (# directement touché \* taille moyenne des ménages). Le pourcentage plus élevé de femmes parmi les personnes indirectement touchées s'explique donc par la démographie et non pas par les efforts du projet.
- Indirectement, 54.745 personnes ont été atteintes, mais ce chiffre reste inférieur à la cible révisée de 90.000. Cela signifie que, malgré la diffusion massive des variétés, la dissémination indirecte auprès des communautés reste un défi.
- L'un des indicateurs les plus en retard concerne l'exposition des producteurs aux nouvelles variétés via les journées de champ. Seulement 1.795 producteurs ont été atteints (1 247 hommes et 548 femmes), ce qui reste bien en dessous de la cible de 5.000. Ce déficit est expliqué par les rapports qui mentionnent des contraintes logistiques et sécuritaires, notamment au Mali et au Burkina Faso, limitant l'organisation d'événements de grande ampleur.

### Work Package 5

#	Indicateur	2021	2022	2023	2024	2025 (Q1)	Total	Femmes (%)	Cible	Différence
1.1	# de réseaux d'entreprises maraîchères (VBN) sélectionnés	18	0	102	75	25	220		220	0
2.1	# d'ateliers de diagnostic et de conception organisés	0	4	20	15	5	44		44	0
3.1	# de coaches de VBN sélectionnés et formés	10	0	38	4	4	56		60	-4
4.1	# de sessions de formation technique dispensées	0	40	188	209	25	462		660	-198
4.2	# d'acteurs économiques formés	28	0	179	80	29	316	?	660	-344



#	Indicateur	2021	2022	2023	2024	2025 (Q1)	Total	Femmes (%)	Cible	Différence
4.3	# de petits producteurs alimentaires directement touchés	0	1.247	4.649	1.509	1.940	9.345	?	5.500	3.845
4.4	# d'hectares de terres agricoles directement touchées	0	200	1.362	240	115	1.917	?	1375	542
5.1	# de réunions d'examen et de capitalisation organisées	0	0	9	10	6	25		44	-19

Le WP5 est consacré à l'organisation des producteurs et entrepreneurs maraîchers en réseaux commerciaux (VBN), à leur accompagnement par des coachs et champions, ainsi qu'au renforcement de leurs capacités techniques et entrepreneuriales.

#### Observations :

- SafeVeg a atteint sa cible concernant la création de VBN, des ateliers de diagnostic et de conception et presque celle de la formation des coachs. En moyenne, les ateliers de diagnostic et de conception ont regroupé 5 VBN.
- La cible pour les sessions de formation technique a été atteinte à 70% et celle de la formation des acteurs économiques à moins de 50%. Il n'est pas exclu toutefois que cet indicateur ne capte pas toutes les formations données par les coachs, parce que les rapports rendent compte d'une grande activité à ce niveau.
- L'un des indicateurs les plus frappants est celui des producteurs directement atteints via les VBN. En cumulé, 9.345 producteurs ont été impliqués, contre une cible de 5.500. L'objectif est donc dépassé de 70 %. Les données des participants des VBN ont été enregistré dans une applications qui s'appelle AKVO Flow, mais dont l'utilisation a été arrêté depuis 2023 à cause de son manque de flexibilité. L'équipe d'évaluation n'a donc pas été en mesure de vérifier les chiffres donnés.
- Sur le plan des superficies, 1.917 hectares ont été directement concernés, dépassant également la cible révisée de 1.375 hectares (soit +40 %). Elles ont été estimées sur la base d'un recensement auprès des membres du VBN, également enregistré dans AKVO Flow.
- Les rapports annuels indiquent que plus de la moitié des VBN sont dirigés par des femmes et des jeunes, et que les activités de formation et d'accompagnement ont intégré une perspective inclusive dès la conception. Toutefois, le dispositif de suivi ne donne pas des chiffres désagrégées, ni pour le sexe, ni pour l'âge.
- Enfin, 25 réunions de capitalisation et de revue ont été organisées, sur une cible de 44. L'indicateur reste en dessous de l'objectif (57 % atteint), ce qui traduit possiblement un retard dans la mise en place d'outils de suivi-évaluation participatif et de partage d'expériences. Ces réunions sont essentielles pour assurer la durabilité et l'apprentissage collectif au sein des VBN ; elles devront donc être intensifiées en 2025.



## Work Package 6

#	Indicateur	2021	2022	2023	2024	2025 (Q1)	Total	Femmes (%)	Cible	Différence
1.1	# d'évaluations des systèmes alimentaires réalisées, nombre de rapports et liens	1	2	0	0	0	3		3	0
2.1	Le tableau de bord en ligne affiche l'avancement du projet	1	0	0	0	0	1		1	0
3.1	d'articles scientifiques documentant l'impact (direct ou indirect) des interventions en faveur des légumes	0	1	0	0	0	1		3	-2
3.2	# de réformes/améliorations apportées aux principales politiques/lois/réglementations nationales en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle	0	2	0	0	0	2		3	-1
4.1	Le référentiel de données du projet est disponible en ligne	1	0	0	0	0	1		1	0
5.1	# d'étudiants en master qui ont mené leurs recherches dans le cadre du projet	0	0	27	14	1	42	29%	48	-6
5.2	# d'étudiants en PhD qui ont mené leurs recherches dans le cadre du projet	2	5	2	0	0	9	44%	9	0

Le WP6 vise à générer et diffuser des connaissances solides pour orienter les politiques agricoles et nutritionnelles, tout en renforçant les capacités académiques et scientifiques dans les pays partenaires. Les indicateurs couvrent à la fois la production de données et rapports, l'alimentation des politiques publiques, et la formation de futurs experts (Masters et doctorants).

### Observations :

- Le projet est à jour en ce qui concerne les deux premiers indicateurs et montre un retard au niveau du troisième, qui concerne la publication d'articles scientifiques documentant l'impact (direct ou indirect) des interventions en faveur des légumes. Deux études d'impact ont été conduites et les articles décrivant les résultats sont en cours de production.
- Les indicateurs 3.1, 5.1 et 5.2 se chevauchent avec les indicateurs d'Outcome déjà discutés ci-dessus. En résumé, le projet a produit deux documents politiques concernant une feuille de route pour le secteur semencier au Bénin. Quant aux étudiants, nous signalons, outre le déséquilibre entre les sexes notamment au niveau du Master, une dominance des étudiants du Bénin : 45% des étudiants en MSc et 66% étudiants en PhD sont basés dans ce pays. Pour les stagiaires nous n'avons aucun détail sur la répartition entre pays et sexes.



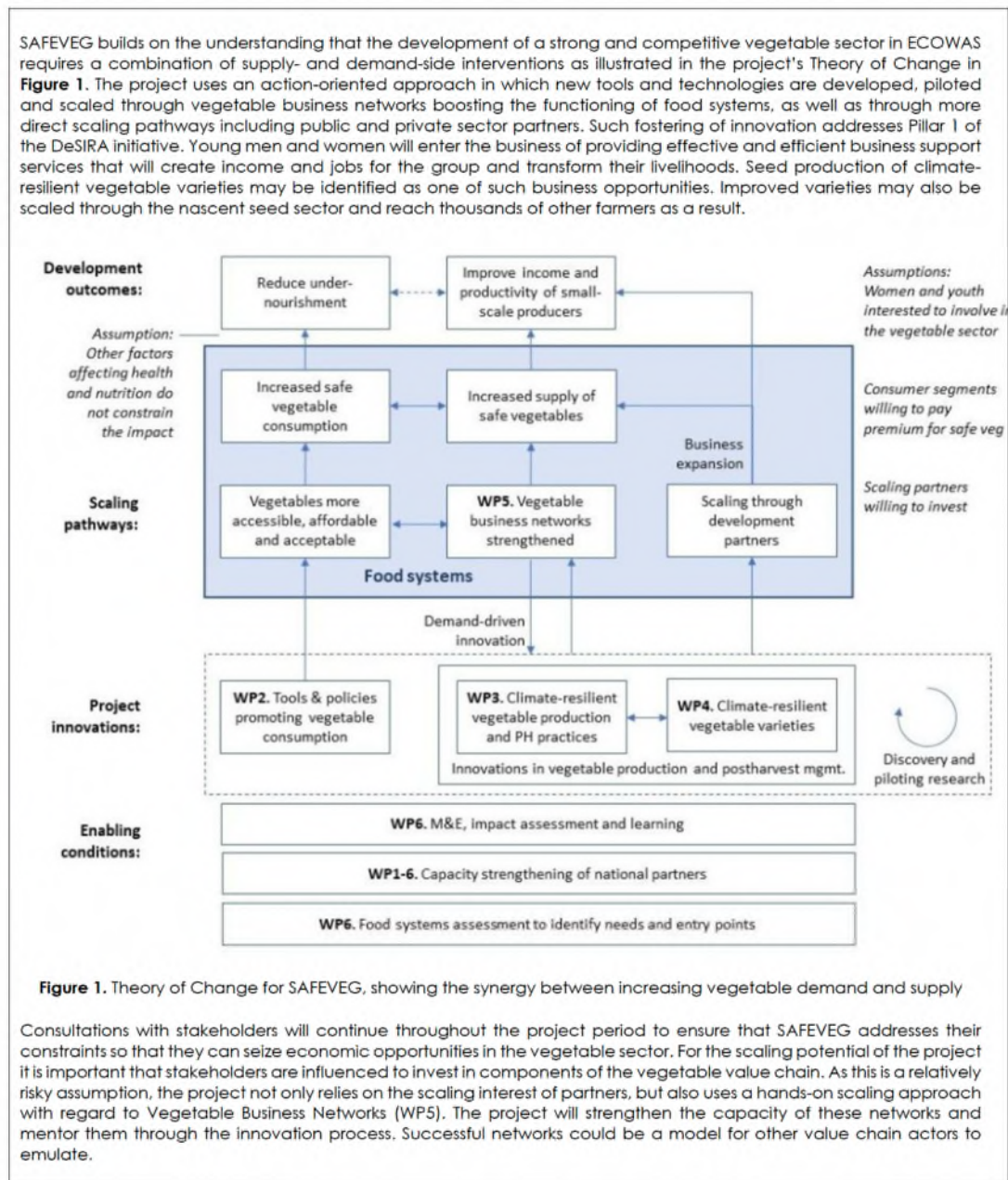
## Annexe B : Mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du projet SafeVeg

Le tableau ci-dessous présente les recommandations formulées lors de l'évaluation à mi-parcours du projet SafeVeg, ainsi que les éléments de preuve issus du rapport narratif 2024 qui indiquent dans quelle mesure ces recommandations ont été prises en compte.

N°	Recommandation MTR	Mise en œuvre constatée dans le rapport annuel 2024
1	Renforcer la collaboration inter-WP	Collaboration entre WP renforcée (notée lors du Steering Committee de novembre 2024). (voir p. 5)
2	Renforcer les synergies avec d'autres projets	Nombreux partenariats structurants mis en œuvre dans les 3 pays (CASCADE, Rikolto, MyAgro, etc.). (voir p. 5-6)
3	Améliorer la visibilité au Mali et au Burkina	Communication renforcée (vidéos, articles, ateliers de presse locaux). (voir p. 6-7)
4	Développer des conventions avec les interprofessions	Plateformes d'acteurs mobilisées (ex. Nakofin Sanuman au Mali). (voir p. 8-9)
5	Renforcer l'arrimage VBN – consommateurs	Meilleure connexion WP2–WP5, interventions VBN renforcées. (voir p. 18-22)
6	Revoir le mode de calcul des bénéficiaires indirects	Méthodologie clarifiée uniquement pour le WP2 (restauratrices de rue), avec prise en compte de l'abandon progressif et taille des ménages. Aucune précision méthodologique fournie pour les autres Work Packages. (voir p. 9)
7	Documenter les réajustements budgétaires	MEL briefs et suivi trimestriel mis en place par WP2. (voir p. 21)
8	Tenir les réunions SC dans les trois pays	Deux réunions SC en 2024 avec rotation et compte rendu. (voir p. 5-6)
9	Prendre en compte les besoins exprimés par les bénéficiaires	Actions d'adaptation aux besoins : irrigation, crédit, équipements, etc. (voir p. 18-20)
10	Revoir le ciblage des vendeuses de rue	Ciblage ajusté dans de nouvelles zones par les partenaires locaux. (voir p. 8-9)
11	Analyser la durabilité des REM avant la dernière cohorte	Étude d'impact en cours, ajustements dans la sélection. (voir p. 21-22)
12	Assurer la conservation des variétés endogènes	Variétés enregistrées, coopérations avec instituts nationaux renforcées. (voir p. 14-17)
13	Prolonger le projet pour compléter WP3	Activités et publications WP3 programmées jusqu'en 2025. (Voir p. 3-4, 24-25)

## Annexe C : Théorie du Changement du projet

### Strategy



## Annexe D : Liste des entretiens

### Mali

Province/ région	Village/ville	Entretiens ou visites réalisés
<b>BAMA KO</b>	<b>Bamako ville</b>	LTA ; Programme Fruits é Légumes -WP3 et WP4 ; Responsables WP2, WP3 et WP4 ; ONG AMSD ; FGD participants VBN- Sotuba ; FGD-Producteurs WP3- Sotuba ; Champion –Producteur-VBN-Sotuba; Coach externe ; Vendeuse Labélisée 1-Marché Médine, ASSEMA ; LABOSEM, Vendeuse Labélisée 2-Marché Médine ; DRA-Bamako ; ASCOMA ; PARC Technologie-Innovation - PSPGRN
	<b>Bamako - Samanko</b>	Coopératives des maraîchers de Samanko
	<b>Bamako-Samaya- Sibiribougou</b>	FGD participants VBN- Samaya-Sibiribougou FGD-Producteurs WP3- Samaya-Sibiribougou Championne –Transformatrice –VBN- Samaya-Sibiribougou
	<b>Bamako- Niamakorokourani</b>	FGD participants VBN- Niamakorokourani FGD-Producteurs WP3- Niamakorokourani Vendeuse Labélisée 3-Marché Wonida
<b>KATI</b>	<b>Kati -Diago</b>	FGD participants VBN- Diago; FGD-Producteurs WP3- Diago; Champion –Coopérative « Balimaya »-VBN-Diago; Coach externe 2-AMEDD; Vendeuse/Grossiste –Marché de Kati
	<b>Kati –Kati Dioba</b>	FGD participants VBN- Dioba; FGD-Producteurs WP3- Dioba; Champion –Coopérative «Benkadi»-VBN-Dioba; Vendeuse/Grossiste –Marché de Dioba
	<b>Kati –N'gorodji- Kambila</b>	FGD participants VBN- FGD participants VBN- N'Gorodji- Kambila FGD-Producteurs WP3- N'Gorodji-Kambila Champion –Coopérative «Jekafo»-VBN- N'Gorodji- Kambila
	<b>Kati -Ville</b>	FGD participants VBN- Kati ville; FGD-Producteurs WP3- Kati ville; Championne –Coopérative transformatrice «Badenyadouman»-VBN-Kati ville; Vendeuse/Grossiste –Marché de Kati



Province/ région	Village/ville	Entretiens ou visites réalisés
<b>SIKASSO</b>	<b>Sikasso ville</b>	Compagnie semencière SOPROSA FGD participants VBN- Sikasso ; FGD-Producteurs WP3- Sikasso ; Champion –Fournisseurs intrants ; Coach externe 3-AMEDD ; Vendeuse labélisée –Marché de Sikasso
	<b>Sikasso- Farakala</b>	FGD participants VBN- Farakala; FGD-Productrices WP3- Farakala; Champion –Coopérative «Jigiseme»-VBN-Farakala ; Vendeur/Grossiste –Marché de Farakala-Sikasso
	<b>Sikasso - Bamadougou</b>	FGD participants VBN- Bamadougou ; FGD-Productrices WP3- Bamadougou ; Champion –Producteur-VBN- Bamadougou ; Vendeur/Grossiste –Marché de Médine -Sikasso
	<b>Sikasso- Missirikoro</b>	FGD participants VBN-Fabolasso-Missirikoro FGD-Producteurs WP3- Fabolasso-Missirikoro Championne –Coopérative « Jekabaara»-VBN-Fabolasso-Missirikoro;
<b>KOUTIALA</b>	<b>Koutiala- ville</b>	Compagnie semencière ZAMOHO Responsable WP5 FGD participants VBN- Koutiala ; FGD-Producteurs WP3- Koutiala ; Champion –Vendeur/Grossiste ; Coach externe 4-AMEDD ;
	<b>Koutiala- Sincina</b>	FGD participants VBN- Sincina; FGD-Productrices WP3- Sincina; Champion –Coopérative « Jekabbara» -VBN-Sincina ; Vendeuse/Grossiste –Marché de Koutiala
	<b>Koutiala - Sorobasso</b>	FGD participants VBN- Sorobasso ; FGD-Productrices WP3- Sorobasso ; Champion –Coopérative « Pagnon » -VBN-Sorobasso ; Vendeuse/Grossiste –Marché de Koutiala
	<b>Koutiala – N'Togonasso</b>	FGD participants VBN-N'Togonasso FGD-Producteurs WP3- N'Togonasso Champion- Fournisseur intrant-VBN-N'Togonasso; Vendeuse/Grossiste –Marché de Koutiala



## Bénin

N°	Type d'acteur	Répondant(s)	Fonction / Structure	Localité	Type d'entretien
1	<b>Coordination &amp; Gestion</b>	Dr Edmond TOTIN	Responsable National Projet SafeVeg	Abomey-Calavi	Individuel
2		M. Léon HEGBAZO	Comptable du projet	Abomey-Calavi	Individuel
3		M. Beria Marcel	Chargé de communication	Abomey-Calavi	Individuel
4		M. Malik BA	Directeur régional WorldVeg Afrique de l'Ouest	Abomey-Calavi	Individuel
5	<b>Équipes des Work Packages</b>	Dr Djibril, Dr Rachidi et assistants	Équipe WP3 (CIRAD)	Abomey-Calavi	Équipe
6		Dr Janvier EGAH	Responsable WP2	Abomey-Calavi	Individuel
7		Dr Mathieu AYENAN	Responsable WP4	Abomey-Calavi	Individuel
8		Dr Simon Codjo	Responsable WP6	Abomey-Calavi	Individuel
9	<b>Partenaires Institutionnels</b>	M. Laurent GLIN	Africa Green Corp. (Responsable WP5)	Cotonou	Individuel
10		Dr Armel MENSAH	INRAB	Abomey-Calavi	Individuel
11		Mme AHLE Victoire	ATDA 7	Abomey-Calavi	Individuel
12		Dr KOURA, Dr Amel Mensah, M. Joël Azagba	INRAB	Abomey-Calavi	Équipe
13		Denis SOUGNIZOUN	DPV (Service National Semences)	Porto-Novo	Individuel
14	<b>Ambassade</b>	Mme Sigrid Meijer	Ambassade des Pays-Bas	Cotonou	Individuel
15	<b>Bénéficiaires - VBN/REM</b>	Groupe de femmes	Membre VBN	Zagnanado	Focus Group
16		Groupe d'hommes	Membre VBN	Zagnanado	Focus Group
17		Champions	VBN Agrisauté et Colda	Bohicon & Djidja	Focus Group
18		Membres	REM Colda	Djidja	Focus Group
19		Membres	REM Agrisauté	Bohicon	Focus Group



N°	Type d'acteur	Répondant(s)	Fonction / Structure	Localité	Type d'entretien
20		Membres	REM Fenou	Avoghana, Bohicon	Focus Group
21		Membres	REM UCCM	Zè (Aïfa)	Focus Group
22		Membres	REM FAKO	Tori-Bossito	Focus Group
23	<b>Encadrement/Animateur</b>	Fresnel ETCHO	Coach VBN	Zagnanado	Individuel
24		Mme Calmete	Coach VBN	Zè (Aïfa)	Individuel
25	<b>Bénéficiaires - Producteurs</b>	Producteurs	Bénéficiaires WP3	Ahouicodji	Focus Group
26		Producteurs	Coop. Persévérance	Kpomassè	Focus Group
27		Producteurs	Coop. Promise	Kpomassè	Focus Group
28		Producteurs	Coop. Chaîne de Valeurs (CEVADEL Bénin)	Sème-Podji	Focus Group
29		Producteurs	Coop. VIMASS	Sème-Podji	Focus Group
30	<b>Acteurs de la filière légumière (Semenciers)</b>	M. DEGUENON	Living Seed	Abomey-Calavi	Individuel
31		EKE Hyacinthe	Coopérative "Jardin pour tous"	Abomey-Calavi	Individuel
32	<b>Bénéficiaires - Transformateurs</b>	Mme Amour	Restauratrice	Bohicon	Individuel
33		ANAGONOU Jeanne	Vendeuse de rue	Abomey-Calavi	Individuel
34	<b>Partenaires de mise en œuvre</b>	MOUNKOUN Jaurès et BALOICHA Lidwine	ONG CEVAD	Ouidah	Individuel
35		BOUKARY Roukiyatou	ABSSA	Cotonou	Individuel
36		Ella Régina AHOUCANDJINOUCHE et Imayath MOUSSA	PAM (Programme Alimentaire Mondial)	Cotonou	Équipe
37		Dr AFOKPE Pamela	East West Seed	Abomey-Calavi	Individuel
38		ABILE Houchou	Ligue des Consommateurs	Abomey-Calavi	Individuel
39		Thierry ADIKPETO	RIKOLTO	Abomey-Calavi	Individuel



N°	Type d'acteur	Répondant(s)	Fonction / Structure	Localité	Type d'entretien
40	<b>Chercheurs / Doctorants</b>	SOSSOU Belchrist Eliel	Doctorant WP4	Abomey- Calavi	Individuel
41		AMOUSSOU LOKOSSOU Uryelle	Doctorante WP2	Abomey- Calavi	Individuel
42		Dr Jelila	Doctorante WP4	Abomey- Calavi	Individuel
43		Modeste DOHOU	Doctorant WP6	Abomey- Calavi	Individuel

## Burkina Faso

Région	Ville/Village	Acteurs
<b>Hauts-Bassins</b>	Bama	VCN-MAIGA Haoua
	Banakeledaga	VCN-Sanou Yaya et Sanou
	Bobo-Dioulasso	Vendeuse de rue
	Bobo-Dioulasso	Vendeuse de rue
	Bobo-Dioulasso	Vendeuse de rue
	Bobo-Dioulasso /Dogona	VCN-Sanou siaka
	Bobo-Dioulasso /Farakoba	Actuel Responsable-WP4
	Bobo-Dioulasso /Farakoba	Centre Régional d'Excellence en Fruits et Légumes/Point focal INERA
	Bobo-Dioulasso Kiri	Site de production Nafasso à Kiri
	Bobo-Dioulasso /Leguema	VCN-Sanou Hamidou
	Bobo-Dioulasso /Setc.25	VCN-Scoop-MTV
	Bobo-Dioulasso	SAALA MONDE RURAL (SMR)- Seed companies
	Bobo-Dioulasso	Coachs VCN (Ouedraogo Bintou et Allasane)
	Bobo-Dioulasso/En ligne – basé à Bobo- Dioulasso mais en mission au Bénin	NAFASO SA (Seed companies)
<b>Plateau central</b>	Loumbila	Boutapa-Seed companies
	Loumbila	Producteurs WP3-Hommes+femmes
<b>Centre</b>	Ouagadougou	RIKOLTO Burkina Faso
	Ouagadougou/Ouaga 2000	VCN-Club Sahel Verdure
	Ouagadougou /Boulmiougou	VCN-SCOOP Namalgzanga
	Ouagadougou	Coordinatrice Pays-Burkina-Responsable WP1
	Ouagadougou	CIFOR
	Ouagadougou	Project Management
	Ouagadougou	Coach VCN Zambende BELEMLILGA
	Ouagadougou	Coach VCN Brigitte KOARA
	Ouagadougou	Responsable WP2-Burkina

Région	Ville/Village	Acteurs
	Ouagadougou Dassasgho	Association Nationale des Entreprises Semencières du Burkina Faso
	Ouagadougou /Gouguin	Directeur INERA
	Ouagadougou	Service National des Semences (Technical/Development Institution (ministry, non-research body, etc)
	Ouagadougou	Agence nationale de la Bio sécurité/INERA
	Ouagadougou/Sig nonghin/kilwin	VBN-YAMEOGO Claire
	Ouagadougou/Tampouy	Bioprotect (Directeur)
	Ouagadougou/Wayalguin	Responsable WP5-Burkina GRAD Consulting
	Ouagadougou/Wayalguin	Coach VBN Barnabé Ouedraogo
	Ouagadougou	FAO/ Ouaga
	Ouagadougou	Vendeuse de rue
	Ouagadougou/Larlé	Vendeuse de rue
	Pabré	VBN-SCOOP Ratamanégré
	Pabré	FDG-Producteurs WP3
	Ouaga/En ligne – basé à Ouagadougou	Ambassade Pays-Bas- au Burkina
	Ouagadougou/En ligne – basé à Bamako (Mali)	Ex-Responsable WP4
	Ouaga/En ligne – basé à Koudougou (Centre- ouest)	Responsable WP6- Burkina
	Ouaga/En ligne – basé Bénin	Responsable WP3-Burkina

### 6.3 Niveau International

Nom	Rôle	Structure
Bart de Steenhuijsen Piters	WP2 Lead	Wageningen University & Research (WUR)
Pepijn Schumachers	Lead Specialist	World Vegetable Center
Thibaud Martin	WP3 Lead	CIRAD
Harriette Snoek	Chercheur WP2	Wageningen University & Research (WUR)
Roland Schafleitner	WP4 Lead	World Vegetable Centre
Jean Huchon	Point focal SafeVeg	EEAS-COTONOU
Sigrig Meijer	Point focal SafeVeg	Ministère des Affaires Étrangères



## **Annexe E : Outils de collecte et guides d'entretien**

Voir dossier « [Outils de collecte et guides d'entretien](#) »

## Annexe F : Documents consultés

### SafeVeg programme document

1. Description of the Action – Delegated cooperation
2. MEL Plan

### Documents produits par l'équipe SafeVeg

3. Safe locally produced vegetables for West Africa's consumers (SAFEVEG - West Africa). Annual narrative report 2021, 7 March 2022. P12.
4. Safe locally produced vegetables for West Africa's consumers (SAFEVEG - West Africa). Annual narrative report 2022. P 14.
5. Safe locally produced vegetables for West Africa's consumers (SafeVeg - West Africa). Annual narrative report 2023. P 28.
6. Safe locally produced vegetables for West Africa's consumers (SafeVeg - West Africa). Annual narrative report 2023. P 27.
7. Documents de publications scientifiques issus des composants du projet Safeveg mis à la disposition de l'équipe d'évaluation
8. Alokpaï, Nestor and J Harris, 'The 'Enabling Environment' For Vegetable-Rich Diets in Benin: An Analysis of Policies, Stakeholders, And Framings', *Afr. J. Food Agric. Nutr. Dev.* 2024; 24(12): 25376-25400
9. Alokpaï, Nestor and J Harris, 'How to 'Enable Vegetable-rich Diets Environment in Mali'? An Analysis of Policies, Stakeholders, and Framings', *Future of Food: Journal on Food, Agriculture and Society* 12 (2) July 2024
10. M.A.T. Ayenan et.al., 'Promoting vegetable cultivars in sub-Saharan Africa: a holistic approach', *Proceedings of the V All Africa Horticultural Congress*
11. M.A.T. Ayenan et.al., *Exploring the Agronomic Performance and Stability of Vegetable Amaranth (Amaranthus spp.) Genotypes*
12. Belchrist E. Sossou et.al., 'Breeding for resistance to bacterial wilt in Solanaceae crops: lessons learned and ways forward for Gboma eggplant (Solanum macrocarpon L.), a traditional African vegetable.' *Euphytica* (2024) 220:153
13. Edmond Totin et.al., Role of social institutions in shaping vegetable consumption across Africa: a review, *Global Food Security* 41 (2024) 100775
14. The World Vegetable Center. Procurement Policy, draft – december, 2020. P 27.
15. Safe locally produced vegetables for west africa's consumers (safeveg - west africa). Description of the action – delegated cooperation. P 27.
16. Safe locally produced vegetables for West Africa's consumers (safeveg - west africa). Safeveg assessment of systemic change and scaling potential. P 18.
17. Annual reports SafeVeg 2021, 2022, 2023, 2024
18. Strengthening local smalholder business networks to address vegetable market failures: experimental evidence from West Africa (Benin, Burkina Faso, Mali). Endline study, November 2024.
19. Impact of business coaching on farmer's income: a cluster randomized controlled trials of vegetable growers in Benin. *Publication date not mentioned.*

### Audits financiers externes

20. Financial audits 2020, 2021, 2023, 2024

### Documents produits par l'équipe d'évaluation MDF

21. MDF. Etude sur le travail médiatique du projet Safeveg. Septembre 2025. P30.
22. MDF. Rapport d'analyse des productions faites par les journalistes formés par Safeveg et autres acteurs des médias et mise en évidence des aspects de nutrition - Analyse complémentaire. Septembre 2025. P9.

23. MDF. Rapport d'analyse des publications par Safeveg. Étude dans le cadre de l'évaluation finale du projet. Septembre 2025. P35.

24. MDF. Rapport d'étude sur le WP3. Octobre 2025. P17

### Documents produits par les journalistes formés

Nom du médias/bloggeurs/journal/journaliste/institution (producteur-auteurs)	Canal de diffusion	Pays de la diffusion ou concerné par la diffusion
Le Béninois Libéré	Presse écrite	Bénin
Planet Times	Site web	Bénin
Triomphe Média	Site web	Bénin
La Nouvelle Tribune	Site web	Bénin
Lettre Ouverte	Site web	Bénin
Eden TV-Diaspora FM	Facebook	Bénin
Les Nouvelles d'Afrique	Site web	Bénin
TVC Bénin	Site web	Bénin
Mogabay	Site web	Bénin
Lettre Ouverte	Presse écrite	Bénin
Kparonbaaru.mondoblog.org	Blog	Bénin
Le Meilleur	Presse écrite	Bénin
Oroilu.mondoblog.com	Blog	Bénin
Jupiter Info	Presse en ligne	Bénin
CADRECO.MEDIA	Presse en ligne	Bénin
CAPPFM.COM	Presse en ligne	Bénin
Sota FM	Radio	Bénin
lanetiimes.com	Presse en ligne	Bénin
Imosciences.com	Presse en ligne	Bénin
Actualité	Presse écrite	Bénin
Journalsanteenvironnement.com	Presse écrite	Bénin
Daabaaru.bj	Presse en ligne	Bénin
Dema radio	Radio	Bénin
Radio Bénin	Radio	Bénin
Romarc K. Oda	blog	Bénin
Radio Banikoara	Radio	Bénin
Radio Parakou	Radio	Bénin
La Voix de TADO	Radio	Bénin
Radio Diaspora	Radio	Bénin
Radio Parakou	Radio	Bénin
Radio Peace FM	Radio	Bénin
CAPP FM	Radio	Bénin
Radio ARZEKE FM Parakou	Radio	Bénin
Ouest Info	Presse en ligne	Burkina Faso
Intégration BF	Blog	Burkina Faso
Lefaso.net	Presse en ligne	Burkina Faso
Globinfos	Presse en ligne	Burkina Faso
El Hadj Sayouba Gandema	Facebook	Burkina Faso
Lefaso.net	Facebook	Burkina Faso
Globeinfo.com	Presse en ligne	Burkina Faso



Nom du médias/bloggeurs/journal/journaliste/institution (producteur-auteurs)	Canal de diffusion	Pays de la diffusion ou concerné par la diffusion
Le Grand Journal Média Morning/BGR&D	Presse en ligne	Mali
Kalanko	Facebook	Mali
Inconnu	Radio	Mali
Info Elles	Facebook	Mali
Top Média Mali	Télévision	Mali
Inconnu	Télévision	Mali

### Produits de communication - SAFEVEG

Titles	Links
Visite des reseaux d'affaires VBN du projet Safeveg par Marco Wopereis	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=_E5832sWDc&amp;pp=ygUHU2FmZXZlZw%3D%3D">https://www.youtube.com/watch?v=_E5832sWDc&amp;pp=ygUHU2FmZXZlZw%3D%3D</a>
Formation d and d #safeveg	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=-3TJyfteb6k&amp;pp=ygUHU2FmZXZlZw%3D%3D">https://www.youtube.com/watch?v=-3TJyfteb6k&amp;pp=ygUHU2FmZXZlZw%3D%3D</a>
Niveau de mise en œuvre du projet safeveg	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=2QEMQVyPa2A&amp;pp=ygUHU2FmZXZlZw%3D%3D">https://www.youtube.com/watch?v=2QEMQVyPa2A&amp;pp=ygUHU2FmZXZlZw%3D%3D</a>
Reportage safeveg	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=bluki9JUoAQ&amp;p=ygUHU2FmZXZlZw%3D%3D">https://www.youtube.com/watch?v=bluki9JUoAQ&amp;p=ygUHU2FmZXZlZw%3D%3D</a>
Lancement du projet safeveg - Benin odd tv	<a href="https://youtu.be/yPBjPjHwucEQ?si=NrMKCdi4VxNfZY -M">https://youtu.be/yPBjPjHwucEQ?si=NrMKCdi4VxNfZY -M</a>
Safeveg// formation des coachs externes_safeone2023	<a href="https://youtu.be/yPnmgSCTwbo?si=RrUtAfYcxN_SoW Z4">https://youtu.be/yPnmgSCTwbo?si=RrUtAfYcxN_SoW Z4</a>
Publireportage : le projet safeveg vulgarise les semences de qualité produites localement	<a href="https://youtu.be/pP8Fs6wyLYE?si=9xVrXJJSSe60tAhz">https://youtu.be/pP8Fs6wyLYE?si=9xVrXJJSSe60tAhz</a>
Projet safeveg : ouverture de l'atelier diagnostic et design by odd tv	<a href="https://youtu.be/SHHP3nomkDI?si=ktnCr4Te1u5DHR Rh">https://youtu.be/SHHP3nomkDI?si=ktnCr4Te1u5DHR Rh</a>
Formatoin des transformateurs sur le séchage des légumes_safeone2025	<a href="https://youtu.be/T9J8TkhyRH4?si=7tmFr91wCuGGc1 Ei">https://youtu.be/T9J8TkhyRH4?si=7tmFr91wCuGGc1 Ei</a>
Composante 3 du projet safeveg: les résultats exposés au cours d'un atelier de restitution	<a href="https://youtu.be/njPb26MQ6FI?si=GbKakm4cQKjq4I HO">https://youtu.be/njPb26MQ6FI?si=GbKakm4cQKjq4I HO</a>
Safeveg et CGT visitent le périmètre maraicher de grand-popo_safeone	<a href="https://youtu.be/3nGYnwzwtwGQ?si=YNckB8dZA0EvX P5t">https://youtu.be/3nGYnwzwtwGQ?si=YNckB8dZA0EvX P5t</a>
Le projet safeveg renforce les	<a href="https://youtu.be/CEbK_kMSNiQ?si=uxB-zqlikx8FsviQ">https://youtu.be/CEbK_kMSNiQ?si=uxB-zqlikx8FsviQ</a>



Titles	Links
chaînes de valeurs maraîchères au Bénin	
Ouverture de la semaine scientifique safeveg / cgt_safeone	<a href="https://youtu.be/lR1c8dUJjRc?si=oQNQyV77aLDSFB SE">https://youtu.be/lR1c8dUJjRc?si=oQNQyV77aLDSFB SE</a>
Semaine scientifique Safeveg et CGT: enjeux et perspectives_safeone	<a href="https://youtu.be/XAoJh63BxB0?si=3Z1bZzf5XM_DaX Qb">https://youtu.be/XAoJh63BxB0?si=3Z1bZzf5XM_DaX Qb</a>
Lancement du projet safeveg West Africa	<a href="https://youtu.be/RaIY8Z7O1rA?si=M11gntmNJdCxBI9 j">https://youtu.be/RaIY8Z7O1rA?si=M11gntmNJdCxBI9 j</a>
Visite de terrain fresh Ouidah // safeveg	<a href="https://youtu.be/96jj4QVPR74?si=a-EcYsaOsatikzZr">https://youtu.be/96jj4QVPR74?si=a-EcYsaOsatikzZr</a>
Distribution des kits de semences améliorés de légumes - #safeone	<a href="https://youtu.be/4A2lQQrdsM?si=IVSmrJN9ncprQ3NL">https://youtu.be/4A2lQQrdsM?si=IVSmrJN9ncprQ3NL</a>
Safeveg: addition des légumes feuilles au repas de rue #safeone	<a href="https://youtu.be/jfRUc4PnfRs?si=FJbMHAESJRH jfGM">https://youtu.be/jfRUc4PnfRs?si=FJbMHAESJRH jfGM</a>
#Maraichage    Safeveg, bmz-cgt et fresh outillent les semenciers du Benin - by agricotv	<a href="https://youtu.be/4rBGuEXA3k4?si=JGmRlwziU8u7lp9 R">https://youtu.be/4rBGuEXA3k4?si=JGmRlwziU8u7lp9 R</a>
Semaine scientifique safeveg-cgt: les parties prenantes dressent le bilan des activités menées	<a href="https://youtu.be/fLJyNy3Rqs?si=jAchXvQBnoRZQ96s">https://youtu.be/fLJyNy3Rqs?si=jAchXvQBnoRZQ96s</a>
Formation des coaches agribusines de safeveg_safeone	<a href="https://youtu.be/0JiMal_EU0?si=JWRL7F04T6pmkFch">https://youtu.be/0JiMal_EU0?si=JWRL7F04T6pmkFch</a>
Les jardins de l'espoir : visite des ambassadeurs de l'UE	<a href="https://youtu.be/DCtUjKlclZc?si=Y2n3wci2HYSrhN8 K">https://youtu.be/DCtUjKlclZc?si=Y2n3wci2HYSrhN8 K</a>
Sensibilisation et traçabilité des légumes_safeone2025	<a href="https://youtu.be/lc_EVZ38uhk?si=0J0TQQPZu5l0mJx N">https://youtu.be/lc_EVZ38uhk?si=0J0TQQPZu5l0mJx N</a>
Descente de la délégation Néerlandaise sur le REM UCCM Zê	<a href="https://youtu.be/bpmcH4hcoo4?si=c4Z0irID CCKwNCh">https://youtu.be/bpmcH4hcoo4?si=c4Z0irID CCKwNCh</a>
Intégration des légumes dans les habitudes alimentaires_safeone	<a href="https://youtu.be/osqpN5uF3Cw?si=EzdXnUB0Go5g8 mKh">https://youtu.be/osqpN5uF3Cw?si=EzdXnUB0Go5g8 mKh</a>
Signature du contrat de don d'équipements_worldveg et japon_safeone2025	<a href="https://youtu.be/lcDMqXkmz6w?si=Zfmc2FBeR2_o6y zk">https://youtu.be/lcDMqXkmz6w?si=Zfmc2FBeR2_o6y zk</a>
_safeone2023	<a href="https://youtu.be/DtyVlrT0lps?si=4u5R3cE9nF-OcNwa">https://youtu.be/DtyVlrT0lps?si=4u5R3cE9nF-OcNwa</a>
Professionnalisation des entreprises semencières - #safeone #benin	<a href="https://youtu.be/M9NMBsleMcc?si=jMuOjepPr gDnkBa">https://youtu.be/M9NMBsleMcc?si=jMuOjepPr gDnkBa</a>



Titles	Links
Techniques d'installation et de gestion des pépinières #safeone2024	<a href="https://youtu.be/_oxW0iaL6Ro?si=MHkFpJTG_XCRiR Tq">https://youtu.be/_oxW0iaL6Ro?si=MHkFpJTG_XCRiR Tq</a>
#Worldveg: visite de terrain des chercheurs dans un REM #safeone	<a href="https://youtu.be/PtbAh74bXA?si=SV0LYt4dpG5ZXnsK">https://youtu.be/PtbAh74bXA?si=SV0LYt4dpG5ZXnsK</a>
Réseau des entreprises maraichères_entretien avec Laurent glin_safeone2023	<a href="https://youtu.be/TEoAplxJQul?si=iTDdK5Xpn5e9jckl">https://youtu.be/TEoAplxJQul?si=iTDdK5Xpn5e9jckl</a>
#Benin_agriculture    renforcement de capacités des TSM par le CIRAD_safeone2025	<a href="https://youtu.be/WMXdVuhsfsc?si=BayTD88CWtNkV xwT">https://youtu.be/WMXdVuhsfsc?si=BayTD88CWtNkV xwT</a>
Les entrepreneurs néerlandais s'approprient les réalisations de safeveg_safeone	<a href="https://youtu.be/7Gh_bG8yXzM?si=k19sCb3Qez8jHH L4">https://youtu.be/7Gh_bG8yXzM?si=k19sCb3Qez8jHH L4</a>
Renforcement de capacités des coaches des Rem.	<a href="https://youtu.be/vUmdx5DCA5Y?si=ADI7NSO2s5VEy XYA">https://youtu.be/vUmdx5DCA5Y?si=ADI7NSO2s5VEy XYA</a>
Atelier reconnaissance des nuisibles_safeone2024	<a href="https://youtu.be/mHEs_ew93ms?si=HEh5Fkp41xwQ KVN3">https://youtu.be/mHEs_ew93ms?si=HEh5Fkp41xwQ KVN3</a>
Réflexion sur la mise à échelle de l'expérience de la labellisation des origines des légumes.	<a href="https://youtu.be/SkGpCkdGf84?si=aa9wzA2a_jffQeto">https://youtu.be/SkGpCkdGf84?si=aa9wzA2a_jffQeto</a>
Atelier de capitalisation des reseaux d'entreprises maraichères_safeone	<a href="https://youtu.be/YuXmJKXn0fQ?si=ABJI50QA2_VTiQ7 d">https://youtu.be/YuXmJKXn0fQ?si=ABJI50QA2_VTiQ7 d</a>
Bilan du conclave des acteurs semenciers_safeone	<a href="https://youtu.be/Ds3hu9G6hJk?si=iptfqKG7I2tZFE1R">https://youtu.be/Ds3hu9G6hJk?si=iptfqKG7I2tZFE1R</a>
Suivi et contrôle du projet safeveg_safeone	<a href="https://youtu.be/BdJ291KhRQ4?si=i63ypjiyCvXCfvlU">https://youtu.be/BdJ291KhRQ4?si=i63ypjiyCvXCfvlU</a>
Formation sur la détection et la lutte contre les ravageurs #safeone	<a href="https://youtu.be/0_dWOC7tWpQ?si=UKY5aPoC7dgT PXZk">https://youtu.be/0_dWOC7tWpQ?si=UKY5aPoC7dgT PXZk</a>
Dutch deputy minister meets beneficiaries of safeveg project in Benin	<a href="https://avrdc.org/dutch-deputy-minister-meets-beneficiaries-of-safeveg-project-in-benin/">https://avrdc.org/dutch-deputy-minister-meets-beneficiaries-of-safeveg-project-in-benin/</a>
EU ambassadors visit safeveg vegetable business networks	<a href="https://avrdc.org/eu-ambassadors-visit-safeveg-vegetable-business-networks/">https://avrdc.org/eu-ambassadors-visit-safeveg-vegetable-business-networks/</a>
Dutch ambassador witnesses success of safeveg project in Benin: climate-resilient vegetable varieties thrive in local conditions,	<a href="https://avrdc.org/dutch-ambassador-witnesses-success-of-safeveg-project-in-benin-climate-resilient-vegetable-varieties-thrive-in-local-conditions-paving-the-way-for-sustainable-agriculture/">https://avrdc.org/dutch-ambassador-witnesses-success-of-safeveg-project-in-benin-climate-resilient-vegetable-varieties-thrive-in-local-conditions-paving-the-way-for-sustainable-agriculture/</a>



Titles	Links
paving the way for sustainable agriculture	
Safeveg is training benin's vegetable farmers on the technology to manufacture beneficial native micro organisms (bams)	<a href="https://avrdc.org/105245-2/">https://avrdc.org/105245-2/</a>
Safeveg: why we eat what we eat	<a href="https://avrdc.org/safeveg-why-we-eat-what-we-eat/">https://avrdc.org/safeveg-why-we-eat-what-we-eat/</a>
Safeveg on the right track	<a href="https://avrdc.org/safeveg-on-the-right-track/">https://avrdc.org/safeveg-on-the-right-track/</a>
Burkina-Faso begins the journey toward safeveg	<a href="https://avrdc.org/burkina-faso-begins-the-journey-toward-safeveg/">https://avrdc.org/burkina-faso-begins-the-journey-toward-safeveg/</a>
Verifying the level of implementation of the safeveg project	<a href="https://avrdc.org/verifying-the-level-of-implementation-of-the-safeveg-project/">https://avrdc.org/verifying-the-level-of-implementation-of-the-safeveg-project/</a>
Safeveg: local production of safe vegetables for West African consumers	<a href="https://avrdc.org/safeveg-local-production-of-safe-vegetables-for-west-african-consumers/">https://avrdc.org/safeveg-local-production-of-safe-vegetables-for-west-african-consumers/</a>
Vegetable Business Networks – some lessons from implementing the approach in West Africa	<a href="https://avrdc.org/vegetable-business-networks/">https://avrdc.org/vegetable-business-networks/</a>
“Working together to grow together” – benefits in Mali from creating a cooperative society	<a href="https://avrdc.org/working-together-to-grow-together-benefits-in-mali-from-creating-a-cooperative-society/">https://avrdc.org/working-together-to-grow-together-benefits-in-mali-from-creating-a-cooperative-society/</a>
New report presents an analysis of fruit and vegetable value chains in Benin	<a href="https://avrdc.org/category/latest-news/latest-news-wca-coastal/">https://avrdc.org/category/latest-news/latest-news-wca-coastal/</a>
Expanding green leafy vegetable sauce in Benin's street food scene	<a href="https://avrdc.org/expanding-green-leafy-vegetable-sauce-in-benins-street-food-scene/">https://avrdc.org/expanding-green-leafy-vegetable-sauce-in-benins-street-food-scene/</a>
Worldveg seed kits help internally displaced women in Burkina-Faso feed their families, and restore dignity...	<a href="https://avrdc.org/worldveg-seed-kits-help-internally-displaced-women-in-burkina-faso-feed-their-families-and-restore-dignity/">https://avrdc.org/worldveg-seed-kits-help-internally-displaced-women-in-burkina-faso-feed-their-families-and-restore-dignity/</a>
Bringing more improved vegetable seeds to more smallholders in Burkina-Faso	<a href="https://avrdc.org/bringing-more-improved-vegetable-seeds-to-more-smallholders-in-burkina-faso/">https://avrdc.org/bringing-more-improved-vegetable-seeds-to-more-smallholders-in-burkina-faso/</a>
Des kits de semences de légumes pour atteindre plus d'agriculteurs au Mali	<a href="https://avrdc.org/des-kits-de-semences-de-legumes-pour-atteindre-plus-dagriculteurs-au-mali/">https://avrdc.org/des-kits-de-semences-de-legumes-pour-atteindre-plus-dagriculteurs-au-mali/</a>
Farmers tell of immediate benefits from vegetable business networks in Benin	<a href="https://avrdc.org/farmers-tell-of-immediate-benefits-from-vegetable-business-networks-in-benin-2/">https://avrdc.org/farmers-tell-of-immediate-benefits-from-vegetable-business-networks-in-benin-2/</a>

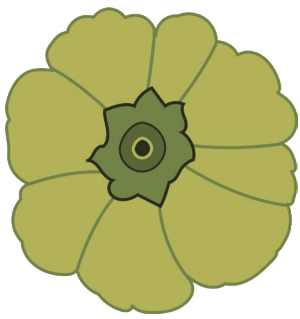


Titles	Links
Vegetable seed kits to reach more farmers in Mali	<a href="https://avrdc.org/vegetable-seed-kits-to-reach-more-farmers-in-mali/">https://avrdc.org/vegetable-seed-kits-to-reach-more-farmers-in-mali/</a>
Four new flyers show Worldveg project impacts, by numbers	<a href="https://avrdc.org/four-new-flyers-show-worldveg-project-impacts-by-numbers/">https://avrdc.org/four-new-flyers-show-worldveg-project-impacts-by-numbers/</a>
Pest identification and curative methods to secure fields	<a href="https://avrdc.org/pest-identification-and-curative-methods-to-secure-fields/">https://avrdc.org/pest-identification-and-curative-methods-to-secure-fields/</a>
Increasing vegetable production and consumption in Burkina Faso	<a href="https://avrdc.org/increasing-vegetable-production-and-consumption-in-burkina-faso/">https://avrdc.org/increasing-vegetable-production-and-consumption-in-burkina-faso/</a>
Farmers tell of immediate benefits from vegetable business networks in Benin	<a href="https://avrdc.org/farmers-tell-of-immediate-benefits-from-vegetable-business-networks-in-benin/">https://avrdc.org/farmers-tell-of-immediate-benefits-from-vegetable-business-networks-in-benin/</a>
Benin seed growers and market gardeners meet in the field	<a href="https://avrdc.org/benin-seed-growers-and-market-gardeners-meet-in-the-field/">https://avrdc.org/benin-seed-growers-and-market-gardeners-meet-in-the-field/</a>
Significant steps towards the professionalization of the seed sector in Benin	<a href="https://avrdc.org/significant-steps-towards-the-professionalization-of-the-seed-sector-in-benin/">https://avrdc.org/significant-steps-towards-the-professionalization-of-the-seed-sector-in-benin/</a>
Please make room for vegetable seeds on your shelves	<a href="https://avrdc.org/please-make-room-for-vegetable-seeds-on-your-shelves/">https://avrdc.org/please-make-room-for-vegetable-seeds-on-your-shelves/</a>
Diagnostic and design workshops to focus on the establishment of vegetable business networks in Burkina Faso	<a href="https://avrdc.org/workshop_diagnosis_design_veg_business_burkina_faso/">https://avrdc.org/workshop_diagnosis_design_veg_business_burkina_faso/</a>
Restaurant owners and street vendors in Ouagadougou boost leafy vegetable consumption	<a href="https://avrdc.org/restaurant-owners-street-vendors-in-ouagadougou/">https://avrdc.org/restaurant-owners-street-vendors-in-ouagadougou/</a>
Vegetable food systems in Benin: a photo-essay	<a href="https://avrdc.org/vegetable-food-systems-in-benin-a-photo-essay/">https://avrdc.org/vegetable-food-systems-in-benin-a-photo-essay/</a>
Overuse of pesticides in vegetable production in Benin	<a href="https://avrdc.org/overuse-of-pesticides-in-vegetable-production-in-benin/">https://avrdc.org/overuse-of-pesticides-in-vegetable-production-in-benin/</a>
Lessons learned in the implementation of vegetable business networks in West Africa	<a href="https://avrdc.org/104501-2/">https://avrdc.org/104501-2/</a>
New disease resistant and market preferred tomato varieties are developed in Benin	<a href="https://avrdc.org/new-disease-resistant-and-market-preferred-tomato-varieties-are-developed-in-benin/">https://avrdc.org/new-disease-resistant-and-market-preferred-tomato-varieties-are-developed-in-benin/</a>
Bringing green leafy vegetables back on the menu in Ouagadougou	<a href="https://avrdc.org/category/latest-news/latest-news-wca-coastal/">https://avrdc.org/category/latest-news/latest-news-wca-coastal/</a>



## **Annexe G : Infographie de synthèse**





# Final Evaluation of the **SAFEVEG** project

Infographic accompanying the study conducted by MDF Training & Consultancy on behalf of the Dutch Embassy in Benin

## OVERVIEW OF THE PROJECT



### SAFEVEG'S OVERALL OBJECTIVE

Strengthen the production, processing and consumption of nutritious and safe vegetables, while stimulating local agricultural innovation and contributing to food and nutritional security.

### CONSORTIUM

- + World Vegetable Center (WorldVeg) (Lead)
- + CIRAD
- + Wageningen University & Research (WUR)

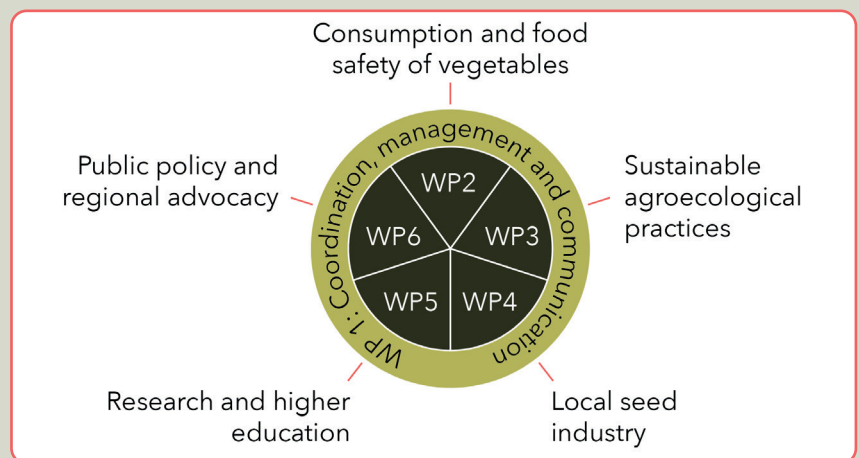
### IMPLEMENTATION

- 2020-2025
- + Bénin
  - + Burkina Faso
  - + Mali

### FUNDING

- 7,84 M€ by the EU as part of the DeSIRA programme
- 4,02 M€ by the Embassy of the Kingdom of the Netherlands

## 6 WORK PACKAGES



## FINAL EVALUATION: OBJECTIVES AND METHODS

### EVALUATION OBJECTIVES

- + Accountability
- + Learning for a possible next phase or replication elsewhere

### SCOPE

- + Period 2020 - March 2025
- + Three countries: Benin, Burkina Faso, and Mali

### QUALITATIVE METHODS

- + Focus group discussions based on Outcome Harvesting
- + Individual interviews with key informants
- + Sensemaking workshops in each country

### QUANTITATIVE METHODS

- + Study on project communications
- + Survey on agroecological practices
- + Analysis of monitoring data

# MAIN RESULTS

## PRODUCTIVITY & INCOME

84% of producers surveyed report an **increase in net agricultural income** of 11 to 20%.

The effect depends on the context, market structure, the cost of innovations and access to water.

## VEGETABLE CONSUMPTION

Qualitative observations confirm an **increase in consumption** in all three countries, driven by improved nutritional knowledge, increased availability of fresh vegetables and consumer confidence in products labelled as 'safe origin'.

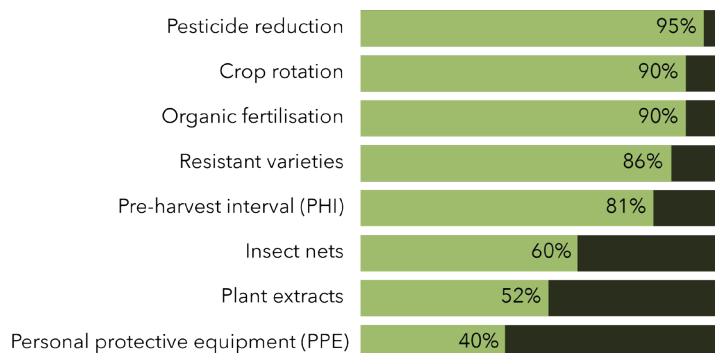
## AGROECOLOGICAL PRACTICES

The assessment notes a significant **adoption** of more environmentally friendly agricultural practices. The figures mainly reflect initial use of the practices, with no guarantee of long-term sustainability.

## SOCIO-ECONOMIC INCLUSION

- + The project has generated new **economic opportunities** in vegetable production, processing and marketing.
- + **VBNs** represent a promising basis for professionalisation for young people.
- + However, these jobs often remain informal, **precarious and seasonal**, and certain groups have not benefited from them.

### Adoption of agroecological practices



# RELEVANCE AND STRATEGIC ALIGNMENT



The project is relevant to the **needs of the market gardening** sector, **national priorities**, the multi-year strategies of the embassies (**MACS**) and the focus of **DeSIRA**.

The project has created strong **synergies with other programmes**, promoting complementarity between interventions.



- + Limited **institutional support**
- + **Lack of coordination** between actors in the chain
- + Little focus on vegetable **consumption**

# EFFECTIVENESS OF IMPLEMENTATION



- + **Strong overall effectiveness:** targets exceeded in vegetable consumption, income/productivity and research strengthening.
- + High involvement of **women and young people**.
- + Strong **partnerships:** research, public and private actors.
- + **VBN as an effective lever**, supported by spaces for consultation.



- + **Uneven effectiveness:** agroecological adoption and improved seeds below targets.
- + Design **too research-oriented** and WPs in **silos**, hindering initial convergence.
- + **Dependence on external investment** and high sensitivity to context (insecurity, climate, prices, preferences).
- + **Structural constraints:** administrative/financial delays, shortage of basic seeds, water/land constraints.
- + **Insufficient M&E:** inappropriate indicators, scattered data, lack of intermediate outcomes.

## PROJECT EFFICIENCY AND GOVERNANCE



- + Overall **sound financial management** with a stable budget and high disbursement rates (75%).
- + **Highly productive HR investments**, yielding visible results on the ground.
- + WP4 and WP5 demonstrating **good operational execution**.
- + **VBN**: promising innovation for structuring markets and producers.



- + **Costly and unbalanced coordination** model (+49% WP1) and low allocation to national institutes (4-8%).
- + **Weak narrative/financial report articulation**, making it difficult to analyse the cost-benefit ratio.
- + **Limited governance**: coordination without hierarchical authority, high turnover, siloed WPs.
- + **Little budgetary transparency** ('other costs'), no cost per result.

## SUSTAINABILITY AND PROSPECTS FOR SCALING UP



- + **Strong potential for sustainability**: certified varieties included in national catalogues.
- + **Solid private sector momentum**: active seed producers, consolidation of VBNs, emergence of ancillary services.
- + **Effective partnerships** and abundant scientific output, reinforcing the dissemination of knowledge.
- + **Producers better trained** in agroecology and certified seeds.



- + **Weak political embeddedness** and seed roadmaps that are not fully operationalised.
- + **Limited funding for national institutes** hindering sustainability.
- + **Land tenure insecurity** (women, young people) hampering investment and expansion of acreage.
- + **Limited synergies**: lack of coordination between WPs, weak research and development integration, heterogeneous targeting and security constraints.

## GENDER INCLUSION AND YOUTH



- + **Significant female participation** (~33%) in key roles: restaurateurs, certified traders, leadership in VBNs.
- + **Effective corrective measures**: quotas, adaptation of schedules and languages, access to credit and contracting (e.g. WFP).
- + **Capacity building**: increased skills in management, marketing and nutrition; notable progress in Burkina Faso and Benin.
- + **Positive socio-economic effects**: increased income, greater autonomy, increased recognition within organisations.



- + **No strategic gender approach**: practical inclusion but lack of GESI analysis and transformation of power relations.
- + **Exclusionary selection criteria** (access to land/water), limiting the participation of women and young people.
- + **Lack of indicators** (gender, age): impossible to measure progress; marginal and undocumented inclusion of young people.
- + **Unequal impacts across countries**: some progress linked to local context rather than project strategy.

# CONCLUSIONS

- + SafeVeg has laid **solid foundations for a more sustainable and better structured vegetable sector** in West Africa.
- + These **changes are promising, but dependent** on a strengthened seed system, better-connected markets, and more robust monitoring and evaluation.
- + It is a **successful multi-stakeholder model**, but sustainability and scaling up require better institutional anchoring, a strengthened communication strategy, and clearer actions on health, safety, and inclusion

# RECOMMENDATIONS

## INSTITUTIONAL SET-UP

Make institutional set-up **simpler and more inclusive**, with an emphasis on integrated country teams and a greater role for national research institutes.



## THEORY OF CHANGE

Develop a **comprehensive approach**, including conflict sensitivity and gender analysis, based on a Theory of Change, which identifies **intermediate changes** by actor and involves sector stakeholders in the process.



## PARTNERSHIPS

Gradually develop **partnerships with Dutch companies** in the sector.



## MONITORING SYSTEM

Make the monitoring, evaluation and learning system **more relevant and effective** through intermediate outcome indicators, **qualitative methods**, indicator sheets, and transparent, centralised data management.



## VBN APPROACH

Further strengthen the VBN approach to **make the networks more sustainable and robust**. This should include linking the various actors in the chain and supporting access to financing institutions.



## VEGETABLE CONSUMPTION

Place greater emphasis on the consumption of healthy vegetables with a **consumer-focused approach** and a shared understanding of the **concept of healthy vegetables**.



**MDF**  
EMPOWERING PEOPLE.  
CREATING IMPACT



**lotus**  
design & consultancy



## Europe

**MDF Netherlands**  
Ede, Netherlands  
mdf@mdf.nl

## Africa

**MDF West Africa**  
Accra, Ghana  
mdfwa@mdf.nl

**MDF Eastern & Southern  
Africa**  
Nairobi, Kenya  
mdfesa@mdf.nl

**MDF Afrique Centrale**  
Goma, DRC  
mdfac@mdf.nl

**MDF Bénin**  
Cotonou, Benin  
mdfbenin@mdf.nl

## Asia

**MDF Pacific Indonesia**  
Bali, Indonesia  
mdfpi@mdf.nl

**MDF Myanmar**  
Yangon, Myanmar  
mdfmmr@mdf.nl

**MDF Bangladesh**  
Dhaka, Bangladesh  
mdfbg@mdf.nl

